

arvro

G W I R I O N E Z



35

Revue BRETONNE D'ETUDES
BIMESTRIELLE

AR VRO GWIRIONEZ

Revue Bretonne d'Études — Bimestrielle

Directeur : Per Denez.

Comité de direction : P. Denez, G. Etienne, R. Pennek.

Secrétaire : R. Pennek.

Services de Vente et Publicité :

Ch. Le Goff, B. P. 48, Brest (Nord-Finistère)

Secrétariat et Trésorerie :

J. Desbordes, B. P. 48, Brest (Nord-Finistère)
C. C. P. 1493-79 Nantes

Abonnement : 20 F l'an — Sur beau papier : 30 F
Etudiants, militaires : 10 F

Envoi sous enveloppe fermée, supplément de 5 F

Envoi hors zone-franc, supplément de 3 F

Envoi par avion : nous consulter

Le numéro : 4 F

Les textes et illustrations publiés par AR VRO sont copyright.
Les articles publiés peuvent ne représenter que l'opinion de leurs auteurs et pas nécessairement celle de la Direction ou du Comité de Direction.
Les manuscrits ne sont pas rendus.
AR VRO est une revue libre, qui n'est liée à aucun parti ou organisation particulière.

N° 35

Février 1966

SOMMAIRE

ALAIN LE BANNER et ALAIN GUEL : <i>Entretien sur l'avenir de Breizh</i>	1
IRLANDE : <i>Notes sur l'Histoire de l'Irlande (suite)</i>	19
Parmi nos revues	38
SKOURR BREIZH	41
NOUS AVONS LU POUR VOUS :	
Xavier de LANGLAIS : <i>Le Roman du Roi Arthur</i>	43
PER DENEZ : <i>Brendan Behan</i>	45
ON NOUS ECRIT	61
Chronique des Nations	67

Alain LE BANNER et Alain GUEL

Entretien sur l'avenir de Breizh

- L'avenir de la Bretagne repose ce soir sur nos épaules.
- Il faudrait que la Bretagne ait un avenir.
- Nous avons des fils. Je me dis parfois qu'ils nous dépassent, à d'autres moments qu'ils demeurent en-deçà de notre combat. Ils se montrent plus réalistes.
- Pas du tout. Qu'est-ce qu'un réalisme qui cache le problème ?
- Le Fond des choses...
- Ce sont de jeunes vieillards. Ils s'accordent avec les Anciens qui découvrent, un peu tard, la Bretagne. Pleven vient d'écrire un livre. Il y parle de l'avenir de Breizh.
- Il voudrait coïncider avec le réel au prix d'une fausse analyse. Bourrée de chiffres, mais incomplète. L'erreur chez lui est l'insuffisance.
- La suffisance. Il vient trop tard, mais il se croit tôt. Avec quel orgueil, quelle assurance, il découvre un problème dont il est en somme responsable. Lui et les siens. Qu'avait-il fait pour la Bretagne quand il était au pouvoir ?
- Rien. N'es-tu pas habitué à la trahison des grands hommes ?
- Si le diagnostic dénonce un mal anodin, les remèdes seront sans vertu. Tantôt il pousse au noir puis s'effraie quand il aperçoit le remède. Faux médecin, il prolonge l'agonie de la Bretagne. Il a peur d'un remède drastique qui éveillerait l'intelligence du patient et lui ferait voir que Pleven-Diafoiris le trompe. Le malade demandera des comptes : pourquoi avoir laissé mon mal empirer ?
- Je l'accuse de fétichisme. Il me rappelle la polémique de Marx contre Feurbach où Marx triomphait sans peine. Feurbach prenait pour remède la cause du mal. Pleven glorifie l'aliénation. J'ouvre son livre : « L'honneur de la Bretagne

est de n'avoir jamais voulu plaider la cause bretonne au nom de l'intérêt breton...

— Quel irréalisme ! Il le reconnaît ! Continue...

— ... mais du seul intérêt national. Nous pensons que la France serait moins solide, moins équilibrée, moins riche, moins belle si la Bretagne tombait, du rang de province vivante, à celui de région condamnée à un dépérissement sans retour. »

— De telles phrases sont des clauses de style ou supercherie. Qui sait ? Il a peut-être une idée derrière la tête. Se prend-il pour Machiavel ? D'autres, à sa place, se croient des habiles en masquant le but. Ils dissimulent aussi les motifs.

— S'ils emploient comme argument l'effet indirect, la prospérité de la France, personne ne sera dupe. Les seuls Bretons qui aient plaidé la cause bretonne autrement que du bout des lèvres avaient la France comme moindre souci.

— Elle était l'objet de leur colère.

— N'empêche, cette idée fait bien des dupes.

— Surtout du côté breton.

— Parce qu'elle leur donne bonne conscience. Ils croient travailler pour l'un et pour l'autre.

— Pour rien. Pour personne. Voulant miser sur les deux tableaux, l'intérêt de la Bretagne et celui de la France...

— Il faut être franc. Le seul bénéficiaire que nous puissions accorder à nos adversaires est celui des idées nettes, d'une vérité totale.

— Nos amis en profiteront, eux aussi. Le peuple breton, et tous les peuples de France.

— Je ne cesserai pas de dénoncer cette hypocrisie qui fait dire à Pleven, aux régionalistes : « C'est pour ton bien » quand il ne s'agit que du nôtre. Ils tiennent le langage des colons, celui des parents.

— La nouveauté, ici, c'est que l'esclave reprend le vieux langage : « Maître, je serai encore plus docile si tu desserres mes chaînes ». Ces mots ravissent le tyran. Le tortionnaire aime les entendre. Quoi de mieux ? A l'esclavage physique se substitue un esclavage moral qui supprime les gardiens et rend la révolte impossible. Si l'esclave pense réellement ce qu'il dit, il n'y a pas de triomphe plus assuré pour son maître. Les plus odieux sont les affranchis. Ils baisent chaque jour les pieds de leurs maîtres. Pleven et les siens se conduisent comme des affranchis.

— Que doivent-ils faire ? S'ils poursuivent leur combat,

s'ils demandent toujours plus de liberté, une compensation à leurs maux passés, on les accuse d'ingratitude.

— Eh ! oui, le mal extirpé, les âmes souffrent longtemps encore. Elles ne trouveront pas de sitôt leur équilibre. Séquelles du colonialisme, quand disparaîtrez-vous ?

— On le voit de certains peuples d'Afrique. Libres, ils se prosternent plus bas. Ils remercient la France de les avoir dominés pour pouvoir les libérer. Je te remercie de me battre pour te remercier de cesser tes coups. Je te sais gré de m'avoir battu, de ne plus me battre. Cette conquête brutale, cette domination égoïste, voici que ces *affranchis* l'appellent ouverture sur le monde, accession au progrès.

— Leurs âmes ne sont pas libérées, elles ont peur.

— Ils continuent à penser en termes de sujétion. Ils se retournent vers leurs maîtres pour leur demander s'ils sont dignes d'eux, s'ils les imitent bien.

— Pleven fait de même, de nombreux Bretons également. Affranchi, le peuple breton sera-t-il libre ?

— Un affranchi n'est pas un homme libre. Il s'incline trop haut ou trop bas. Il dévore son maître ou l'imité. Comment nous libérer de la France, n'éprouver aucune reconnaissance sans avoir de haine ?

— Il se peut que l'intérêt de la Bretagne et celui de la France coïncident parfois. Dans la situation qui nous est faite, nos intérêts s'opposent. Ils ne s'équilibrent que dans un avenir hypothétique. Si la France bénéficie du relèvement breton, ce sera par un contre-coup, nullement notre objectif.

— Par valeur d'exemple.

— C'est un vieil argument, pris à *Stur*.

— Nous ne pourrions même pas en être remerciés. La conséquence était prévisible, nullement voulue.

— Pour Pleven, de quoi s'agit-il ? De la grandeur française. Il le dit, je crois qu'il le pense. Il tombe avec tous les siens dans ce qu'ils n'ont jamais quitté, le patriotisme français, c'est-à-dire pour un Breton dans la confusion mentale, l'équivoque et la trahison.

— La grandeur de la France sera directement affectée par la perte de la Bretagne. S'il s'oppose à celle-ci, c'est qu'il préfère la France. L'énergie avec laquelle les régionalistes nous combattent leur retire tout droit de parler au nom de la Bretagne.

— Pleven refuse toute scission. Il voudrait sauver la Bre-

tagne dans le cadre français après avoir prouvé qu'elle en meurt. Il commence par rendre vains ses efforts.

— Il dénoue le nœud pour le resserrer.

— Oui, il clôt le bâillon par un double nœud. La cause du mal devient le remède. Fétichisme ! Dénoncer l'idole, puis se vautrer dans l'idolâtrie. Le combat qu'il voudrait livrer...

— Oh ! si peu !

— ... est contradictoire.

— Perdu d'avance.

— Dans ce cas, s'il veut être logique, il devra rejoindre nos rangs.

— Il sera mort depuis longtemps quand il tirera les conclusions de ses échecs.

— Elles viendront d'elles-mêmes.

— Trop tard, bien trop tard ! Que de temps perdu ! Les beaux esprits, hélas ! ne cessent pas de découvrir la Bretagne. A la fin de leurs jours, couverts de décorations. Quand ils ont fait carrière, au service d'un Etat étranger.

— Ils combattaient contre la Bretagne, ne serait-ce qu'en l'oubliant. Ils disent qu'ils n'entendirent jamais parler du problème breton. Allons donc ! Ils ne voulurent pas en entendre parler. Il y eût bien un jour, une heure où une information leur parvint, où l'un de nous, dans leur propre famille, s'est adressé à leur cœur ou à leur raison.

— Ce n'était pas même nécessaire. On le découvre en soi-même par un effort de réflexion.

— Ils ne cessent d'enfoncer les portes ouvertes. Passer de nouveau par le régionalisme, les antichambres, les placets, les requêtes, les comités, les commissions, pour aboutir à quoi ? Pleven, du C.E.L.I.B. au C.O.D.E.R... Qui veut mourir pour le C.O.D.E.R. ?

— S'il supprime l'être de la Bretagne, comment pourrait-elle avoir un avenir ? Ce beau réalisme n'en est pas un ! Sa pensée demeure aliénée. Fétichisme, fétichisme ! Qui concerne la Bretagne autant que la France. Devenue l'une et l'autre des constructions de l'esprit.

— Des systèmes.

— Des essences pures, inviolables.

— L'Hexagone !

— La Presqu'île !

— Des tabous.

— La Bretagne aussi doit être violée. Elle exige plus d'amour que de respect.

— Quelle conception de l'amour ! Réside-t-il pour toi dans le viol ?

— C'est un remède efficace. Du moins, pour la patiente actuelle. La Bretagne languit, il faut la marier.

— Gai, gai ! marions-nous !

— Des jeunes hommes énergiques... Qu'ils la bousculent dans les landes et sous les portes cochères ! Plus d'amour que de respect...

— Est-ce que nous nous en privons ? Nous la construisons, nous aussi.

— Tant qu'on parlera de prestige, de puissance, de grandeur françaises, nous demeurerons dans l'irréalisme. Parlons plutôt du bonheur des hommes. D'ici et de là-bas. D'outre-Coësnon... Ma sollicitude ne sépare pas les hommes mais les Etats.

— Notre révolution ne peut être celle du bonheur mais de la dignité.

— Le bonheur commence par là. La dignité porte déjà son bonheur.

— Il ne suffit pas. Je voudrais réunir ici toutes les conditions du bonheur.

— Il est plus facile de libérer un esclave que de rendre un homme heureux.

— Pas d'affranchi, parmi nous ! Des hommes libres.

— Mais s'ils ont moins souci de dignité que de bonheur ?

— Qu'est-ce que le bonheur ? L'idée qu'on en a. De là à se suggérer soi-même...

— Nous allons tomber dans la psychologie. La politique n'est pas la psychologie.

— Elle devrait en faire un peu plus.

— Nous ne pouvons condamner ce désir de mieux vivre matériellement, voire de la richesse. Le rôle de l'Etat, — de l'Etat breton, — est d'augmenter le revenu national afin qu'augmentent les revenus individuels.

— Hum ! celui des individus ne croit pas toujours en proportion. Dans la France d'aujourd'hui, par exemple. La richesse d'un peuple peut être inégalement répartie entre les régions ou entre les classes. Entre les individus d'une même classe. Que de différence entre l'ouvrier bourgeois et le prolétaire ! L'Etat devra veiller à la répartition de la richesse autant qu'à son accroissement. A la justice de la richesse ! Je lève mon verre au bonheur d'être riche et pauvre.

— Jusqu'à Guizot, l'Etat ne s'occupait pas plus de l'enri-

chissement des individus que de l'enrichissement collectif. Il ne songeait qu'au domaine royal dont il a longtemps vécu, à ses propres ressources prises à la collectivité. Aujourd'hui les plans concernent toujours le revenu national, jamais sa répartition.

— Comment être riche sans la corruption d'être riche ? Si être riche n'est pas seulement corruption mais injustice, il nous faut changer la vie. Je veux que tous les Bretons soient riches en gardant les vertus de la pauvreté, je ne dis pas de la misère qui n'a que des vices. Changer la vie, quelle révolution ! Bien plus grave, plus profonde, plus légitime que notre révolution bretonne. Je voudrais que celle-ci soit dépassée.

— Elle en est la condition nécessaire. Pour que la Bretagne devienne le meilleur des mondes, il lui faut d'abord être libre.

— Un monde meilleur... Quel but lointain !

— Non, dès aujourd'hui... Quelles dimensions nouvelles prend notre combat !

— Utopie. Le bonheur est une utopie.

— Mais non, il est dans cette recherche d'un bonheur que l'on sait possible. Il nous faut un but.

— Un but lointain, mais accessible. Restons sur terre. Bah ! nous sommes encore loin, en Bretagne, d'atteindre ce revenu qui devient périlleux pour la nation et les hommes. La Bretagne ne sera pas de si tôt Eden. Qui pourra nier que la force et les vertus du peuple breton ne naissent, dans un monde riche, de sa pauvreté ?

— Sa pauvreté engendre sa faiblesse avec l'émigration, le désir intérieur de se fuir, la médiocrité des esprits. Au reste, ses vertus me semblent déjà bien atteintes sans que la Bretagne soit devenue beaucoup plus riche. Qui ne voudrait supprimer cette pauvreté ? Qui aura l'audace de la revendiquer, de soutenir qu'elle est bonne dans la mesure où elle n'écrase pas l'homme mais l'oblige à se battre ? Il doit se donner un but, des raisons de vivre, soumettre la nature. Il faut qu'il reste un désir pour désirer vivre. J'aime désirer, dit Tristan. C'est dans notre pauvreté que résident nos richesses les plus fécondes. Les Arabes disent que la beauté du monde est faite de sa misère. Le *plein* de l'homme réside dans ses manques, je ne dis pas dans ses vides. Dans ce sentiment qu'il lui manque quelque chose, dans cette volonté de combler ses vides. Garde ton désir, ô Tristan ! Bretagne, possède ton désir !

— Nous ne sommes qu'à demi pauvres.

— A demi riches.

— La question serait beaucoup plus claire, le problème plus précis, tranché depuis longtemps, si notre peuple se trouvait spolié dans ses biens personnels, notre langue morte, notre conscience éteinte, mais nous sommes toujours en train de disparaître, nous ne mourons jamais. Notre insurrection n'est pas celle de la misère ni de l'opulence. Humainement, simplement, c'est l'insurrection du désir. Elle est tournée beaucoup plus vers l'avenir que vers le passé. Il s'agit de nous adapter à un monde nouveau. Nous nous dressons contre des institutions qui ne répondent plus aux besoins des hommes, à l'état des choses, à l'évolution des esprits parce qu'elles ne sont pas nées de nous-mêmes.

— Ces institutions ne nous ont jamais satisfaits. Le passé n'était pas différent, qui présentait la même inquiétude. Il possédait lui aussi ce désir de changement par lequel il était déjà en lui-même un anachronisme.

— Nous retrouvons dans la Bretagne du vingtième siècle les causes de la Révolution française, une série de déséquilibres qui s'emboîtent et s'engendrent les uns les autres. Nous-mêmes nous serions les clercs du dix-huitième siècle, les robins insatisfaits de l'aube. Les blêmes aventuriers de l'avenir. Nous sommes les frères des jeunes gens de Rennes, des Moreau, des Pichegru.

— Non, non, notre révolution est celle de notre siècle, plus précise, plus ordonnée, moins biologique. Par ailleurs, cherchant moins les principes que les structures, nous entendons en demeurer maîtres.

— Une fausse révolution, si elle ne nous entraîne pas dans un hourvari, un au-delà insoupçonné. La révolution est toujours plus que la Révolution.

— Elle est parfois beaucoup moins.

— Lorsqu'elle n'est que révolte. *L'esprit de révolte n'est pas loin du réformisme*. Il se satisfait comme lui à bon compte, quitte à se montrer déçu. Pleven offre des réformes à ces paysans révoltés comme De Gaulle un changement de constitution. Hélas ! sois certain qu'ils s'en contenteront.

— Si encore le monarque changeait vraiment la constitution ! La réforme la plus profonde n'a pas été faite, une réelle décentralisation. Les Républiques françaises se suivent et se ressemblent. Quelle continuité où le peuple ne voit, pour en gémir, que changement. Cette continuité est stérile. La France

se fige de plus en plus dans son centralisme. Il amènera sa fin. Il n'y a eu qu'un changement apparent dans le régime de la France qui ne connaît à travers ses révolutions que le réformisme. Etrangers et Français doivent réviser l'idée qu'ils ont de la France et de son passé. La France est conservatrice et de temps en temps révoltée.

— Le réformisme, celui des régionalistes, est une attitude passiste. Elle se retourne contre eux, contre le passé dynamique qui se poursuit en nous tandis que le réformisme bloque l'avenir. Il accepte un passé dont nous rougissons, celui de notre soumission. Mieux, il l'absout. Il prétend s'intégrer dans le présent de l'aliénation. Nous cherchons l'autre passé de la Bretagne, ce passé révolutionnaire, national, où sa vie s'exprime encore aujourd'hui. A chacun ses souvenirs ! La tradition la plus profonde est révolution si la véritable avant-garde est de retrouver dans sa pureté première la source originelle.

— Si la Bretagne a un passé, c'est qu'elle fut une réalité. Une forme si vivante ne disparaît pas.

— Je crains parfois que la Bretagne n'ait été qu'un passé, le pire, celui que nous trainons comme un remords. Elle se confondait avec des structures sociales, des formes de vie ou de pensée surannées à quelque époque que nous la prenions depuis son rattachement à la France. Dès ce moment elle s'est écartée du grand courant de vie qui animait l'Europe, ce qui permit d'enchanter les poètes et les classes sociales conservatrices. Ce décalage est apparu très net au début du siècle dernier. La Bretagne était déjà le passé aux yeux de la bourgeoisie des fabriques et des banques.

— Elle cachait ses forces vives, et pour que la Bretagne vécut, hors du monde, en suspens, sans liberté, il faut que la vie ait été chevillée à son être ! Le passé de la Bretagne se fait garant de son avenir. Oui, ce passé végétatif... Il révèle mieux que le passé bruyant des événements le substrat permanent, invincible, qui fait de Breizh une nation. Rien ne meurt ni ne disparaît, nous avons adhéré trop tôt au mot de Valéry, Berlin renaîtra, Berlin renaît de ses cendres. La Bretagne renaîtra. Je me souviens de cette vieille loi qui enchantait mon enfance : « Rien ne meurt ni ne naît, tout se transforme ».

— Elle était de Lavoisier. Tu oublies qu'il y a des mutations, une épigénèse.

— Nous avons cru que Ninive et la Chaldée avaient disparu mais la Perse recommence ainsi qu'Israël. Chaque jour les ethnographes découvrent des tribus, des fragments de peuples

qu'ils avaient dit anéantis. Des Incas, des Aztèques, dont le soleil est adoré secrètement dans nos villes modernes, sortent des tombeaux. Et ce sont des hommes d'aujourd'hui, Incas de la tête aux pieds ! J'ai retrouvé dans les sables de Palestine la tribu des Samaritains, quelques centaines d'hommes. Enfin, nous sommes là. Il suffit d'un seul, ayant des fils, pour que notre clan subsiste.

— Pour un peuple, le meilleur régime est celui dont il trouve les fondements dans son histoire.

— Adapté au monde qui l'entoure. A cette condition seulement. Tu as dit que l'histoire ne nous apprend rien.

— Mais elle nous enseigne.

— Ce qui veut dire ?

— Que les leçons du passé sont contradictoires. L'histoire nous apprend qu'il faut la connaître ne serait-ce que pour l'oublier. Elle doit nous donner ce recul qui nous permet de mieux nous juger. Son mérite est de nous montrer nos erreurs.

— Elle enseigne négativement.

— Ce n'est pas si mal.

— Mais insuffisant. Nous voulons des leçons plus fermes.

— Pour ne pas les suivre ?

— Elles nous étoufferaient.

— Chaque fils recommence les erreurs du père. Quelle différence entre l'expérience vécue et la leçon apprise ! Allons, il y a de tout dans l'histoire mais au lieu de retenir chaque terme et de le prendre pour un exemple, c'est cette dialectique de l'histoire qui est notre enseignement. Or, l'histoire se détruit. L'historien finit par s'apercevoir non seulement de la relativité de chaque fait mais de celle de l'Histoire. Que peut enseigner l'histoire politique lorsque les structures économiques demeurent différentes, et réciproquement ? Quelle valeur donner à des événements dont le contexte n'est pas le nôtre ? Détruisant tour à tour l'importance accordée aux individus, aux faits, aux institutions ou aux forces économiques, l'Histoire finit par détruire le temps historique, celui de la succession, le temps instant et celui de la chronologie, sans recréer ce temps immuable, éternel, qui est celui de la Tradition et comme le substrat du temps historique. Le temps de la durée...

— Où pateaugeait Proust, où s'enlise Bergson. Vive l'instant !

— L'histoire véritable retrouve la tradition, la légende et le mythe contre lesquels elle se dressait. Cette opposition est factice ou n'existe qu'à mi-chemin dans cette fausse science

d'une histoire qui semble à côté de son objet. L'histoire et le temps de l'histoire baignent dans ce temps mythique qui n'est autre que cet *éternel présent* que la Bretagne paraît incarner, où toutes choses sont vues dans la simultanéité et la pénétration entre elles de toutes les formes, ce temps d'avant l'Histoire contre lequel se dresse l'homme d'aujourd'hui lorsqu'il affirme se rendre maître du temps et accélérer le mouvement de l'histoire pour accéder plus tôt à un monde meilleur. La Bretagne doit-elle demeurer dans ce monde a-temporel et dans ce temps durée qui est celui de la tradition et du mythe plutôt que dans le temps factice de l'histoire, telle est la question la plus profonde ?

— Tout autant que la durée, la société bretonne doit-elle rester celle de la nature ? L'homme naturel étant celui de la tradition, devons-nous sauver celle-ci, la défendre contre les empiètements du monde moderne et l'obliger à se survivre ? L'homme de la tradition n'est-il pas aussi irréel que celui des civilisations actuelles ? Dans un espace devenu mouvant, devant le rythme accéléré du temps, peut-il encore se maintenir ? Mieux, existait-il vraiment dans ce temps durée ou cette nature figée qui n'existent pas d'avantage que le temps de l'instant ? Cet homme que nous soumettons au temps durée comme à toutes les contraintes de la nature, mais d'un temps aussi irréel que celui de l'instant ou le temps historique, d'une nature aussi fantomatique sous son apparence charnelle que l'espace abstrait de nos villes, l'homme traditionnel existe-t-il davantage que le citoyen, le consommateur, le sujet du Plan, l'électeur, le héros désincarné des sociétés modernes ? Je ne le pense pas. Breizh concilie le temps-durée et le temps de l'instant ainsi que l'histoire et le mythe, l'homme de la tradition et l'homme moderne, Breizh éternel et mouvant. Pourquoi opposer l'homme moderne et l'homme a-temporel s'ils existent aussi peu l'un que l'autre ?

— Tu ne saurais nier la crise du monde moderne. Elle est dans cette opposition entre l'homme de demain et cet homme naturel que la technique et la civilisation matérialiste dressent l'un contre l'autre. L'homme moderne qui lie son sort à la technique semble l'emporter tant que la technique et la science ne subissent pas de revers. Mais la nature est toujours là, à qui revient un dernier mot momentané. Il lui arrive d'engloutir l'homme dans des catastrophes qui se jouent de ses machines ou de ses prévisions scientifiques. Nous la sentons vivre hors de nous comme en nous-mêmes. Elle nous

anime toujours. Cet homme puissant de toutes ses machines n'en possède pas moins un corps fragile et une âme inquiète. La nature n'est pas abolie puisque nous continuons à mourir. Elle n'est qu'en apparence asservie. Qu'elle demeure puissante en Bretagne est peut-être notre chance ! Je voudrais voir se résoudre en Breizh le désarroi du monde moderne.

— L'homme moderne ne parle que de conquêtes et de victoires sur la nature oubliant qu'elle est la plus sûre alliée de l'homme dans sa conquête du monde et la domination de l'homme sur elle-même. La nature prend toujours sa revanche quand elle se trouve bafouée au lieu d'être sollicitée par l'homme. Nous voyons l'homme traditionnel aux prises avec la nature, nous le croyons sa victime parce que nous la jugeons avec notre optique de la lutte et de la domination. En même temps qu'il plaint l'homme traditionnel, l'homme moderne devine qu'il puisait dans ce combat une force supérieure à la sienne, un bonheur qu'il ne possède plus. Il l'envie naïvement de ne pas connaître son bonheur. Il semble haïr cette nature et ce temps hors du temps dont il garde une nostalgie dérisoire.

Dans le monde traditionnel, l'homme fait à la nature sa juste part. Elle devient sacrée et profane, objet d'une lutte qui est un hommage. La nature demeure le complice secret de l'homme. Contre qui ? Les dieux, qui représentent la fusion de la nature et de l'homme qui les remet sans cesse en question. L'homme cherche à se débarrasser des images qu'il a créées, il appelle à lui la nature pour s'en rendre libre comme il en appelle à Dieu contre les exigences terrestres. Souvent il voudrait que la nature l'aide à se libérer de la nature, telle est la fonction de l'érotisme. Il a recours à ce combat où il fait appel à la nature contre la nature. Les rapports de l'homme et de la nature deviennent ceux du cavalier et du cheval. Pour ma part, je n'ai connu pareille ivresse que dans le désert, seul avec mes propres forces, quand la ville avait depuis longtemps disparu, et sa rumeur survivait portée par le vent de sable. La machine ne nous offre pas ces rapports quasi sexuels ou plutôt les rapports de l'homme et de la machine sont d'une sexualité aliénée comme celle de deux êtres d'une espèce différente unis arbitrairement. Les défaillances de la machine appartiennent à un monde qui échappe à nos sens. Dans une mécanique parfaite nous sommes à la merci du plus petit rouage. Nous n'avons pas de prise sur ces rapports mécaniques qui dans leur rigidité s'apparentent au

destin incohérent. Celui d'Œdipe nous révolte comme d'une machine inexorable. Lui aussi a mis le doigt dans l'engrenage. Nous ne pouvons devenir que maître ou victime. Nous perdons cette communication profonde qui unit l'homme à la nature ou des êtres de même nature entre eux. L'homme moderne se sent un étranger dans son propre monde. Au volant de sa voiture je doute qu'il connaisse cette plénitude qui unit le cavalier et la bête. Il s'en approche mais ne la possède pas. Son pouvoir n'est pas tout à fait son pouvoir mais celui de cette machine impersonnelle qu'il s'efforce en vain d'individualiser. Il en demeure frustré. Sa haine de la nature s'accompagne d'une haine secrète de l'amour physique qui, en dépit de la facilité des mœurs et de tous les traités de « libération sexuelle », empoisonne l'homme moderne. Partisan de la technique, il est à sa façon un puritain. Les défaillances de la technique remettent en cause ce monde stable et les lois physiques devenues des lois morales. Il en est choqué comme d'un acte de barbarie.

— Nous avons dressé la civilisation contre la nature oubliant que la civilisation ne s'établit que sur elle. Tantôt l'état de nature nous paraît idyllique, tantôt néfaste à l'homme et insupportable, toujours la civilisation est opposée à la nature alors qu'elle est de la nature de l'homme, peut-être de la nature en soi. La nature est déjà civilisation. Les organismes évolués ne sont pas seulement êtres de la civilisation ou ses symboles, ils sont dignes de l'homme civilisé ce qui ne veut pas dire qu'ils soient des êtres spirituels. Il y a des civilisations sans spiritualité. L'organisation savante de la ruche ou les structures internes d'un insecte, le mimétisme des animaux sont des faits de civilisation, des phénomènes culturels. L'homme est dans la nature et de la nature s'il est beaucoup plus que cela. La réciproque est vraie, la nature est toute spirituelle. Il suffit à l'homme de la tradition d'écouter le bruissement des feuillages pour connaître cette vérité que nous retrouvons après des années de mépris. Il sait que la matière n'est pas seulement animée, qu'elle se confond avec la vie. L'univers est d'abord une âme.

— L'homme sans âme des sociétés modernes peut concevoir de telles vérités. Seules, les vérités qu'il connaît sont immédiates, efficaces. Il est l'homme de l'immédiat et de la contingence, des nécessités spatio-temporelles auxquelles échappe l'homme de la tradition qui ne les soupçonnait pas. Demeurer dans le contingent et l'immédiat, n'est-ce pas connaître le

malheur le plus profond au bénéfice des satisfactions d'amour-propre et des joies superficielles ?

Le divorce s'est approfondi entre l'homme traditionnel survivant au sein de la société moderne et l'homme de cette société qui n'a que mépris pour lui et le désigne comme un mort-vivant.

— Ce mépris de soi-même suscité par le mépris des autres. Le mal breton... Prends garde de ne pas susciter cette disparition du moi où s'est réfugié le bonheur des orientaux.

— Suffiront-elles à libérer l'homme et le rendre heureux, voire à réaliser l'homme socialiste ?

— Une société peut être planifiée sans être marxiste, collectivisée sans être socialiste. La France gaullienne, par exemple. Le gouvernement cesse d'être le gouvernement du peuple pour être celui du plan derrière lequel se profilent les oligarchies. Dès lors, c'en est fini de la démocratie. Le « Plan » exige toujours plus de pouvoir. Comme tout serait plus aisé pour le planificateur si n'existaient plus le libre échange, la compétition, les groupements collectifs, l'auto-défense, les syndicats et la grève. Comme des besoins nouveaux risquent de modifier ses comptes et les rendre faux, il lui faut supprimer le spontané, la liberté créatrice, la rivalité. Son idéal est de créer lui-même les besoins pour en connaître la mesure exacte. De là à supprimer ce qui vient brouiller le plan, empêcher son efficacité jusqu'au jour où le planificateur trouve sa parfaite inutilité dans un monde mort.

Au vingtième siècle, en ce milieu du vingtième siècle, c'est la jonction du collectivisme et de la planification qui réalise le socialisme.

— Nous en connaissons les dangers. Dans le mot même de planification, je retrouve cette dangereuse racine. N'est-ce pas niveler, aplanir ? Rendre uniforme, au niveau le plus inférieur. Comblent le creux, certes, mais couper les têtes. Dès que la planification entre en jeu, la liberté est mise en sommeil. Il y faut un pouvoir fort, un maître à figure de contremaître, qui redresse les branches, élague les bourgeois qui sont les minorités, les individus, les peuples originaux.

— Têtu, comme le nôtre.

— Que fais-tu de la liberté ? Ses avantages valent bien ceux du plan.

— Je voudrais renvoyer dos à dos le capitalisme et la société marxiste, mais pas au bénéfice d'une société archaïque, d'ailleurs impossible. Le choix que nous pouvons faire, d'une

civilisation technique et matérielle, est beaucoup plus important, comme tout à l'heure nous avons fait choix de la liberté.

— Cette civilisation nous éloigne de l'homme naturel.

— Elle emporte tout, les nations, les systèmes faussement antagonistes du capitalisme et du communisme qui reposent sur elle. Elle imprime à ces systèmes des structures parallèles et leur donne une efficacité dont ils se vantent à tort. De même que Monsieur Krouchtchev ne faisait pas mûrir le maïs, mais le soleil, John Kennedy ne sortait pas, des entrailles de la terre, le minerai de fer. Les hommes, les machines extraient le charbon. Toujours plus de charbon, toujours plus d'acier. Des géologues découvrent des nappes de gaz naturels que des ouvriers ruisselant de boue, armés de foreuses, font jaillir du sol. Les systèmes et les gouvernements y sont pour beaucoup moins qu'ils ne le disent. Nous sommes victimes des discours, où nos chefs se donnent le beau rôle. A force de les entendre, nous finissons par les croire. Les techniciens parlent moins. Les systèmes et les gouvernements ne sont peut-être que leurs produits dérivés, l'œuvre secondaire d'un monde qui se transforme.

— Il y a pire, planification et industrialisation avaient pour but de résoudre les conflits et les déficiences économiques, d'affranchir l'homme des défaillances de la nature. S'ils n'y parviennent pas, à quoi bon cette industrialisation, cette prépondérance de la technique ? Or, nous voyons d'autres crises économiques, en Bretagne et ailleurs, tandis que l'homme moderne est plus dépendant que jamais de l'économie politique.

— La question des artichauts succédant à la question des grains, dans la région de Brest, au XVIII^e siècle, cette question des grains qui a empoisonné les derniers jours de l'Ancien Régime, même lorsque de telles crises sont de sens contraire.

— J'attends, non le théoricien, mais l'avènement d'un monde futur qui, par-delà la fusion des deux systèmes, et elle est presque déjà dans les faits, accordera à l'homme méprisé par les deux systèmes, l'homme naturel, celui de la tradition, toute sa place, en retrouvant les valeurs éternelles de justice et de liberté.

— La planification n'est pas seulement la caractéristique du monde moderne, ce qui ne serait pas suffisant pour la défendre, elle me paraît nécessaire pour assurer le développe-

ment harmonieux du pays ou d'un continent, le relèvement de la Bretagne.

— Du monde entier. Pour être légitime, elle doit s'étendre au monde entier. Légitime et efficace. Le monde entier, ou personne. Il nous faut un gouvernement mondial.

— La planification est emprise sur la nature, c'est-à-dire civilisation.

— Nécessaire pour pallier aux injustices. La Bretagne n'aura rien à craindre d'une planification européenne ou mondiale, au contraire.

— Le monde a compris son unité, il doit comprendre ses différences.

— La planification prétend apporter l'abondance, la sécurité, la paix, le bonheur, en fait elle amène l'autoritarisme de l'Etat. Elle n'est pas possible hors de l'Etat coercitif centralisé et conçue. Conçue dans les bureaux, servie par une armée de techniciens, d'administrateurs, imposée bientôt par des fonctionnaires asservis dont le visage impassible devient celui du policier de Kafka, elle méprise les réalités appelées archaïques et l'homme traditionnel. En fait, nous ne savons nullement si ces réalités sont des survivances, des fantômes, ou l'expression de la vie la plus profonde. L'Etat les transforme en archaïsmes pour les condamner. Toute planification implique autorité et contrainte, comme l'exigeait le libéralisme capitaliste.

— Soit, celui-ci se confondait avec une fausse liberté. Il exigeait les conquêtes les plus brutales, ses marchands servis par les armées, les gouvernements à ses ordres, l'intérêt masqué par l'idéologie civilisatrice et le darwinisme. Et je ne parle pas des contraintes à l'intérieur même de la nation, dont pâtissaient les ouvriers et les paysans. Mais ne crois-tu pas que la planification qui recouvre le monde, aujourd'hui, en est encore à une phase primitive ? Non seulement anarchique et incohérente, tant qu'elle n'est pas conçue par un gouvernement mondial, tant qu'elle se limite à la nation ou au continent, mais parce qu'elle passe par cet autoritarisme infantile ou sénile qui veut ignorer la liberté et les différences ? Comme il est facile de gouverner quand on veut nier les résistances ou supprimer ce qui décline au lieu de lui rendre vie ! On croit s'inscrire dans le mouvement de l'histoire, accélérer le progrès, d'où cette énorme bonne conscience du père Ubu, mais un gouvernement digne de ce nom ne cherche pas la solution la plus facile. Plus tard, à nos descendants,

cette planification qui veut supprimer l'homme naturel avec nos bocages ou notre langue, paraîtra aveugle, insensée, primaire. La véritable planification voudra maintenir les différences, les structures complexes, les évolutions naturelles, elle se bornera seulement à faciliter les échanges, à chercher l'harmonie. Or, il n'y a pas d'harmonie dans un monde uniforme.

— Je crois surtout que les bases sont fragiles. Dans l'état actuel des sciences sociales et économiques, devant l'insuffisance de nos moyens d'investigation, devant les balbutiements de la problématique, les planificateurs devraient se montrer modestes. Mais ces apprentis sont arrogants. Le péril n'est ni le capitalisme qui s'éteint ni le communisme qui se corrompt mais les directeurs. Les directeurs et les technocrates. Cette armée d'administrateurs qui exerce le pouvoir hors des réalités françaises et bretonnes. Les gouvernements insuffisants qui se donnent des tâches demeurées. Ces hommes qui ont tous les pouvoirs sont des hommes dénaturés, sans traditions, souvent intelligents mais des hommes abstraits.

— L'administration...

— Intelligents ? L'intelligence est d'abord mesure du réel. Ils ne sont que brillants, quand ils parlent, j'ai toujours l'impression d'entendre des paradoxes ou des vérités saugrenues. Il leur arrive souvent de dire des choses justes, mais qui paraissent à côté. Elles grincent et ne concordent pas avec le réel, comme la vérité qui sort de la bouche du menteur. Ils ajoutent à l'esprit abstrait de la civilisation française toutes les tares, les insuffisances, l'inhumanité de l'administration.

— Ils expriment la civilisation des grandes masses et de la technique parce qu'ils en sont les produits.

— Tout va de pair. La civilisation des masses exige le règne des technocrates. Lorsqu'il n'y a plus d'intérêts collectifs parce que les collectivités ont été détruites ne subsiste plus que ce pouvoir dont les rouages tournent à vide sans agripper la masse.

— Tout cela a été dit. Comment en sortir ?

— Par ce qui n'a pas été dit. C'est le rôle des petites nations de maintenir dans le monde moderne le sens de la liberté, le respect de la nature et de l'homme traditionnel, ce qui ne veut pas dire qu'elles ne puissent évoluer et s'intégrer dans l'univers technique et mécanisé. Même s'il devait y avoir un gouvernement mondial, elles joueraient un rôle empêchant ce pouvoir unique d'être par trop aberrant ; elles

tiendraient la place de ces corps intermédiaires sans lesquels une démocratie ne peut subsister. Elles rempliraient ce vide incommensurable entre le peuple universel et le pouvoir. L'homme moderne commence à se sentir las. Il s'essouffle à la recherche du bonheur et s'aperçoit qu'au moment d'y mettre la main le bonheur s'enfuit devant lui. Jamais il ne s'est senti aussi solitaire, depuis que son espèce paraît victorieuse. Alors il se tourne avec nostalgie vers celui qui s'attardait dans la vie d'hier. Armé de sa caméra, il s'empresse de le fixer dans ses vêtements hors de la mode, lui qui s'est soumis à toutes les vicissitudes de la mode.

— La diversité des vêtements régionaux correspond pour lui à une autre mode. Ces étoffes unissent le même et le différent. L'homme moderne est-il si opposé à l'homme de la tradition, qu'il méprise ?

— D'où vient l'engouement des foules occidentales pour le pittoresque des villes méditerranéennes quand celui-ci n'a pas encore disparu, pour nos danses devenues exotiques et nos particularités qu'elles n'ont eu de cesse de détruire ? Réaction contre l'uniformité, le banal et le quotidien.

— Ce n'est pas d'aujourd'hui que date l'engouement pour l'exotisme. Au dix-huitième siècle... L'exotisme révèle l'insatisfaction du monde familier, considéré pourtant comme supérieur. Et qu'est-ce que la mode sinon la recherche de ce qui est autre, un exotisme édulcoré ?

— Peu importe, c'est la même réaction contre l'uniformité, le banal et le quotidien qui préfiguraient la mort. La recherche d'un monde spontané, libre dans son désordre ou sa crasse. L'homme moderne veut échapper au mécanisme, à ce qui n'arrive jamais dans un monde prévisible. Ayant fait un marché avec l'immédiat, il pressent qu'il a perdu son bonheur. Dans un monde qui change, il cherche la durée. L'homme naturel lui paraît permanent, plus libre dans un monde figé.

— Il se trompe, l'homme naturel évolue.

— Selon des rythmes différents. Beaucoup plus amples. le lent changement des jours, les grandes tempêtes d'équinoxe. L'homme moderne ne connaît que le temps, non la durée. Soumis à ce qui demeure, affranchi du temps, tel me paraît l'homme naturel.

— Quelle nostalgie pour l'homme traditionnel !

— Quel mépris pour lui !

— Aujourd'hui, le citadin qui se croit à l'avant-garde du progrès, quand celui-ci n'est qu'une mode, cherche à se nourrir

de produits naturels, à vivre naturellement, et bien sûr il n'y parvient pas. Il expose son corps à des soleils trop vifs que l'homme naturel fuyait. Sa prière ne va pas vers le soleil, il perd le sens rituel de son geste, ses lèvres sont muettes. L'homme moderne est enclos en lui-même, avide de recevoir, non de donner. Le soleil le brûle et ne le vivifie pas. Chacun de ses gestes demeure intentionnel, d'une intention surajoutée. S'il se dénude, s'il se baigne nu, c'est pas protestation, ajoutant un geste factice à sa vie artificielle. Mais ces bains de soleil chronométrés, ces bains de lune sans orgie ni chasteté lui sont bientôt interdits. Le voici chassé des grèves désertes où il prétendait être nu et du rivage de la mer. Défendu de planter sa tente au bord des rivières, dans la garrigue ou nos landes ! Quelle ironie ! Le chant des oiseaux ne le réveille pas bien qu'il ait dormi sous les arbres ! Les produits naturels, dont il prétend se nourrir, sont encore truqués. Dans l'air malsain des villes ils apparaissent plus factices d'imiter la nature qu'ils présentent comme une tentation. La nature se trouve abolie, la poudre de savon n'était pas savon, le sel n'est plus le sel, je m'en dispenserai désormais, mais qu'est-ce que ce sel *marin* vendu dans des sachets stérilisés ? Un produit aussi peu naturel.

(à suivre.)

PRENEZ UN ABONNEMENT !
OFFREZ UN ABONNEMENT !

AL LIAMM

Revue en langue bretonne

Directeur : Ronan HUON.

Trésorier : P. LE BIHAN, 6, Domaine des Hocquettes, Suresnes, Seine - C.C.P. 5349-06 Paris

Abonnement : 20 F — Papier bibliophile : 25 F

*C'est tous les jours la Journée
de la Langue Bretonne !*

Abonnez-vous aujourd'hui !

IRLANDE

Notes sur l'Histoire de l'Irlande

(suite)

Lorsque la lutte éclata, l'Irlande a été sous administration anglaise pendant 118 ans : la conquête culturelle est presque achevée, la langue nationale a été réduite à l'état de dialectes parlés dans des régions exiguës et isolées. L'établissement de l'enseignement obligatoire, qui aurait dû marquer l'accession des classes populaires à leur propre culture, a été, comme en bien d'autres lieux, un instrument de conquête des esprits et de génocide culturel. La hiérarchie catholique, lorsqu'elle ne s'est pas mise au service de l'occupant, s'arrange fort bien de l'état de fait. L'armée tient solidement les villes, et la jeunesse irlandaise, pressée par le chômage et les difficultés économiques, a souvent cherché un emploi dans des régiments que l'expansionnisme anglais jetait dans les luttes impériales. Enfin une force de police de toute première qualité, recrutée parmi la population locale, la *Royal Irish Constabulary*, ou R. I. C., quadrille le pays : elle voit tout, entend tout, sait tout, et renseigne parfaitement Dublin Castle, centre du gouvernement anglais en Irlande.

Le combat entre les républicains irlandais et le gouvernement anglais se livrera sur les divers plans de la guerre totale. Lutte militaire : ce sera les engagements de l'I. R. A. contre les nombreuses forces armées anglaises. Lutte diplomatique : ce sera la campagne de De Valera aux Etats-Unis, et les diverses interventions au Vatican. Lutte administrative : ce sera les efforts des ministères irlandais pour créer des services et des tribunaux indépendants, et les efforts des Anglais pour les détruire. Lutte économique : ce sera, du côté irlandais, les plans d'afforestation, la Banque de la Terre, les encouragements aux coopératives, et du côté anglais, une tentative sérieuse de ruiner l'Irlande par la destruction de ses industries et en particulier de ses usines coopératives. Enfin, un incessant terrorisme, soutenu par un propagande habile, s'efforcera, dans le sud, d'enlever la population à l'allégeance

républicaine et, dans le nord, de chasser les républicains des régions choisies pour la Partition.

La guerre, commencée en janvier 1919 par l'attaque de Soloheadbeg, au cours de laquelle un petit détachement conduit par Dan Breen et Sean Treacy s'empare d'une provision d'explosifs, va bientôt s'imposer à l'I. R. A. Dès septembre 1919, les renforts anglais affluent dans l'île et les demeures suspectes d'abriter des sympathisants à la cause irlandaise sont systématiquement fouillées : il faut récupérer les armes. A Dublin, vers la fin de l'année, le premier groupe d'hommes mobilisés à plein temps est organisé par Michael Collins : c'est *the Squad*, unité de douze volontaires qui ont abandonné leur travail et reçoivent une modeste rétribution pour leur permettre de vivre. Car, pendant longtemps, les soldats irlandais continueront à cultiver leur ferme ou à travailler à leur atelier, ne rejoignant leur unité que pour une nuit, ou un week-end, à l'occasion d'une attaque, et retournant ensuite à leur domicile, ce qui les rend particulièrement vulnérables. La pauvreté de l'armement était d'ailleurs telle que les attaques contre les casernes de police se faisaient souvent avec deux ou trois hommes pour un fusil : lorsque le tireur tombait, son camarade le plus proche reprenait l'arme et continuait le combat.

Le premier et le plus urgent travail du groupe de Michael Collins, qui est chef des services de renseignement des forces républicaines, est d'éliminer les espions et les policiers qui font courir les plus grands risques aux leaders irlandais : le 23 juin, le *Squad* abat l'inspecteur Hunt, le 31 juillet l'inspecteur Patrick Smith, et cette action continue sans arrêt pendant toute la guerre : l'opération la plus spectaculaire, menée avec l'aide de la Brigade de Dublin, est l'élimination, le 21 novembre 1920, de la force de frappe du Service Secret anglais en Irlande : un groupe de *gun-men*, spécialement formés au Caire et dont la mission est d'identifier et d'abattre les leaders irlandais, se trouve pratiquement annihilé, ce dimanche de novembre, entre 9 heures et 9 heures 15 du matin ; les services irlandais ont réussi à repérer les adresses des agents anglais, qui tous logent « en ville » et sont camouflés en paisibles employés ou voyageurs de commerce, et ils décident d'asséner à l'Intelligence Service un coup dont celui-ci ne se relèvera pas.

Si les services secrets sont, à Dublin, l'arme la plus puissante du pouvoir anglais, c'est la R. I. C., la gendarmerie

anglaise, qui lui donne, en province, son assise. De même que le *Dublin Squad* va s'occuper, dans la capitale, d'éliminer les espions et les agents de renseignement, l'I. R. A. va, à la campagne, porter son effort principal sur l'élimination des casernes de gendarmerie. Les attaques portent d'abord sur les postes les plus isolés et les moins bien défendus : bientôt le commandement de la R. I. C. doit concentrer ses gendarmes dans les gros bourgs et les villes, et, en avril 1920, dans la nuit anniversaire du Lundi de Pâques, plus de 400 casernes de gendarmerie sont simultanément incendiées, ainsi que, dans les villes de province et même à Belfast, de nombreux bureaux de contributions. Au printemps de l'année suivante (1921), on estime que 800 casernes de gendarmerie, au total, ont été détruites.

Dans ces casernes, on trouve souvent munitions et armement, que les gendarmes remettent aux assaillants lors de leur reddition. Car les armes et les munitions resteront toujours le principal souci de l'I. R. A. : de petites quantités sont passées en fraude par Liverpool, grâce aux achats effectués par Robert Driscoe en Allemagne. Mais la principale source d'approvisionnement reste l'adversaire. Toutefois, on peut se rendre compte de l'importance du problème lorsqu'on sait que la Brigade de Cork, au printemps 1920, ne disposait que de 200 fusils environ ; en juillet 1921, au moment de la trêve, le Comté de Cork comptait 1.800 volontaires avec 1.200 fusils. Au printemps de 1920, sur un total de 15.000 hommes environ, l'Armée Républicaine ne pouvait en mettre que 5.000 en action par suite du manque d'armement. La Brigade de Dublin comptait alors 1.200 hommes, mais seul *the Squad* servait à plein temps.

Le caractère impitoyable de la lutte va secouer la vieille R. I. C., dont les membres préféreront parfois démissionner que se livrer sur leurs compatriotes à des actions de terrorisme : en août 1920, par exemple, 556 membres de la R. I. C. quittent la police et 313 magistrats donnent également leur démission. Les ressources en hommes de l'armée anglaise sont limitées, l'Etat-Major mettra donc en action deux nouvelles troupes : les *Black and Tans* qui seront officiellement affiliés à la R. I. C. et les *Auxiliaires*, ces deux forces étant surtout composées de sous-officiers démobilisés des armées de guerre et attirés en Irlande par une solde avantageuse — alors que sévit le chômage — et l'assurance de pouvoir se livrer à leurs instincts combattifs sans avoir trop à s'inquiéter de discipline

ou des lois de la guerre. Ces troupes — et aussi les Réguliers — se livreront à de sinistres actions de représailles collectives : mise à sac de Fermoy en septembre 1919, de Thurles en janvier 1920, de Balbriggan, Galway, Tuam et Trim en septembre, de Granard en novembre, et surtout incendie du centre de Cork en décembre. Au nombre des forces de répression il ne faut pas oublier de compter les groupes militaires ou para-militaires formés dans la région de Belfast, qui se livreront pendant toute la durée des hostilités, et même après, à des progromes contre les républicains, incendiant leurs maisons, chassant les travailleurs de leurs chantiers, les familles de leurs demeures et massacrant tous ceux qui résistent ou ne fuient pas assez vite.

L'action britannique oblige les volontaires à s'organiser plus strictement. L'I. R. A. se verra décentralisée et des divisions autonomes mèneront le combat au mieux des ressources locales, sans avoir à en référer à l'état-major de Dublin : en mars 1920, peu après l'arrivée des *Black and Tans*, l'I. R. A. organise des colonnes volantes de 15 à 30 hommes chacune ; les volontaires vivent dans des souterrains, dans des fermes, leurs unités sont extrêmement mobiles, et une escouade d'hommes en casquette ou chapeau mou et trench-coat apparaîtra soudain pour tendre une embuscade ou attaquer une caserne et disparaître aussi rapidement qu'elle est venue. Puis les colonnes deviendront plus importantes : à la veille de la trêve, il y a 900 hommes en permanence sous les armes dans le Munster ; à Crossbarry, en mars 1921, Tom Barry, commandant de colonne volante, peut lancer une centaine de volontaires à l'attaque d'un convoi anglais. Et les villes suivent l'exemple des campagnes : en novembre 1920, la Bigade de Dublin organise en son sein une *Active Service Unit* de 50 hommes destinée au combat de rues ; une autre A. S. U. est formée à Cork, et une troisième à Belfast où elle essaiera surtout de protéger la population contre les violences des unionistes.

La population souffre énormément de la guerre. Les soldats font souvent feu sans sommations et, pour venger la mort de leurs camarades, mettent le feu aux fermes et aux villages. Mais ce sont les activistes républicains qui subissent les plus lourdes pertes et aussi ceux qui, acceptant des postes d'administration à la tête de municipalités ou coopératives, ne peuvent quitter leur domicile et partir « on the run » avec une colonne volante : Tomas MacCurtain, le Lord-Maire de Cork,

est froidement assassiné le 19 mars 1920. En août 1921, son successeur au poste de Premier Magistrat de la Cité de Cork, Terence MacSwiney, est arrêté : avec 10 de ses camarades appréhendés en même temps que lui, il commence une grève de la faim qui durera plus de deux mois : le 17 octobre, Michael Fitzgerald meurt de faim, le 25 octobre, après 74 jours de grève, Terence MacSwiney meurt à son tour dans la prison de Brixton où il a été transporté, et quelques heures plus tard, dans une prison irlandaise, c'est Joseph Murray qui meurt. La grève cesse alors sur l'ordre de Arthur Griffith, vice-président de la République. La mort de Terence MacSwiney remuera la conscience du monde, mais Sir Henry Wilson, chef d'Etat-Major Impérial, donnera l'ordre à ses troupes de s'emparer de vive force du cercueil, pour empêcher son embarquement à Holyhead pour Dublin, et éviter, en transportant le corps à Cork, que la population de la capitale ne rende au martyr un grandiose hommage.

Assassinats, destruction de propriétés, mises à sac de villes et villages, vont durement secouer la population irlandaise ; mais pendant l'été 1920, l'attaque sur la population civile, qu'il faut faire craquer, devient systématique : les foires et marchés sont interdits ; les usines sont détruites, et, avec un acharnement particulier, les forces anglaises démolissent à l'explosif et à la bombe incendiaire les laïteries, minoteries et fabriques de *bacon*, qui forment l'essentiel de l'industrie paysanne irlandaise. L'I. R. A. se trouve particulièrement désarmée devant ces attaques. Elle réagit en détruisant les habitations des unionistes — ce qui ne fait après tout qu'ajouter à la ruine du pays — et surtout décide de lancer des commandos de destruction en Angleterre même, commandos qui vont allumer des incendies de représailles à Liverpool ou dans les Midlands. Cela freine un peu l'ardeur destructrice des troupes anglaises, car les Unionistes irlandais, tout comme les Anglais, protestent avec véhémence près du gouvernement de Londres. Mais les projets de Sir Henry Wilson sont encore plus draconiens : il ne parle pas moins que de saisir tous les moyens de transport, y compris les bicyclettes, de fermer les banques et les bureaux de poste et de lancer alors une offensive de destruction.

Les attaques contre la vie économique du pays ont pour but direct et immédiat d'affamer l'insurrection et pour but plus lointain de résoudre le problème irlandais en se débarrassant

de la population irlandaise, car l'émigration est considérée depuis toujours comme une méthode de gouvernement en Irlande : à Liverpool, l'I. R. A. a des unités dont le seul travail est de faire reprendre le bateau, en sens inverse, à ceux qui ont voulu quitter leur pays. Mais c'est surtout dans les Six-Comtés, où l'I. R. A. ne peut pas protéger adéquatement la population nationaliste et où l'armée régulière se refuse à faire respecter l'ordre à l'encontre des bandes orangistes, que la situation est la plus dramatique : en juillet 1920, par exemple, les batailles de rues font rage pendant quatre jours dans la ville de Derry — souvent appelée Londonderry — qui a élu un maire nationaliste et à laquelle on veut donner une majorité unioniste ; à Belfast, pendant cinq jours et cinq nuits, on tue, on brûle et on pille : les 5.000 républicains des docks de Belfast doivent quitter leur travail ; ceux qui refusent sont massacrés et jetés à l'eau. L'armée anglaise intervient, mais contre les unités de l'I. R. A. qui protègent la population. Une petite ville comme Lisburn est, en l'espace de quelques jours, totalement vidée de ses habitants républicains, dont les maisons sont incendiées. Et la signature de la Trêve n'arrête pas ces pogromes.

Au milieu de toutes ces actions de combat, la Dail réussit à se réunir et le gouvernement irlandais à installer une administration. Un emprunt de 250.000 livres est lancé en Irlande avec un plein succès puisque le montant prévu est dépassé de 40.000 livres. Plusieurs millions de dollars sont recueillis aux Etats-Unis, qui permettent l'organisation de coopératives, d'une « Banque de la Terre », de Cours d'Arbitrage et de Justice, d'une politique de reboisement. Les forces anglaises brûlent les coopératives, traquent les juges républicains, freinent l'installation d'un ordre de choses irlandais. Mais, parallèlement, l'I. R. A. rend la loi et l'administration anglaises inopérantes dans la quasi-totalité du pays : le coup le plus rude qu'elle leur porte est la destruction totale, par l'incendie, en plein jour, le 25 mai 1921, de la Customs House, qui abrite à Dublin toutes les archives d'administration et les rôles d'imposition. L'opération coûte cher à la Brigade de Dublin qui, sur 120 hommes engagés, en perd plus de 80, tués ou prisonniers, mais elle rend l'administration de l'Irlande par l'Angleterre définitivement impossible, et elle démontre à l'opinion mondiale que, malgré les camps d'internement, où sont détenus 5.000 volontaires, malgré les prisons, où en

croupissent 1.200 autres, malgré la loi martiale, malgré la suspension de l'*Habeas Corpus*, malgré les exécutions et les fusillades, l'Irlande reste ingouvernable et revendique la République. Car l'Angleterre, qui peut assurément porter de rudes coups à l'insurrection, ne peut faire la conquête psychologique du peuple qui protège, nourrit et aide l'Armée Républicaine : aux élections de mai 1921, organisées par le Pouvoir anglais pour la désignation de députés à deux parlements irlandais, celui du Nord et celui du Sud, ainsi d'ailleurs qu'aux Communes, les Républicains, qui n'acceptent l'élection que comme un moyen technique de faire la preuve de leur audience, ont 124 candidats élus sans opposition : au Sud, les unionistes n'ont que quatre élus, ceux de Trinity College, l'université anglaise de Dublin ; au Nord, sur 52 députés, les nationalistes et républicains ont douze élus, malgré un déchaînement de violences et d'intimidations sanglantes. Auparavant, en juin 1920, les élections locales avaient donné la majorité aux nationalistes dans 29 conseils de comté sur 33 et dans 172 conseils ruraux de district sur 206 ; sur les 55 conseils ruraux d'Ulster, les unionistes n'avaient eu la majorité que dans 19, et seulement dans 4 conseils de comté. Et tous ces conseils à majorité nationaliste avaient immédiatement fait acte d'allégeance à la République : car ces hommes simples, élus par leurs concitoyens, n'hésitent pas à faire preuve d'un grand courage civique, témoin ces membres du jury de « coroner » qui, après la mort de Tomas MacCurtain, portent un verdict d'*homicide volontaire* à l'encontre de Lloyd George, de Lord French, le Vice-Roi, de Ian MacPherson, secrétaire d'Etat à l'Irlande, et de quelques inspecteurs de la R. I. C., verdict qui sera d'ailleurs promptement exécuté pour certains de ces derniers.

Mais la lutte pour la conquête de l'opinion publique ne se déroule pas seulement en Irlande. Il y a lutte en Grande-Bretagne, surtout au Pays de Galles, à mesure que la répression se fait plus violente, à moindre degré en Europe Continentale, mais surtout en Amérique. Aux Etats-Unis, ainsi qu'au Vatican, la lutte se développe aussi sur le terrain diplomatique.

En Grande-Bretagne, Art O'Brien a lancé une Ligue Irlandaise pour l'Autodétermination qui comptera jusqu'à 300 sections et organisera des manifestations, enverra des lettres aux députés, à la presse, avant de voir ses dirigeants échouer en prison. Des intellectuels — tels Hilaire Belloc et George

B. Shaw — forment, sous la présidence de Lord Cavendish-Bentinck, un Conseil pour la Paix en Irlande, mais c'est surtout le Labour Party qui s'inquiète, et directement, et par ses liens avec le Labour irlandais, de l'évolution de la situation : en octobre 1920, les parlementaires du Labour décident d'instituer une Commission d'enquête et suggèrent une politique de paix à laquelle le Labour et les Syndicats irlandais souscrivent. La France, malgré d'honorables exceptions, comme celle de Simone Téry, fait comme Clemenceau lors de la Conférence de la Paix : elle se tait ; bien au contraire, c'est à des journaux français, *Le Petit Parisien* et *La Liberté*, que le Général MacReady explique complaisamment (Septembre 1920) que pour mâter la rébellion il suffit de fusiller une cinquantaine de personnes, dont la liste est prête : « le jour viendra peut-être où nous pourrons nous en débarrasser définitivement ». Le Vatican prête une oreille assez complaisante aux demandes de Londres qui voudrait voir condamner le Sinn-Fein, une fois de plus, et seule la visite de l'archevêque australien, le Dr. Clune, sauve la situation. Mais c'est aux Etats-Unis que se joue la partie la plus dure et la plus importante, d'abord parce que l'émigration irlandaise aux U. S. A. possède d'énormes ressources qu'elle peut mettre au service de la République ; aussi parce que le gouvernement anglais est très sensible aux réactions de l'opinion américaine, et enfin parce qu'une décision gouvernementale américaine en faveur de la République serait décisive pour la reconnaissance du gouvernement de Dublin par de nombreuses autres puissances. Notons en passant les relations amicales du gouvernement irlandais avec la Russie Soviétique, à laquelle Arthur Griffith enverra une mission diplomatique : mais la Russie est alors trop occupée de ses difficultés intérieures pour pouvoir apporter à l'Irlande une aide efficace sur le plan international.

La lutte, sur le front américain, est tellement serrée et tellement importante que la Dail décide d'y envoyer le meilleur de ses hommes — son propre président, De Valera. La tournée de De Valera aux Etats-Unis sera un triomphe et, malgré la propagande britannique, malgré l'opposition d'un groupe d'irlando-américains animé par le vieux fénian John Devoy et le Juge Gohalan, De Valera réunira des foules énormes, donnera d'innombrables interviews, et gagnera l'opinion américaine à la cause irlandaise : lorsqu'il quittera les Etats-Unis, il aura fondé une puissante association, « l'Asso-

ciation Américaine pour la Reconnaissance de la République Irlandaise », et aura réalisé un emprunt de 10 millions de dollars ; mais il aura échoué sur deux points importants : l'unification des forces irlando-américaines, John Devoy et Gohalan lui restant obstinément opposés, et la reconnaissance officielle de la République Irlandaise par le Gouvernement américain. Quoi qu'il en soit, par son action aux U. S. A., le Président De Valera a porté devant l'opinion mondiale, non pas tant le problème, que certains aspects du problème que la Grande-Bretagne aurait aimé tenir cachés, et a surtout fait comprendre au monde que seule la négociation pouvait amener la paix en Irlande.

Il est bien évident qu'une force insurrectionnelle assez mal équipée comme l'I. R. A. ne pouvait espérer rejeter les troupes anglaises à la mer. Mais il est tout aussi évident que l'Angleterre ne pouvait espérer imposer sa loi à l'Irlande ni, tant soit peu, gouverner le pays. Tôt ou tard, la négociation devait venir. Les premières tentatives sont faites à titre privé par des personnalités de réputation internationale : il y a par exemple la tentative de l'archevêque de Perth, en Australie, le Dr. Clune (décembre 1920), et celle de Lord Derby (avril 1921). Les efforts du Labour Party ont été mentionnés. Mais la mission qui devait porter ses fruits et celle de A. W. Cope, sous-secrétaire d'Etat adjoint pour l'Irlande, chargé par le gouvernement anglais d'explorer les possibilités d'arrangement. Les efforts de A. W. Cope semblent d'abord échouer et, en mai 1921, à la demande de Sir Henry Wilson et de Winston Churchill, on décide de renforcer les troupes et de préparer une attaque massive contre l'I. R. A. D'un autre côté, le Ministre décide d'assortir ces préparatifs d'offensive d'une offre de paix : le 22 juin, à Belfast, le Roi George V prononce, à l'occasion de l'inauguration du Parlement d'Irlande du Nord, une allocution qu'il a personnellement revue avec l'aide du Général Smuts, délégué de l'Afrique du Sud à la Conférence du Commonwealth. C'est une allocution en faveur de la paix, évidemment d'une certaine paix. Mais ce message ne pouvait rester sans suite : le 25 juin, Lloyd George fait tenir à De Valera une lettre lui demandant d'accepter une conférence au cours de laquelle la paix pourrait être discutée : ce qui explique pourquoi un suspect arrêté par hasard au cours d'une rafle à Blackrock, dans les faubourgs de Dublin, le 22 juin, était, à son grand étonnement, relâché

24 heures plus tard. Car ce suspect n'était autre que Mr. De Valera.

*
**

Les négociations de paix vont se dérouler en deux phases : la première, qui durera de juin à octobre 1921, sera entièrement conduite, du côté irlandais, par De Valera, et permettra de fixer les bases et conditions de la rencontre et des pourparlers ; la seconde, qui aboutira à la signature du traité, le 6 décembre 1921, sera conduite principalement par Arthur Griffith et Michael Collins. Du côté anglais, Lloyd George mènera personnellement la totalité des négociations, assisté des meilleurs experts britanniques : le seul diplomate irlandais capable de leur résister et de leur tenir victorieusement tête est De Valera, et par un concours malheureux de circonstances et de décisions, il restera à l'écart de la phase cruciale des discussions. Erreur qui fut chèrement payée par la scission du mouvement républicain et la guerre civile.

L'Irlande commence la négociation avec deux lourds handicaps : le premier est que, préjugant des pourparlers, une autorité de fait, que l'Angleterre considère comme une autorité de droit, a été installée à Belfast où elle recrute, organise et rétribue des forces armées qui relèvent de sa seule autorité et peuvent ainsi répondre par la violence à une improbable pression anglaise, à une possible pression irlandaise et à une résistance certaine de la population républicaine des Six-Comtés. Le second handicap est que l'Armée Républicaine a accepté la trêve et qu'il sera difficile, dans la pratique, de relancer le peuple au combat sur des questions nécessairement assez compliquées de définitions diplomatiques, qui d'ailleurs seront présentées à l'opinion publique irlandaise et à l'opinion mondiale par une presse presque totalement au service des Anglais. Par contre, l'Irlande a pour elle que l'Armée Républicaine est invaincue, que le peuple a maintes fois prouvé son attachement à la République et que la Trêve permet d'installer ouvertement et publiquement les structures politiques et administratives irlandaises. La gauche britannique, le Commonwealth et l'opinion publique américaine jugeraient sévèrement le gouvernement de Londres si celui-ci rompait les négociations et relançait l'attaque contre la nation irlandaise : et le gouvernement anglais peut

difficilement se permettre de heurter de front des forces aussi puissantes.

La trêve est signée le 9 juillet, et les unités républicaines quittent leurs cachettes pour être accueillies dans leurs villes et villages par une foule en délire : mais la politique de l'I. R. A. sera de souligner toujours qu'il ne s'agit que d'une trêve, et non de la paix, et de maintenir, autant que possible, la cohésion des unités et l'ardeur des masses populaires. Des officiers de liaison sont choisis par les deux forces en présence pour veiller au respect de la trêve et, malgré des incidents qui iront parfois jusqu'au sommet — tel l'arraisonnement par les autorités allemandes, qui reçurent de ce fait les chaleureux remerciements des Britanniques, d'un cargo chargé d'armes —, aucune difficulté majeure ne surgira. Les députés irlandais sont libérés et la Dail siège publiquement, sous la protection de 300 volontaires en armes, à l'Hôtel de Ville de Dublin.

La négociation sera menée, dès le début, par Lloyd George, avec une diplomatie souriante mais impitoyable, qui cherche à faire admettre par l'interlocuteur irlandais, comme condition de la rencontre, ce qui doit précisément faire l'objet de la négociation. Mais Lloyd George a affaire à forte partie, et De Valera ne se laisse pas jouer. Lloyd George invite d'abord les Républicains irlandais à se rencontrer à Londres avec Sir James Craig, le chef des Orangistes, pour discuter du conflit qui opposerait nord et sud : l'Angleterre jouerait ainsi une sorte de rôle d'arbitre, et rechercherait de l'Irlande « une coopération qui aurait une grande importance non seulement pour l'Empire mais aussi pour l'humanité ». De Valera a une parade excellente : il invite lui-même, en tant que « porte-parole de la nation irlandaise », les leaders orangistes à venir s'entretenir avec lui à Dublin — tous acceptent à l'exception de Sir James Craig — et répond à Lloyd George, en évitant soigneusement de faire mention de l'Empire, qu'il consent à discuter avec lui des conditions dans lesquelles une conférence de la paix pourrait raisonnablement aboutir à un résultat. Ayant ainsi repoussé les préalables anglais, il se rend, le 12 juillet, au 10 Downing Street, accompagné de Austin Stack, Arthur Griffith, Robert Barton, le Comte Plunkett et Erskine Childers : c'est Art O'Brien, sorti de prison pour l'occasion, qui fera les présentations. Le 20, Lloyd George remet à De Valera les propositions britanniques : le statut offert est bien inférieur à celui de Dominion et comporte l'acceptation de la Partition. De Valera répond qu'il lui sera impossible de

recommander à ses collègues du Cabinet et à la Dail l'acceptation de pareilles conditions : Lloyd George brandit la menace d'une guerre immédiate, mais De Valera, fin routier de la politique, ne se démonte pas, et maintient sa position. Le 10 août, de retour à Dublin, il transmet à Lloyd George le refus du cabinet, mais assorti de contre-propositions, refus et contre-propositions devant être approuvés par la Dail le 23. La position de De Valera est renforcée par sa réélection à la Présidence de la République et par le renouvellement de la confiance à son cabinet, qui comprend Arthur Griffith aux Affaires Etrangères, Austin Stack à l'Intérieur, Cathal Brugha à la Défense, Michael Collins aux Finances, W. T. Cosgrave à l'Administration locale et Robert Barton aux Affaires Economiques.

Pendant deux mois, l'échange de correspondance va continuer entre Lloyd George et De Valera, De Valera obligeant Lloyd George, petit à petit, à abandonner les conditions dont il assortissait, tout d'abord, implicitement, son invitation. La situation deviendra si tendue que Lloyd George, ne pouvant faire abandonner à De Valera aucune de ses positions de principe, déclarera, le 29 septembre, que toute la correspondance échangée ne peut servir d'introduction valable à la rencontre et enverra une « nouvelle invitation » à assister, le 11 octobre, à une conférence « au cours de laquelle nous pourrions rencontrer vos délégués en tant que porte-parole des personnes que vous représentez dans le but de nous assurer de quelle manière l'association de l'Irlande à la communauté de nations connue sous le nom d'Empire Britannique peut être conciliée avec les aspirations nationales irlandaises ». Le texte anglais était même plus acceptable encore puisqu'il désignait les délégués irlandais comme « spokesmen of the people you represent » et que *people* peut être compris comme « people » tout aussi bien que comme « personnes ». Lloyd George avait enfin admis le point de vue irlandais et De Valera remportait, pour ce premier engagement, une victoire très nette : ses représentants pouvaient se rendre à Londres les mains parfaitement libres.

De Valera ne prit pas lui-même la tête de la délégation. De nombreuses raisons ont été avancées pour cette décision, qui fut d'ailleurs prise en réunion de cabinet, et après discussion. De Valera voulait peut-être surtout affirmer sa qualité de Président de la République, et laisser à son Ministre des Affaires Etrangères le soin de conduire les pourparlers.

Même le 3 décembre, la veille de la dernière étape, si dramatique, des pourparlers, De Valera, après avoir hésité, et toujours en accord avec son cabinet, décide de ne pas aller à Londres. La délégation irlandaise se compose alors de Arthur Griffith, ministre des Affaires Etrangères, de Michael Collins, ministre des Finances, de Robert Barton, ministre des Affaires Economiques, de Eamonn Duggan et George Gavan Duffy, experts. Les « plénipotentiaires du Gouvernement Elu de la République Irlandaise » — leurs lettres de créance ne leur furent pas demandées et ils ne les montrèrent pas — avaient pour tâche de « négocier et conclure au nom de l'Irlande, avec les représentants de sa Majesté George V, un traité ou des traités d'arrangement, d'association ou d'accommodement entre l'Irlande et la communauté de nations connue sous le nom de Commonwealth Britannique ». Ils emportaient avec eux un projet de traité nommé *Projet A* dont les caractéristiques principales, eu égard aux discussions qui se développeront plus tard, étaient le refus de reconnaître le Roi comme souverain de l'Irlande et le refus de la Partition. Face aux envoyés irlandais allait se trouver une impressionnante équipe de diplomates chevronnés comprenant Lloyd George, Premier Ministre, Lord Birkenhead, chancelier, Sir Worthington Evans, secrétaire d'Etat à la Guerre, Austin Chamberlain, leader de la Chambre des Communes, Winston Churchill, secrétaire d'Etat aux Colonies, et Sir Hamar Greenwood, secrétaire d'Etat à l'Irlande. La présence de De Valera n'aurait certes pas été superflue.

Les négociations vont durer près de trois mois et peu à peu les Anglais vont sentir des failles s'opérer dans les rangs de la délégation irlandaise et s'employer à les élargir : Arthur Griffith n'est pas de tradition républicaine et, esprit pragmatique, ne prête pas tellement attention aux symboles ; Michael Collins, chef de l'I. R. B., a pu se croire autorisé à suivre la politique décidée par son organisation plutôt que celle choisie par son gouvernement et surtout a cru pouvoir en tirer, grâce précisément à l'I. R. B., assez de liberté pour assurer sinon le présent du moins l'avenir de la République. Les diplomates britanniques, évidemment subtils et bien renseignés par surcroît, ne vont pas tarder à séparer ces deux hommes du reste de la délégation, et à les entraîner dans des engagements dangereux : Griffith, le premier, se croira, au moment crucial, lié par des promesses qui lui auront été extorquées avec beaucoup d'habileté sinon d'honnêteté. Le texte de Traité

que la délégation ramène à Dublin le 3 décembre met fin à la République et accepte la Partition : il est repoussé nettement par le Cabinet irlandais. Et néanmoins, Griffith et Michael Collins, de retour à Londres, vont céder à la menace, très théâtrale, de Lloyd George : deux lettres destinées à Sir James Craig sont sur la table de négociation, prêtes à être envoyées, et l'une des deux doit partir le soir même, par courrier spécial : l'une annonce la signature des accords, l'autre le refus des Républicains d'entrer dans l'Empire : c'est le traité, ou la guerre. Griffith, Michael Collins et Eamon Duggan ont pris la décision de signer. La discussion est ardente au sein de la délégation irlandaise ; les Anglais attendent vainement le retour des délégués à l'heure prévue : en fin de compte, ils ne pensent plus revoir personne. Lloyd George a exigé la signature de tous les plénipotentiaires : Arthur Griffith et Collins insistent. Robert Barton et Gavan Duffy, étonnés de voir Michael Collins, chef des services de renseignement et membre influent du Conseil Suprême de l'I. R. B., céder à la menace anglaise d'une guerre immédiate, menace à laquelle eux-mêmes ne croient pas, se résolvent enfin à signer. C'est, le 6 décembre 1921, pour la délégation irlandaise, la fin de la République.

La décision de Michael Collins n'a pas cessé d'étonner : la raison principale en fut-elle la menace anglaise d'une guerre immédiate ? Ou Michael Collins n'imaginait-il pas, par le truchement de l'I. R. B., pouvoir contrôler les réactions de l'I. R. A. et de la Dail, et utiliser le traité comme un moyen moins coûteux et moins sanglant d'accéder à la République ? La substance du Pacte qu'il signera avec De Valera porte à le croire. Mais, alors qu'au Conseil Suprême de l'I. R. B. il n'y a, le 10 décembre, qu'un seul opposant à l'adoption du Traité (c'est Liam Lynch) et que, par une circulaire en date du 12, l'I. R. B. ordonne à ses membres de prendre position en faveur du traité — tout en laissant la liberté de vote aux députés — l'I. R. A. n'en sera pas moins, à 80 %, opposée au Traité, et l'habileté anglaise, poussant l'avantage acquis lors de la seconde phase des négociations, conduira les deux sections opposées de l'activisme républicain à une guerre fratricide.

Cathal Brugha doit calmer ses officiers qui veulent mettre les plénipotentiaires en état d'arrestation dès leur retour. Par télégramme, De Valera convoque le cabinet et le 8 décembre, après cinq heures de discussion, le ministère se

déclare, par 4 voix contre 3, en faveur du traité. De Valera convoque alors la Dail et le 14 décembre commence le débat, l'un des plus tragiques de l'histoire irlandaise. Griffith recommande l'approbation du traité, De Valera son rejet, et le leader républicain formule en même temps des contre-propositions. Les interventions se succèdent, jour après jour. L'opinion générale est d'abord contre le traité. La suspension de séance qui va du 22 décembre au 3 janvier, pendant laquelle la presse donne à fond pour le traité, fait pencher la balance ; le 7 janvier, la Dail vote : sur 122 députés, 64 votent l'approbation, 57 le rejet. A son tour, comme la délégation, comme le ministère, la Dail a voté contre la République. Mais seul le peuple a le pouvoir, en une consultation générale, de ratifier le traité.

Deux jours plus tard, le 9, De Valera démissionne et, immédiatement, une motion est mise aux voix : « Que Mr. De Valera soit réélu Président de la République Irlandaise ». La motion est repoussée par 60 voix contre 58, à une majorité de deux voix. Et Arthur Griffith est élu, en l'absence des partisans de De Valera qui ont quitté la salle, Président de la République.

L'argumentation républicaine est, encore aujourd'hui, que les délégués n'avaient pas pouvoir de signer l'accord de Londres, que la Dail n'avait pas le droit d'abolir la République et qu'en fin de compte, le Traité n'a jamais été ratifié par un vote populaire qui seul pouvait le valider. Mais le nouveau pouvoir s'installe : un ministère, comprenant Michael Collins aux Finances, William Cosgrave à l'Administration locale, Gavan Duffy aux Affaires Etrangères, Kevin O'Higgins aux Affaires Economiques et Richard Mulcahy à la Défense, est nommé avant que la Dail ne s'ajourne, en fait pour ne plus jamais se réunir à ce titre, jusqu'au 14 février : car lorsque Griffith convoque en session, le 11 janvier, les élus de la République, il n'adresse pas d'invitation aux élus des Six-Comtés, dont les membres républicains se faisaient pourtant un devoir de prendre part aux délibérations de la Première comme de la Seconde Dail : du Parlement de la République, Griffith a décidé de faire le Parlement d'Irlande du Sud.

La situation de l'Armée Républicaine est tout aussi ambiguë : dans tout pays normalement organisé, l'armée est aux ordres du gouvernement. Mais en Irlande, depuis le début du mouvement de renaissance, pour diverses raisons

— dont l'une, commune à tous les peuples soumis, est de conserver dans la « légalité » la plus grande partie possible du mouvement, tout au moins aussi longtemps qu'une situation insurrectionnelle ne s'est pas établie —, les corps de volontaires avaient eu leur propre organisation, indépendante des politiciens : ce n'est qu'en mars 1921 que le gouvernement irlandais assume publiquement la responsabilité des actions de l'I. R. A., dont les soldats étaient liés depuis août 1919 par un serment de fidélité à la Dail et à la République. L'armée est dans sa grosse majorité, et en particulier dans les Brigades du Sud-Ouest (Waterford, Cork et Kerry), opposée au Traité. Elle se heurte, parfois avec brutalité — par exemple à Limerick — aux forces hâtivement constituées par le Gouvernement Provisoire lorsqu'il s'agit de prendre possession des casernes évacuées par les Anglais. Dès l'acceptation du Traité par la Dail, certaines unités, comme la Division d'Earnan O'Malley, proclament leur autonomie par rapport au nouveau gouvernement. D'autres renforcent fébrilement leur armement, telle la Brigade de Dublin qui réceptionne, le 2 mars, dans le Comté de Waterford, un convoi d'armes d'Allemagne transporté par le yacht *Frieda*, telle celle de Cork qui prend à l'abordage un navire anglais évacuant l'armement des casernes de la ville et de la région. Un certain nombre d'officiers, devant la désunion qui sépare du gros de l'armée certains de ses groupes, et devant le désordre qui s'installe, demande à Mulcahy de convoquer une Convention Militaire : Mulcahy lance la convocation, puis la retire, et les officiers décident, malgré le Ministre, de maintenir la réunion : rassemblée le 9 avril, la Convention Militaire, qui groupe 223 délégués, redonne à l'I. R. A. sa liberté, proclame que l'Armée Républicaine sera garante de l'honneur et de l'indépendance de la République et qu'elle n'obéira qu'aux ordres d'un Exécutif élu par elle. Cet Exécutif de 16 membres choisit à son tour, en son sein, un Conseil Militaire qui se compose de Liam Lynch, chef d'Etat-Major, Joseph MacKelvey, Joseph Griffin, F. O'Donoghue, Earnan O'Malley, Liam Mellows, Rory O'Connor, Seumas O'Donovan et Sean Russell. Et il s'empare des *Four Courts*, où il établit son Quartier Général, en plein Dublin. De son côté, le Gouvernement Provisoire recrute une force de Gardes Civiques et renforce les quelques unités qui lui sont fidèles par l'enrôlement de jeunes Irlandais, parfois d'Irlandais démobilisés des forces britanniques.

La situation est alors plus qu'embrouillée : il existe une Assemblée élue dans laquelle on peut voir soit la Dail, soit le Parlement Sudiste, un Président qui a été élu à la tête de la République mais ne prend que le titre de Chairman de la Délégation des Plénipotentiaires Irlandais, un gouvernement que l'on peut considérer comme celui de la République ou comme le Gouvernement Provisoire, d'ailleurs illégal puisque le Traité n'a pas été ratifié. Et à côté de ces pouvoirs uniques disposant de deux noms, il existe deux armées revendiquant toutes deux le même titre de républicaine. Du côté républicain, c'est-à-dire du côté des opposants au Traité, l'armée reste indépendante de tout parti politique — elle ne reconnaît d'autorité que son Exécutif et d'autre loi que la fidélité à la République — et De Valera, qui sera toujours considéré par ses partisans comme Président de la République, forme une nouvelle organisation *Cumann na Poblachta* (Parti Républicain) en janvier 1922.

Michael Collins, de son mieux, essaie de faire du Traité ce qu'il voulait qu'il fût : un premier échelon vers la République. Et une sorte d'action concertée s'organise entre lui et De Valera, ce dernier promettant son appui pour tout ce qui sera entrepris en faveur de la République. Cette communauté d'idées trouve bientôt sa concrétisation dans le Pacte de Mai 1922 : De Valera et Collins décident que les élections prévues pour juin par le Traité ne seront pas considérées comme devant ratifier ou rejeter ledit traité, mais simplement comme devant donner une base légale à un gouvernement de coalition : les candidats Sinn-Fein « pro-traité » et « anti-traité » ne s'affronteront pas, une liste unique de candidats comprenant 66 pro-traité et 58 anti-traité sera proposée aux suffrages des électeurs, qui auront évidemment le choix d'autres candidats, Labour Party, Indépendants, Fermiers, etc.... et un gouvernement de coalition sera formé qui comprendra 4 Républicains et 5 « Pro-traité », le Président devant être Pro-traité et le Ministre de la Défense, élu par l'Armée, Républicain. La réaction des Anglais ne peut être que violemment défavorable, mais en Irlande on ne veut pas de guerre civile. A l'ouverture de la campagne électorale, le 9 juin, Collins et De Valera parlent de la même tribune et invitent les électeurs à voter pour les candidats de la coalition.

La situation de la minorité nationaliste, au Nord, est terrible. et les discussions pour ou contre le Traité semblent là assez

vaines : les nationalistes de Belfast et des environs sont soumis à une véritable entreprise d'annihilation : ils sont abattus dans les rues, leurs maisons sont incendiées, ils sont chassés de leur travail et des foules hurlantes, en armes, pillent et démolissent, à la nuit, leurs quartiers. L'armée anglaise se contente de monter la garde le long de la frontière nouvellement créée pour empêcher l'I.R.A. d'intervenir en force. Des opérations en commun, qui doivent être menées par des unités républicaines et des forces « pro-traité », sont décidées sous la direction de Frank Aiken, mais ne sont malheureusement pas entreprises, Michael Collins espérant décider Sir James Craig à adopter une autre politique. Des pourparlers, parallèlement à ceux menés sur le plan politique, sont ouverts pour la réunification de l'armée et progressent assez favorablement, bien qu'une minorité, cantonnée aux Four Courts, se rebelle à son tour contre l'autorité de Liam Lynch, précisément à cause de ces pourparlers, et décide, comme solution à tous ces problèmes de désunion, de passer à l'action, dans le Nord, contre les Anglais, ce que, malheureusement une fois de plus, elle ne fait pas tout de suite. Quoiqu'il en soit, le temps travaille pour l'entente et les élections doivent mettre au pouvoir un gouvernement de coalition.

Mais les Anglais ne vont pas accepter la République, ni de nom ni de fait. Ils ne vont pas admettre cet arrangement entre Irlandais. Il leur reste des atouts. Le plus important est que la nouvelle Constitution irlandaise, établie en vertu du Traité, doit être approuvée par le Roi. La délégation irlandaise, qui part pour Londres avec un projet de Constitution qui serait acceptable, comme base de travail, aux Républicains, voit ses propositions fondamentalement transformées. Arthur Griffith, qui restera à Londres jusqu'à la veille des élections, se laisse aller à des concessions de plus en plus grandes, et la Constitution qu'il rapporte, au matin même des élections, est telle qu'aucun Républicain ne pourra l'accepter, quand elle impose, par exemple, à tout membre du Parlement irlandais, un serment personnel de fidélité au Roi. A la suite d'une entrevue avec Churchill, Collins dénonce, quelques jours avant le vote, le Pacte de Coalition : sur 128 députés, le nouveau Parlement aura 94 Sinn-Feiners ; mais le Pacte ayant été rompu, les Républicains n'auront que 36 représentants contre 58 « état-libristes » ; les 18 Labour élus sont en faveur d'un gouvernement de coalition, cependant, et il y a

encore 7 Fermiers et 6 Indépendants, dont l'opinion est indécise, et 4 Unionistes, représentant Trinity College. Un gouvernement de coalition est donc possible, mais la rupture du Pacte met le pouvoir aux mains des seuls éléments « pro-traité ». De Valera attendra vainement que Michael Collins lui demande les noms des ministres qu'il propose pour un gouvernement de coalition qui se présenterait au Parlement lors de sa rentrée du 1^{er} juillet.

Les Anglais décident alors de pousser leur avantage au maximum : ils ont battu Griffith et Collins lors des négociations sur le Traité ; ils ont battu Griffith lors des négociations sur la Constitution. Il leur faut maintenant en finir avec les Républicains. Un événement inattendu leur en donne l'occasion et, du même coup, ruine tous les projets d'entente entre les Irlandais : le 22 juin, au matin, Sir Henry Wilson, ancien chef d'Etat-Major impérial, ennemi acharné de la République, depuis le début de l'année conseiller militaire du Gouvernement des Six-Comtés qui, comme on le sait, mène une politique de terrorisme envers la population nationaliste, est abattu à coups de revolver, sur le seuil de sa maison, à Londres, par deux volontaires irlandais Reginald Dunne et Joseph O'Sullivan, officier commandant le bataillon I. R. A. de Londres. Anciens soldats des Flandres, l'un d'eux mutilé de guerre, Dunne et O'Sullivan avaient agi sur ordre, mais l'histoire ne semble pas avoir éclairci sur l'ordre de quelle autorité irlandaise. Le gouvernement anglais, perdant son sang-froid, ou bien plutôt n'imaginant pas que le Gouvernement Provisoire put passer à l'action contre ses anciens frères d'armes, donne l'ordre au Général MacReady, toujours Commandant des Forces anglaises en Irlande, de s'emparer des Four Courts : c'était là, pour les Irlandais, la solution à tous les problèmes de scission et de fractionnisme. Mais le Général MacReady, tout en se préparant à attaquer, réussit à faire rapporter l'ordre et, à la grande joie de Winston Churchill, les Etatlibristes, obéissant à l'ultimatum anglais, passent à l'action : le 27 juin, à 3 heures 30 du matin, les Républicains cantonnés dans les Four Courts, qui viennent de réquisitionner des voitures pour envoyer un premier convoi de combattants vers le Nord, reçoivent une demande de reddition immédiate. A 4 heures 7, les canons anglais, servis par des Irlandais, ouvrent le feu, au nom du Gouvernement Provisoire, sur le Quartier Général des Forces Républicaines.

(A suivre.)

Parmi nos revues... Parmi nos revues...

STUDI HAG OBER : 15 F. Mlle St Gal de Pons - C. C. P. 519-40
Rennes.

C'est avec plaisir que l'on ouvre cette revue d'une présentation sobre mais agréable. Le contenu du N° 5 est en grande partie consacré à Noël. Nous y trouvons la « griffe » de Maodez Glanndour, ce qui est un gage de sérieux et de qualité. Le texte des 3 messes de Noël a été revu et traduit par lui. Il s'explique sur certains passages et nous dit pourquoi, par exemple, il écrit : « E penn kentan e oa ar verb » et non : « E penn kentan edo ar verb ». Quant à la traduction de « Habitavit in nobis », j'émetts quelques réserves bien que la position de M. Glanndour soit parfaitement défendable, mais je préfère « ha bevet en deus en hon touez » ou « ha bet eo o chom en hon touez » que « Plantet en deus e deltenn en hon touez ». L'interprétation me semble un peu poussée ici.

De nombreux chants de Noël, textes de sermon et méditations agrémentent encore cette livraison, donnant des sujets peu connus, parfaitement traduits. Benead nous livre ses réflexions à propos de la mort du Père Alexis. De petits souvenirs reviennent à sa mémoire et l'émotion nous gagne à la lecture de ces petits faits et attitudes du Père Alexis. Tout cela est dit d'une manière simple mais si touchante.

Suivent les « notennoù » sur les nouveaux livres et les nouvelles du trimestre. Je retiens celle ayant trait au transfert des cendres de Lucrèce Mercier, la fiancée de Cadoudal... Il y a des fleurs qui ne fanent pas !

Maodez Glanndour termine ce numéro par un article plein de bon sens inspiré par DAFAR 64, *Preder* : Kaier 64-65. Tout d'abord il remarque que certains mots ont été créés suivant les règles admises, ceux-là ne présentent aucune difficulté, mais il s'insurge contre le penchant immodéré à créer des mots sans qu'on en connaisse bien l'origine. On remonte trop loin et trop souvent hors du breton. « Arabat diaesaat hep ezhomm », écrit-il, et plus loin « N' hon eus ket koulskoude da zistreiñ d' ar 15vet kantved ». Il faut se méfier de l'imagination qui étouffe le bon sens ! Si personne ne critique aujourd'hui la création de termes nouveaux afin que le breton soit vraiment une langue vivante, en pleine évolution, capable d'aborder tous les sujets, il n'en demeure pas moins vrai que ce travail doit s'effectuer prudemment et raisonnablement. De trop grandes subtilités iraient à l'encontre du but recherché. M. Glanndour le rappelle : « Ar brezhoneg a dle chom brezhoneg ! ». De la part d'un écrivain tel que lui, le conseil n'est pas à négliger !

BARR-HEOL : N° 45-1 et 45-2 : *Ofisoù ar Pantekost — Ofisoù-Pask.*

L'abbé Le Clerc ne recule pas devant le travail et les deux manuels publiés en décembre en sont la preuve. Il s'agit de deux livres de 120 pages chacun. Nous avons déjà eu en mars « Oferennoù ar C'horaiz ». Je laisse à plus qualifié que moi le soin de voir ces textes de près. L'abbé Le Clerc n'a pas ménagé sa peine. Nous sommes loin ici de l'adaptation simplifiée du chanoine Ugen. M. Le Clerc a fait du travail sérieux et la comparaison des deux ouvrages est révélatrice : c'est une « traduction » !

La présentation s'est encore améliorée. N'eut-il pas été possible cependant de mettre les dates et noms de saints en couleur ? Egalement de tracer des traits pleins entre chaque fête ? L'auteur n'hésite pas à ajouter le mot le plus connu à côté de celui qu'il a utilisé : daou c'holvan (filip) — hon tadoù o deus danevellet (kontet) — pa n' hon eus dellid ebet (merit ebet). Cela ne surcharge pas le texte, M. Le Clerc n'ayant pas abusé de ce procédé.

En résumé, du bon travail, tout à l'honneur de l'actif dirigeant de **Barr-Heol**.

HOR YEZH : 12 F. Mlle Queille - C. C. P. 1240-22 Rennes.

Cette revue, publiée par AL LIAMM, s'adresse surtout aux bretonnants cultivés. Elle demande une connaissance sérieuse du breton et des autres langues celtiques.

Dans ce numéro 46, Kenneth Jackson publie, en anglais, un long article sur la question des accents et de leur évolution. L'auteur limite son argumentation à cinq exemples. Certes, dit-il, les routes, les voies de communication ont transformé la prononciation des mots, mais à cette influence des marchands on doit ajouter les déplacements des campagnards qui se faisaient hors des voies normales de circulation. « L'idée qu'un peuple puisse se déplacer seulement sur les routes comme s'il avait eu à conduire des camions est un anachronisme, les situations étaient différentes.

Alan Heussaff continue son « Geriaoueg brezhoneg Sant-Ivi ». On ne dira jamais assez le profit qu'on peut tirer de telles études locales ! Notons aussi l'article du dynamique G. Pennaod sur l'origine du mot druide, et celui de Gw. Ar Menn sur l'étude des différents noms de champignons. Souhaitons que Gw. Ar Menn puisse compléter rapidement ce travail qui doit entrer dans le cadre d'une étude du nom breton des plantes. Y. Plerger termine la livraison en nous donnant les rectifications à apporter à son long exposé du numéro précédent. Il en profite pour répondre à certaines remarques faites sur ce sujet.

Hor Yezh, je l'ai dit, ne s'adresse qu'à une élite de chercheurs, de linguistes. C'est un excellent outil de travail. Tel est son but, son seul but ! Sa lecture est toujours très enrichissante pour ceux qui ne craignent pas les difficultés.

AR BED KELTIEK N° 81. 15 F. C. C. P. 1907-07 Rennes.

Roparz Hemon, dont la puissance de travail étonne toujours, offre un conte de Noël : " *An ograouer* ", d'un auteur espagnol longtemps méconnu : Adolphe Becquer. Ce qui frappe dans les écrits de R. Hemon, c'est la clarté et la pureté de la langue. Nul emploi de mots difficiles sur lesquels pourrait hésiter un bretonnant « moyen ». Quelle maîtrise ! Toujours dans ce numéro, la suite de l'histoire de La Borderie : " *La lutte des Bretons contre Louis de Débonnaire* ». A. Heussaff expose le problème des relations commerciales entre l'Irlande et la Grande-Bretagne. Le problème est truffé de difficultés. Les motifs politiques jouent un grand rôle dans toutes ces discussions de spécialistes. Une grande partie de la population craint de revoir l'Irlande liée à l'Angleterre par des intérêts économiques qui rappelleraient d'autres liens brisés... cela serait décourageant pour beaucoup d'Irlandais. Sagement, A. Heussaff conclut : « Ret eo gortoz ! ».

AL LIAMM N° 113. 20 F. P. Le Bihan - C. C. P. 5349-06 Paris.

La mort de Jarl Priel a été durement ressentie dans les milieux littéraires bretons. AL LIAMM, dans son N° 112, avait déjà évoqué la figure du grand disparu. Le N° 113 contient encore plusieurs hommages à ce Trégorrois dont la vie ne fut pas banale. A. Ar C'holvez (" D' am mignon kozh "), M. Glanndour (" Mousc'hoarzh Jarl Priel ") se relaient pour retracer, à l'aide de leurs souvenirs, un portrait de cet écrivain. Y. Olier, de son côté, présente ses *Prederiadennoù* : " Jarl Priel : e c'hoariva ". Y. Olier dissèque son sujet et ne recule pas devant les critiques (toujours constructives). Il a su nous montrer que Jarl Priel et sa vie se retrouvent dans son œuvre. Son sourire cachait bien des misères, connues ou non, mais vaillamment et dignement supportées. Sans cette vie qui fut si dure pour lui, Jarl Priel n'aurait pas été le grand écrivain qui fait honneurs aux Lettres bretonnes. L'ensemble de tous ces articles aidera à mieux comprendre l'œuvre qu'il a laissée.

Est-ce le hasard de la publication ou la volonté du directeur d'AL LIAMM de s'associer à cette gerbe de souvenirs ? Je ne le sais. En tous cas rien ne pouvait être plus heureux que le choix de cette causerie faite au Camp des bretonnants en 1965 par Y. An Dred : " Bro-Dreger a-wechall da vremañ ». Une rétrospective de la vie du Trégor, rétrospective sans prétention mais vraie.

AL LIAMM n'a pas oublié Noël, ce qui nous permet de retrouver avec plaisir Y. Drezen dans " Pellgent Loc'h Laoual " et M. Glanndour avec " Kanadeg evit Nedeleg ". La Bretagne sait être fidèle : M. Glanndour nous parle d'un autre grand Breton, lui aussi récemment enlevé à notre admiration et à notre respect : le Père Alexis Presse.

J. K.

Skourr Breizh ar C'hendalc'h Keltiek

(Niv. 15)

Teñzorierez : J. QUEILLE, 47, rue Notre-Dame
Guingamp — C. C. P. 1730-04 Rennes

Sekretour : Jord KLER, Ar Park Lann, 56 Allaire

Hor sekretour, Yann Talbot, a zo aet da soudard, hag emañ bremañ o kelenn e lise Behanzin, en Dahomey. Mat en deus graet e labour evel sekretour ar Skourr, ha trugarez ar burev a zo bet votet dezhañ. Abaoe, en deus ar burev anvet ur sekretour nevez evit ar bloavezh : an Ao. Jord Kler, anavezet-mat da lennerien *Al Liamm*. An Ao. Jord Kler a oar mat brezhoneg koulz ha saozneg, he meur a wech en deus beajet er broioù keltiek tramor. Berzh-mat a hetomp dezhañ en e labour evel sekretour ar Skourr.

Deut eo ar mare evit hon izili da baeañ adarre o skodenn. Pediañ a reomp anezho d'hen ober hep re a zale. Ezhomm a zo eus o skodennoù evit : 1) lakaat labour ar Skourr da vont en-dro ; 2) paeañ skodenn Vreizh d'ar c'hef-kreiz ; 3) sevel ur yalc'hadig da implijout a-benn an deiz ma vo graet ar c'hendalc'h e Breizh. Gant-se, spi hon eus ne vo ket disoñjet gant hon izili kas o skodenn, hag ivez kas izili nevez : ar C'hendalc'h a zle bezañ graet e Breizh e 1968. Ar skodenn a zo 10,00 lur, da vezañ kaset d'an Dimezell Keilhe.

Kendalc'h 1966 a zo da vezañ graet e Dulenn. Embannet eo bet ar c'heloù e niverenn diwezhañ *Ar Vro*. Eus an 11 d'ar 15 a viz Ebrel e vo ar C'hendalc'h. An destenn anezhi a vo : *Tud vrudet en emsav ar yezh*, ha *Gwerinoniezh*. Gant Skourr Iwerzhon eo bet dibabet an destenn-se. Ouzhpenn, evel just, e vo abadennoù arzel diouzh an noz, ha gweladennoù da lec'hioù brudet. Aes e vo, a-hend-all, d'hor mignonned mont d'an diskouezadegoù, d'an abadennoù ha d'al lidoù a vo aozet da genver Deiz-ha-Bloaz emsavadeg Dulenn.

Graet e vo bodadegoù ar C'hendalc'h e ti ar Gaelic League, en Harcourt Street. Lojet e vo an dud pe en tiez prevez, pe en ostalerioù. Priz an nozvezh ha dijuniñ en un ti prevez a vo war-dro 15 shilling an devezh, hag en un ostaleri war-dro 25 shilling. Aes e vo kaout boued er Civil Service Club evit 25 shilling an devezh. Talvezout a ra ar shilling war-dro 0,70 lur. Tu a vo ivez da lojañ tud yaouank en un Ostaleri Yaouankiz. A-hend-all, evel pep bloaz, e vez degemeret un nebeut tud evit netra gant ar Skourr a ra war-dro ar C'hendalc'h.

Kement hini en deus c'hoant mont d'ar C'hendalc'h Keltiek a zle kas e anv d'ar sekretour, Jord Kler. Ar re a garfe komz er c'hendalc'h, pe kanañ, pe seniñ un dra bennak, a zo pedet da reiñ o anvioù dezhañ ivez.

Pep den a c'hell beajiñ e-giz ma kar. Met degas a reomp da soñj ez eus aozet ur veaj a-gevret gant Charlez ar Go, B. P. 48, 29 N Brest Saint-Marc. N'emañ ket ar veaj-se dindan baeroniezh ar C'hendalc'h Keltiek : met digor eo d'an holl, ha bez e c'hell ar re a ya d'ar C'hendalc'h ober o mad eus ar veaj-se.

Ur veaj all a zo aozet ivez, dre garr-nij, evit an dibenn-sizhun hepken, gant Youenn Drezen, 15, rue du Commandant-Charcot, 35 Rennes.

E Kendalc'h Glaschu, warlene, ez eo bet brav ha bras lodenn Vreizh hag ar perzh kemeret gant Breizh e labourioù ar C'hendalc'h. Spi hon eus e vo ken bras-all er bloaz-mañ, ha brasoc'h ma 'z eus tu. Spi am eus e vo e Dulenn Bretoned e-leizh da gemer perzh e labourioù ar C'hendalc'h, en divizoù ar C'hendalc'h, hag en abadennoù arzel ar C'hendalc'h.

P. D.

VOYAGE EN IRLANDE

Quelques places restent disponibles pour le voyage en Irlande à l'occasion des cérémonies commémoratives de l'insurrection de Pâques 1916.

Envoyez de toute urgence votre inscription à l'organisateur du voyage : M. Charles Le Goff, B. P. 48, 29 N Brest. Ce voyage dure une dizaine de jours et le départ en est fixé au 3 avril.

Un voyage par avion, pour le week-end de Pâques seulement, est organisé par Youenn Drezen, 15, avenue du Commandant-Charcot, 35 Rennes. Là aussi, quelques places sont encore disponibles.

Nous avons lu pour vous :

L'ART POPULAIRE DANS LA DECORATION
- Album N° 1 : l'inspiration bretonne. — 9,75 F
— Atelier Hervé Lemée, 32, place des Lices,
Rennes.

L'atelier Hervé Lemée vient de publier, en une impression sérigraphique remarquablement réussie, un délicieux album de 10 planches de motifs bretons de décoration populaire : cœurs, soleils, hermines, triskels, entrelacs, nous sont présentés par Foñs Ar Berr en une série de 195 motifs de la plus fraîche inspiration. L'artiste comme l'éditeur ont tenu avant tout à faire une œuvre pratique : à fournir des motifs qui puissent être immédiatement utilisés par les faïenciers, décorateurs, peintres, tapissiers, et autres artistes et artisans. Ils ont parfaitement réussi. Le livre connaît un succès certain près des établissements d'enseignement et aussi près de tous ceux qui aiment tant soit peu manier le pinceau. Souhaitons que l'éditeur puisse nous donner rapidement les volumes concernant l'inspiration irlandaise, l'arbre et la fleur dans la décoration bretonne, et sur l'art nordique.

Xavier de LANGLAIS. " Le Roman du roi Arthur ". — L'édition d'art H. Piazza.

Personne n'ignore la profonde influence que les romans de la Table Ronde ont exercée sur toute la Chrétienté du XII^e au XIV^e siècle et que c'est par Tristan et Arthur que le génie celtique, dans ce qu'il a de plus pur et de plus profond, a imprégné cette Europe du Moyen Âge encore bien rude.

Les traductions et les adaptations modernes en ont été nombreuses, mais il faut saluer de façon particulière celle que nous présente aujourd'hui Xavier de Langlais avec *Le Roman du roi Arthur*, d'une part parce que l'auteur est breton et qu'il a travaillé en Breton cette matière typiquement celtique, d'autre part parce que son adaptation n'est pas

littérale et qu'en retranchant quelques épisodes secondaires, en ajoutant quelques pages de transition pour ménager une progression dramatique à l'action et en ajoutant enfin quelques emprunts aux *Mabinogion* (version la plus primitive de la légende arthurienne), Xavier de Langlais s'est efforcé avec succès « de rendre à la geste du roi Arthur son unité perdue ».

Avec quel plaisir ne retrouve-t-on pas ces personnages qui font un peu partie de nous-mêmes et qui ont gardé une fraîcheur et une vérité incroyables : Arthur, Guenièvre, Gauvain, Merlin, etc... ! Quoique chacun ait une personnalité bien caractérisée, Merlin (ou Marzin, l'enfant du miracle) est, à mon avis, le plus attachant et le plus riche. De par sa naissance (d'une vierge et d'un démon), il est un mélange d'aspirations au Bien et au Mal, n'est-ce pas le symbole même de l'homme qui n'est jamais ni tout à fait bon ni tout à fait mauvais ? Devin, enchanteur, il est à la fois doué d'une puissance surnaturelle et affligé, devant la fragile Viviane, d'une faiblesse qui serait incompréhensible si elle ne symbolisait une fois de plus (cf Tristan surtout) le caractère irrésistible de l'amour. Merlin est « prisonnier d'amour », il sait que la rusée Viviane le perdra, une « force plus puissante que sa volonté » le pousse néanmoins à la rejoindre et à se livrer à sa duplicité.

A cet intérêt psychologique, s'ajoutent les agréments du merveilleux, ce merveilleux celtique si attachant parce qu'il n'est pas extérieur à l'homme et à la nature, il est dans la nature, il est la nature même qu'il transcende en nous découvrant au delà des êtres et des choses ce que notre regard, obscurci par les réalités matérielles, ne sait plus distinguer : les dimensions de l'Infini. C'est Merlin l'enchanteur qui, inspiré par Dieu, dresse la Table Ronde, c'est lui qui engage les chevaliers d'Arthur dans la conquête du Graal et qui, sous le symbole de cette quête aventureuse, leur donne le désir du renoncement de soi et du dépassement humain qui, à travers les souffrances, les incertitudes du chrétien, « la crainte des ténèbres et l'attirance du vide », doit leur montrer pourtant la Joie de l'Au-Delà, le calice de Lumière.

Félicitons-nous de ce que Xavier de Langlais ait su rajeunir de façon si élégante et sans jamais le trahir ce premier livre du roman du roi Arthur et espérons qu'il nous donnera bientôt la suite de ses aventures.

MIKAELA KERDRAON.

PER DENEZ

BRENDAN BEHAN

ANV pezh-c'hoari Syngé a zeu d'an spered pa gounaan Brendan Behan — pe, gwelloc'h, Breandán Ó Beacháin — “ *Farouell Bed ar C'hornog* ”. N'eo ket pep hini a c'hell bezañ ur farouell ; n'eo ket pep hini a zibab bezañ ur farouell. Marteze ez eus, en dibab-se, un doare da guzhat kalz a denerded, un doare da guzhat ur from re vras ouzh ar bed, bed ar c'hornog. E Syngé hag en e farouell e soñjis 'ta pa varvas Brendan Behan, tost daou vloaz zo, ha c'hoant em boa bet neuze da sevel ur pennad diwar e benn. Met ne c'hellan ober netra buan : ret e vez din lenn, adlenn, kemer notennoù, ha neuze e tremen an amzer, hag e teu prederioù all, mallusoc'h, evel lakaat un niverenn eus AR VRO da zont er-maez pe respont d'ul lizher bennak, ha ne vez ket graet al labour. Pa 'z is da Iwerzhon, avat, en hañv tremenet, e klevis un dra hag am lakaas da gaout preder en-dro gant Brendan Behan : hag eñ pedet gant kannadti gall Dulenn d'un degemeradenn, en defe nac'h mont en abeg eus al labour divalav a rae Bro-C'hall e Breizh. Evel un dlead strishoc'h c'hoazh e santis neuze e oa ret gouestlañ da v-Brendan Behan ur pennadskrid, da nebeutañ, e brezhoneg — e yezh ar vro, dezhañ hag a gare hor bro. Kregiñ a ris da lenn en-dro e holl oberennoù. Ul levr nevez a zeuas er-maez, d'ar poent-se, d'o c'hlokaat : *Confessions of an Irish Rebel*. Un deiz bennak e vo savet un dastumadenn eus ar pennadoù ha skridoù berr a zo strewet amañ hag ahont, eus an traoù diechu manet war e lerc'h. Met ar pep brasañ eus oberenn Behan a zo bremañ klozet etre goloioù un hanter-dousennad a levrioù : sammet eo bet kuit a-raok bezañ roet ar pezh e oa gouest da reiñ.

Roll e oberennoù a zo savet buan. 1956, *The Quare Fellow*, pezh-c'hoari ; un den, en un toull-bac'h iwerzhonat, a zo vont da vervel : krouget e vo warc'hoazh ; awenet eo bet ar pezh gant tonkadur Bernard Kirwan, lakaet d'ar marv e

1942, e toull-bac'h Mountjoy, tra ma oa Brendan Behan eno ; an darvoud-se a lak ar brizonidi, ar warded, ar bourev da gomz : o divizoù a ra ar pezh-c'hoari. 1958, *The Hostage*, pezh-c'hoari : un soudard republikan a zo da vezañ fuzuilhet gant ar Saozon ; da saveteiñ anezhañ, e taper ur soudard saoz, a vo kinniget e vuhez en eskemm evit buhez an Iwerzhonad ; dalc'het emañ ar soudard saoz prizoniad e Dulenn, en un ti a vuhez fall ; eno e tremen ar c'hoari, hag e klever o komz perc'henn an ti, ar gisti, o c'hlianted, ar soudard saoz, ar republikaned, hag all ; mervel a raio ar soudard, dre zegouezh. An daou bezh-c'hoari-mañ, ret hen lavarout, a vo skrivet da gentañ en iwerzhoneg : unan, *the Hostage*, anvet en iwerzhoneg an *Giall*, a vo c'hoariet en *Abbey Theatre* dindan renerezh Frank Dermody ; egile a vo nac'het. Evel meur a hini all, e troas Brendan Behan da skrivañ e saozneg. 1958, *Borstal Boy*, buhezskrid ; Borstal eo ur seurt toull-bac'h, pe kentoc'h kamp-bac'h, er Sussex, e-lec'h ma vez dalc'het gant ar Saozon ar brizonidi dindan triwezh vloaz ; eno e voe kaset Brendan Behan, goude bezañ bep tapet gant bombez en e gerzh e Liverpool ; istor ar bloavezhioù tremenet gantañ eno a zo kontet en ur yezh druz eus an drusañ, gant un ijin souezhus a fent hag a vuhez ; ur mell levr eo, hag a ziazezas brud Brendan Behan evel skrivagner. 1962, *Brendan Behan's Island*, un dastumadenn pennadoù diwar-benn Iwerzhon, e kenlabour gant an tresour Paul Hogarth ; darn eus ar pennadoù-se, ma n'eo ket an holl, a zo bet, n'eo ket skrivet, met displeget dirak un benveg magnetek, an doare nemetañ kavet gant an embanner Hutchinson da lakaat Brendan Behan da ober levrioù ! 1963, *Hold your Hour and Have another*, un adembannadur eus pennadoù kazetennerezh savet evit an *Irish Times* etre 1954 ha 1956, buhez Dulenn, dreist-holl en he ziez-evañ. 1964, *Brendan Behan's New-York*, ul levr skeudennet adarre gant Paul Hogarth, ha kuñtuilhet war ar vandenn vagnetek gant an It. Rae Jeffs ; n'em eus ket lennet hennezh. 1965, embannet goude e varv, *Confessions of an Irish Rebel*, un oberenn all tapet war ar vandenn vagnetek, ha n'eo ket atav diwar dour-melar, gouez d' an It. Rae Jeffs ; eñvorioù buhez Brendan Behan en I. R. A., en toull-bac'h, e Bro-Saoz hag e Pariz. Skrid al levr-mañ, savet diwar ar vandenn vagnetek, n'eo ket bet adwelet gant Brendan Behan ; an It. Rae Jeffs eo a reas al labour kempenn evit an embann, met sebezet e chomer ur wech ouzhpenn gant ijin Brendan Behan, pa c'helle fiziout

er magnetofon traoù hogos disi e-keñver arz ar skrivañ. Arabat disoñjal, evel just, ar bladenn *Brendan Behan sings Irish Folksongs and Ballads*, enskrivet gant Luce Arthur Klein evit *Spoken Arts* e 1964, gant ur Brendan Behan ha na oa ket diwar zour adarre, anat eo. Chom a ra traoù all n'int ket bet lakaet e stumm levrioù. Rak, eme v-Brendan Behan, « skrivet em eus hag embannet pennadoù e gwerzennoù hag e komz-plaen e-barzh meur a gazetenn pe kelaouenn, enep-e lezenn pe damaotreet hepken, Republikan pe eus an Tu-Kleiz, adalek an oad a zaouzek vloaz » (*Borstal Boy*, p. 278, embannadur *Corgi*). Ar pennadoù-se a c'hortoz c'hoazh o dastumer.

Un druez eo n'en dije ket Brendan Behan kendalc'het da skrivañ e gouezeleg ; kaer e oa donezonet er yezh-se ivez, ma varner diouzh ar barzhonegoù a zo embannet e dibenn *Brendan Behan's Island*. Met bihanoc'h eo c'hoazh ar bed gouezeleger iwerzhonat eget ar bed saozneger iwerzhonat, ha sur-mat eo bet brouezet Brendan Behan gant ar barnadennoù diwar-benn e yezh, dreist-holl a-berzh pabed ar rannyezhoù. Meur a wech e ra goap war ar re-se : e-barzh *The Quare Fellow*, *Prisoner D* a respont kement-mañ, e saozneg, da unan hag a gomz outañ en iwerzhoneg : « O, eus Kerry e teuit ? Evel just, komz a rit ur rannyezh disheñvel diouzh an hini a zo bet desket din ». Ken hegaset eo bet gant seurt abegadennoù ma tistro war ar gudenn e-barzh *Brendan Behan's Island* : « Iwerzhoneg bro-Gerri a zo un tammig disheñvel diouzh ar yezh a vez komzet e Kornog Galiv pe e korn-bro Donegal — daoust ma n'emañ ket disheñveloc'h eget ne deo ar Germaneg komzet e Prusia digant an hini komzet e Bavaria ; ha Doue oar pelec'h kavout ar paotr eus ar Somerset hag a gomprenfe an disterañ tra er pezh a gont un den eus ar Yorkshire, hep menegiñ, tudaj, an doareoù saozneg a vez komzet e Skos hag e Kembre, hag a vez estren a-walc'h d'ober deoc'h souezhiñ ho puhez-pad » (p. 70, mouladur Hutchinson).

Republikan eo bet Brendan Behan diouzh an devezh kentañ, rak en ur bed republikan eo bet ganet. Pevar mab e vammgozh a oa bet o stourm en emsavadeg Pask. E dad a oa en toull-bac'h pa zeuas-eñ er bed : « Diouzh prenestr e gell en toull-bac'h eo en deus va zad va gwelet evit ar wech kentañ, e-pad ar brezel-diabarzh. Ganet on bet goude m'eo bet eñ

prizoniet, ha p' am eus bet c'hwec'h sizhun he deus va mamm va c'haset dirak an toull-bac'h ha va savet a-bouez he divrec'h, en tu all d' an hent, d' am zad d' am gwelout diouzh prenestr e gell » (menegadenn war ar golo eus e bladenn). Hag e *Borstal Boy* e tispleg penaos e kemere perzh, bep bloaz, e pirc'hirinaj Bodenstown, war vez Wolfe Tone, tad republik-anelezh Iwerzhon : « eno on bet, va-unan, el lidambroug, adalek m' on bet gouest da vale, da gentañ evel ur skout eus ar Fianna, da c'houde evel un ezel eus an I. R. A. Ha pa lavaran republikan hag I. R. A., e fell din komz eus an dud hag eus ar strolladoù a zo anvet evel-se hiziv an deiz, da lavarout eo ar re a zalc'h da hengoun savidigezh ar Republik e 1916 ha na anavezont na Leinster House, na Stormont.

E-pad ar brezel-diabarzh, e oa bet tad Brendan Behan a-du gant De Valera. Ne vez ket tener Brendan, en e skridoù, evit ar Stad Dieub : « Ar Stad Dieub n' en deus kemmet netra muioc'h eget ar skoed war gasketennoù ar warded », a lavar Dunlavin e-barzh *The Quare Fellow*. Hag Ananias Baldcock, mestr pinvidik ar c'hastell, a zispleg kement-mañ d' e wreg : « arabat deoc'h disoñjal ne deo ar Civic Guard (polis ar Stad Dieub) nemet ar Royal Irish Constabulary kozh (ar polis saoz en Iwerzhon) gant ar skoed kemmet war o c'hasketinier. Gwazed hag o deus servijet ez-feal o Roue hag o Bro : hag o deus kenlabouret ez-digor hag ez-dichek er Gevred, hag en-kuzh hag ez-talvoudus er C'hreisteiz hag er C'hornog ». En hevelep pezh-c'hoari bihan (*The Big House*), setu ar pezh a zeu gant Serjant ar Polis Iwerzhonat :

« Ar Serjant. — Pep tra a zo deut en-dro da vezañ evel kustum. Warc'hoazh hor bo hon « eviction » kentañ abaoe 1917.

Looney. — O, 'maoc'h ket o lavarout ar wirionez, serjant kaezh ?

Ar Serjant. — Eo, sur. Ha me a vo e karg anezhañ.

Looney. — Gwir, evel en amzer gozh eo adarre, serjant kaezh. »

Sur-mat, pa skrive Brendan Behan kement-se en doa soñj eus pezh a gonte e vamm-gozh : « Seul goshoc'h e teuan da vezañ, seul vuioe'h e welan nag a skiant-vat a oa e komzoù va mamm-gozh : « Hag-eñ e ouzoc'h peseurt diforc'h a zo etre kaout ur Republik dieub ha bezañ ul lodenn eus an Impalaeriezh Vreizhveurek ? »

« Nann », emeve, « petra eo ? »

« Bremañ ho po un urzh a « eviction » skrivet en iwerzhoneg ha gant un delenn war c'horre, e-lec'h unan skrivet e saozneg gant al Leon hag an Ungorneg » (p. 134, *Confessions of an Irish Rebel*).

Evel e dad en e amzer, e teuas Brendan Behan da vezañ ezel eus an I. R. A., hini Sean Russell neuze, just a-raok ar brezel, ha triwec'h vloaz en doa pa voe tapet e Liverpool, o tegas bombez da gemer perzh en tagadennoù kaset da vat gant Iwerzhoniz war zouar ar Saozon e 1939. Pa oa kaset da vezañ barnet, e oa daou Iwerzhonat o vervel ouzh ar groug e Birmingham :

« Dont a reas ur c'harr er porzh, dornstaget e voen ouzh an daou ward ha bountet e-barzh. Pa 'z aemp diouzh an toull-bac'h a-hed ar ru, e welis skritell-vruderezh ur gazetenn : « Ar Vuntrerien Iwerzhonat o Vont da Vervel ».

Kloc'h un iliz a sonas un tammig diwezhatoc'h. Krog int bremañ da vervel, emeve ouzhin va-unan.

Pa skoas taol an eur e stouis va zal betek va dorn chadennet, hag e ris sin ar groaz dre fiñval va fenn ha va bruched a-dal da veg va bizied astennet. N' hellen ket ober gwelloc'h.

Ar gward a oan chadennet outañ diouzh an tu dehou a sellas ouzhin ha me a rentas dezhañ e sell. Ma oa o vont da lavarout un dra bennak, e kemmas e venoz, hag hon-daou e selljomp adarre a-dal deomp, war-du gwerenn a-raok ar c'harr » (p. 143, *Borstal Boy*).

E drubuilhoù en doe Brendan Behan gant an emsav republikan : pa oa e Kamp Curragh, e-pad ar brezel, e veze a-wechoù e lochenn an I. R. A. ofisiel, dre ma oa mignon-bras da Cathal Goulding (« En em anavezout a raemp abaoe an deiz ma oamp bet ganet pe dost. Bez e oamp bet a-gevret e Strollad ar Skouted Fianna, bez e oamp aet a-gevret e-barzh an I. R. A., bez e oamp bet taolet er-maez a-gevret hag adkemeret a-gevret ivez », p. 64, *Confessions of an Irish Rebel*), hag a-wechoù e lochenn an I. R. A. diofisiel, e-lec'h m' en doa mignoned all. « Barnet on bet d' ar marv ganto em ezvezañ », emezañ ; « skrivet em eus dezho e c'hellent va fuzuilhañ em ezvezañ ivez. » Met seurt rendaeloù ne zistroadont ket feiz divrall Iwerzhoniz er Republik, 32

gontelezh dezhi. Ha Republikan e chomas Brendan Behan Behan betek an diwezh.

Ma oa bet ganet e-touez ar Republikaned, e oa bet ganet ivez e-touez an dud paour : « Dont a ran eus un tiegezh paour. Pas ken paour avat ha ma c'hell bezañ un tiegezh Saoz pe Amerikan, rak lenn a rae va zad levrioù deomp er peder nozvezh eus ar sizhun ma n'en doa ket arc'hant a-walc'h da vont da evañ bier, ha va mamm a gane deomp atav. Met paour a-walc'h e oamp evit m'am befe tremenet an eizh bloavezh kentañ eus va buhez en ur sal-goazeal war an a-dreñv eus an ti ». Ganet e oa e-touez an dud paour eus kêr : « N'on ket bet perc'henn morse da vuioù a zouar eget na c'heller lakaat en ur voest bleunioù war vord ur prenestr ». Ha c'hoazh ne oa ket e dud eus ar re gwalleürusañ-holl, rak tavantegezh kriz a oa d'ar mare-se e karterioù poblek Dulenn : « Bez e oa va hini kozh er c'henwerzh, hag arc'hant en deveze peurvuiañ. Ouzhpenn-se, va mamm-gozh... he doa arc'hant, hag a veve a-hed an deiz en he gwele, oc'h evañ bier kreñv pe whisky... » (*The Confirmation Suit*). Met en-dro dezhañ e vele an naon, ar yenijenn, tud berniet a-diadoù en ur gambr pe ziv e-barzh an « tenements » brudet, pe kentoc'h gwallvrudet — tud hag a oa ar *bar*, an ti-evañ, evito al lec'h tomm, al lec'h laouen, al lec'h frank, ul lec'h na vije ket santet an naon ennañ gant an alkool o tommañ deoc'h ho kof. Ha diwar welout stad truezus ar bobl e oa deut da vezañ, ouzhpenn republikan, sokialour ivez. « M'en defe hepken Jim Larkin desket gouezeleg — pe m'en defe Collins studiet al leniniad-gezh » (p. 87. *Brendan Behan's Island*). Ha meur a wech e stag evel-se Brendan Behan tonkadur ar yezh ouzh trec'h ar sosialistiezh : « an doare nemetañ a zo da saveteiñ ar yezh-vamm eno (da lavarout eo er Gaeltacht), eo dre zegemer ur stumm bennak a sosialistiezh arboellerezhel » (p. 124). Hag en ur seurt kemm e lak e c'hoanag : « Va c'hredenn eo ez eo gant micherourien al labouradegoù amañ (da lavarout eo er c'hwec'h kontelezh) e vo lakaet an aferioù iwerzhonat da vont ur c'hammed pelloc'h war-raok, hag int eo a raio eus Iwerzhon ar pezh a felle da renerien emsavadeg 1916 e vefe — ur Republik sosialist » (p. 160).

En e brezegenn e Kendalc'h Keltiek Glaschu, en deus merket ar c'helenner Derek Thomson un dra a-bouez, am eus eñvoret o lenn Brendan Behan : en ur vro vihan, en ur yezh vihan, pa vez pep tra karget gant kement a barfeted, ne

c'heller en em saveteiñ nemet dre ober goap ouzhor an-unan. Brendan Behan en deus graet fent gant an traoù doujet ar muiañ en Iwerzhon :

« Pat. — Perak en em chalit kement-se gant Iwerzhon ? Pelec'h an diaoul e oac'h e 1916 pa oa an emgann o vont en-dro evit mat ?

Meg. — Ne oan ket bet ganet c'hoazh.

Pat. — Atav emac'h o kavout digarezioù. »

(*The Hostage*.)

Hag an istor-mañ, eus e amzer e toullbac'h Mountjoy : « Unan eus ar baotred, hag a zo marv abaoe, Doue da bardono dezhañ, a reas ur Gartenn Nedeleg e stumm ur maen-bez, en eñvor eus ur soudard eus ar Republik hag a oa bet fuzuilhet er bloavezh-se, hag e soñj a oa kas ar gartenn da dad ha mamm ar paotr yaouank. War-c'horre ar gartenn e oa istor buhez ha marv ar paotr, hag e-barzh e oa skrivet kement-mañ : « En eñvor karantezus eus Jimmy MacSherry, hag a varvas evit Republik Iwerzhon e miz Du 1942. Ar re a soñj ennañ bremañ, ur bedenn ra lavarint evitañ. Da hetifi d'e dad ha d'e vamm un Nedeleg Laouen hag ur Bloavezh Mat eus ar re evurusañ. A wir galon, sinet Jimmy Stokes » (*Confessions of an Irish Rebel*, p. 57).

War ar relijion e ra goap ivez. E-barzh ar pezh-c'hoari *The Hostage*, ez eus ur plac'h hag a ra koshañ micher ar bed : emañ-hi o vont da gousket gant ur martolod pa zistro en ur youc'hal, rak dizoloet he deus e oa ar martolod-se rusian, da lavarout eo komunist :

« Colette. — Selaout, Pat, a-enep da reolennoù ar relijion ez eo kaout tra d'ober gant tud evel-se... Me zo bet o kofes teir gwech dija hiziv, ha ne fell ket din ober fazi ebet. »

Hag ar pezh farsus-mañ, tennet eus *The Quare Fellow*, p'emañ un den anvet Healy, enseller a-berzh Ministrerezh ar Justiz, o komz gant ar gward Regan diwar-benn an den a zo o vont da vervel :

« Healy. — Ma, ur frealz hon eus, Regan, an den barnet d'ar marv en devez atav beleg ha sakramantoù, muioc'h eget n'en deus bet an hini muntret gantañ, marteze. Tuet e vefen da grediñ o devez lod anezho ur marv kalz santeloc'h eget pa vefent bet lezet da vont betek fin naturel o buhez.

Ar gward Regan. — Arabat e vefe deomp ober bruderezh eus ar seurt-se, aotrou, « Lazhit unan bennak hag ho pet ur marv evurus ». Kement-se a rafent holl. Kemer a reer ar relijion en un doare ken sirius er vro-mañ. »

E-barzh *Confessions of an Irish Rebel* ez eus adarre un istor dizoujañs a-walc'h diwar-benn an den santel Matt Talbot. Da vare Kendalc'h Eukaristek bras Dulenn e oa deut e spered unan bennak e c'hellfe gounit un tammig arc'hant dre lakaat gweladenniñ ar gambr e-lec'h ma oa marv Matt Talbot. Tad Brendan Behan a voe kaset da gempenn ar gambr, bet disoñjet gant ar perc'henn, ha d'hen adaozañ evel ma oa er mare ma veve Matt Talbot enni. Ar gwele, avat, a oa steuziet. Hag ar pep brudetañ er gambr e oa ar gwele : ur mell tamm koad ne oa ken, a astenne Matt Talbot warnañ da gousket. Un tammig enklask a voe graet, hag anzav a reas an amezegez : « ken yen e oa er goañv tremenet : da zibab e oa, evit chom hep mervel gant ar yenijenn, pe gwele Matt Talbot, pe dor an ti ». Mont a reas tad Brendan Behan da gerc'hat, a-douez ar pezhioù koad kozh o doa dalc'het al linenn hent houarn, unan ponner ha tev ha rust a-walc'h. Hennezh a reas an afer, gouez da v-Brendan Behan, hag eno emañ enoret c'hoazh hiziv.

Farsal a ra Brendan Behan diwar-benn ar relijion evel ma fars diwar-benn ar republikanelezh. Met diwar-benn eskibien zo, ha beleien zo, n'eo ket farsal a ra : gwir gounnar en deus outo : « Atav he deus an Iliz kavet gwelloc'h en em ober ouzh alouberezh ar Saozon ha degemer o skoazell eget mont a-du gant he fideled katolik ken emroet, ha c'hoari he dazoned ganto » (*Brendan Behan's Island*, p. 186). Met un dra tostoc'h outañ evel hinienn a zo en e emzalc'h e-keñver ar relijion : evel an holl Republikaned, mare pe vare, e oa bet Brendan Behan eskumunuget, hag e toull-bac'h Liverpool, e Walton Jail, e oa deut ez-personel en arbenn d'ar gudenn-se : eno en doa ar beleg difennet outañ dont d'an oferenn ma ne tinac'he ket an I. R. A. ; ur paotr deol ha devot e oa bet Brendan Behan betek-hen, hag evel-se e talc'h tener kozh Borstal da soñjal ennañ (gwelout al lizher eus e berzh embannet e notenn e *Confessions of an Irish Rebel*, p. 14). Ha neuze : « Bez e oan deut da vezañ dichal, pe dost, ouzh ar sakramantoù, ha ne verne din hag-eñ em boa ar gwir d'o c'haout pe get. E Walton e oa bet gloazet va c'halon e-keñver ar relijion, met ivez skañvaet. Kouezhet e oa va fec'hedoù

diouzhin, peogwir em boa disoñjet, tost, e oa traoù anvet pec'hedoù ha, goude m'am boe en em c'hraet ouzh ar menoz-se, bezañ er-maez eus an iliz a oa evel pa vefen bet taolet er-maez eus un toull-bac'h ha lavaret din chom hep dont en-dro e-barzh. Ma oan laouen da respont an oferenn, e oa en eñvor eus va hendadoù en o sav en-dro d'ur garregenn, en un draonienn dizarempred, gant aon da vezañ paket gant al landlorded hag o soudarded, pe oc'h en em silañ en ur ru strizh e Dulenn, hag o reiñ ar ger-tremen evit klevout an oferenn en un ti-evañ paour, pa ne dalveze penn ur beleg nemet pemp lur sterling, ha pa oa dianavezet a-grenn ar Gatoliged gant al lezenn » (*Borstal Boy*).

Etre ar c'hoarzh war un dra a gred c'hoazh enni — ar Republikanelezh — hag un dra all na seblant ket mui krediñ enni — an Iliz — ez eus ur bern traoù all e Brendan Behan. Karout a ra ar bobl. O livañ a ra, tud vunut Dulenn, en un doare dihuedet ha karantezus : maouezed kozh an tiez-evañ ha prezegennerien ar Guinness : ar re druezus ha n'int ket truezet. Rak an ti-evañ, evel just, a zalc'h ul lec'h bras en e oberenn evel m'en deus dalc'het ul lec'h bras en e vuhez. Hag evel ma talc'h ul lec'h bras e buhez Iwerzhon. « Bez ez eus ostalerioù e-lec'h n'eus ken intañvezed. Intañvezed yaouank, intañvezed kozh, intañvezed treut, intañvezed lart, intañvezed pinvidik hag intañvezed paour. Chom a reont azezet eno o komz a-hed an abardaez diwar-benn o gwaz aet da anaon ken e tirollont da lenvañ war e zivout. Peadra d'ho lakaat d'en em santout bloavezhioù koshoc'h. » Rak d'ar *pub*, da lavarout eo d'an ostaleri, ez eer pa vezer glac'haret. Pa 'z eas Brendan Behan da di he c'herent da lavarout e oa marv Maureen, e cheorenn, e komprenas ar vamm-gozh e oa echu gant he merc'h-vihan pa glevas an tad o kinnig : « Deomp da gorn ar ru da gaout ur podad ». Leun a garantez eo Brendan Behan evit an dud paour a c'houzañv, ha leun a gasoni evit dereadegezh pilpous ar bed : lennit « *A woman of no standing* », ken kriz en e zoare eeun. Evit an dud vunut, n'eus ennañ nemet madelezh, gant fent dizoujañs ur bugel savet-fall met karadek e galon : gwelit c'hoazh « *The Confirmation Suit* », hag an taolennou bihan dastumet e-barzh « *Hold your Hour and Have another* ». Hag evel-just, e vignoned eus an I. R. A., disprizet e-touez ar re zisprizetañ, paour e-touez ar re baourañ, heskinet e-touez ar re heskinetañ, o deus, diqantañ, an ton karantezus-se

a lak en e farserezh evit ar re ez eo tomm e galon outo. Gouzout a ra pakañ ar fent e degouezhioù zo. Setu aze penaos eo gwarezet, e Belfast, e 1942, eured un paotr eus an I. R. A. : « gronnet e oa an ti gant *gunmen*, lod anezho armet gant mindrailherezioù bihan Thompson, lod all gant pistolennoù hir Webley pe Colt, kenkas e vefe troet e penn ar Royal Irish Constabulary ober un diskenn trumm war an ti, pezh n'o defe ket bet goude-holl ar galon da ober, pa anavezer laoskoni bastardet ar polis ». Un nebeut eurvezhioù goude, avat, ar strollad a-bezh a oa mezv a-walc'h evit m' o dije gallet ar boliserien tostaat dizañjer, pe dost.

Dianav eo da v-Brendan Behan buhez ar maezioù — n' en deus anavezet eus an natur nemet ar bleunioù o kreskiñ e boestoù war vord ar prenestr, ha n' en deus labouret an douar nemet p' en deus bet e dad un dachenn e Glasnevin, da vare an dilabouradegoù bras ; pe c'hoazh e Borstal. Met tener eo e galon ouzh gweledvaou e vro hag ouzh kaerder un devezh heoliet. « Dont a ran atav da vezañ anaoudek ha deol pa vez brav an amzer hag an devezh-se a oa ar seurt devezh a ra deoc'h kompren ez eo marv ar C'hrist evidoc'h. Ur sakre taol kaer eo n' on ket bet ganet e kreisteiz Bro-C'hall pe e Miami Beach, rak neuze e vijen bet ken deol, ha ken anaoudek evit an heol o tommañ, ma ne vije bet Sant Paol ar Groaz nemet un disterig a sant o trolal pell war va lerc'h gant e benn-marv, e eskern-gar e-kroaz ha tout ar peurrest » (*Brendan Behan's Island*).

Ha setu amañ un daolenn eus ar vuhez e maezioù ar C'hornog :

« Ledenez Dingle a zo unan eus lec'hioù bravañ Iwerzhon — traezhenoù hir liv an arc'hant, didud zoken da greiz an hañv, ha spi am eus e chomo al lec'h evel-se, daoust m' emañ paotred an touristelezh o klask treiñ anezhañ d' ur seurt Aod Bro-Saoz ar C'hreisteiz. Ballyferriter, ar gêriadenn diwezhañ a-raok an Amerika, a zo ur vro a anavezan kaer, gant he feder ostaleri vat o kluchañ brav e goudor Menez Brandon pe, ma c'hellan lavarout gant lorc'h ar perc'henn, Menez Brendan, anvet evel-se diouzh Sant Brendan, ar mōraer a zizoloas Amerika, war a lavarer, pemp pe c'hwec'h kant vloaz a-raok Kolombus. Tud a-zoare hag hegarat-meurbet, setu petra eo tud Ballyferriter — soñj am eus bezañ bet eno ur wech en un ostaleri, diwezhat en noz, pa oa c'hoazh o ren

al lezennoù kozh diwar-benn gwerzh an diedoù alkoholek. Dleet e oa d' an ostalerioù klozañ da zek eur hanter hogen, ma oa c'hoarvezet deoc'h dont eus pelloc'h eget tri miltir — a-benn kaout ho panne e-touez paotred laouen ha digor o c'halon — neuze e oa grataet deoc'h gant al lezenn an aotre « bona fide » da chom betek hanternoz. Hini ebet ac'hanomp, en noz-se, ne oa e di pelloc'h eget ur miltir ac'han, n' em eus ket ezhomm lavarout. War-dro unnek eur e c'houlennas ar barman diganeomp hag-eñ ez asantfemp kuitaat an ostaleri ha sevel un disterig gant ar menez, peogwir e oa deut keloù a-berzh ar polis e oant e soñj dont da furchal an ti war-dro unnek eur ha kard. Paotr an ostaleri, goude leuniañ hor gwerennoù, hor c'hasas betek an nor a-dreñv hag a lavaras deomp mont un daou pe dri c'hant metr pelloc'h, ha chom hep ober re a drouz keit ha ma vefemp du-hont, gant ma ne rafe nemet reiñ nec'hamant d' ar polis ma vefent rediet da skeiñ ur c'hastiz gant ar perc'henn koulz ha gant an ostizien. Un nozvezh eus ar re gaerañ e oa, steredennet, ha klouar ivez ; hag unan eus va eñvorioù plijusañ eo hennezh, bezañ bet azezet du-hont, en noz, ouzh tor Menez Brandon, o sellout ouzh ar Menez all-se, hag a zo anvet an Teir C'hoar, o sevel a-dal deomp, trolinnet sklaer war skramm an oabl loargannek hag an Atlantel o wagenniñ sioul, em dorn ur c'hartouron eus ar Guinness an diennekañ, ha me o tivizout en iwerzhoneg gant ur c'houblad labourerien-douar eus ar c'horn-bro. A-benn un tri c'hard-eur bennak, ar polis o vezañ echu o labour, e teuas mestr an ostaleri, ha diskouez deomp dont en-dro, ha gant an disamm eus ur seurt gwask war hon nervernoù, petra a c'hellemp ober ma n' eo ket kanañ betek div eur diouzh ar mintin pe war-dro — kanaouennoù iwerzhonek loavus ar c'horn-bro, ha da heul, war c'houlenn start an holl, un nebeut kanaouennoù all eus va c'horn-douar genidik, Russell Street e Dulenn. » (*Brendan Behan's Island.*)

Evit un den a ouie c'hoari kement gant ar gerioù, e vez alies diskrivadennoù Brendan Behan — evel honnezh — savet en doare an eeunañ. Mirout a ra pinvidigezh e ijin hag e faltazi evit livañ an dud, dreist-holl ar re na gar ket, ha neuze e c'hell berniañ aridennoù termoù mui pe vui kunujennus, pe aozet en un doare ken fentus ken na c'heller kaout nemet ur skeudenn c'hoarzhus-tre eus an den livet evel-se. Grit anaoudegezh gant e lojerez eus Liverpool, an hini a voe eñ paket en he zi gant an holl vombez-se en e valizenn, hag

a vefe torret sur-mat, a lavaras ar boliserien, ar gwer war he zi gant tud kounnaret Liverpool. « Ul lastez maouez eus ar Midlands e oa va lojerez. Ne lavarant ket e oa ul lastez maouez peogwir e teue eus ar Midlands. Bez ez eus tud vat er Midlands ivez, hag e forzh peseurt korn eus ar bed, met ma'z eo ul lastez den pe un den dereat ur C'hockney pe ur Siamad, e vezo ul lastez den pe un den dereat en doare Cockney pe en un doare siamat.

« Al lojerez-se a oa ul lastez maouez, ha ken digalon hag ur parkad-lann. Ma vefe torret he frenistri, se a vefe kastiz Doue evit ar silzig marc'hadmat hag ar margarin he doa ampezonet he fredoù ganto, rak ne veze largentezus nemet gant an traoù na goustent gwenneg ebet, ha hi oc'h alc'hwezian dorioù an trepas da noz hag o taoulinañ da lavarout ar chapeled gant he lojer hag he c'hoar, hag honnezh o lavarout war ar marc'had tri Me Ho salud Mari evit ar glanded santel ha gwarez he c'horf hag hec'h elevez, kement ha ken bihan m'ho piye soñjet e oa an hanter eus gwazed Liverpool o redek war he lerc'h, dianalet holl gant ar c'hoant da lipat he dentoù hir konikl.

« Al lojer a oa anezhañ ur beulke eus ar maezioù don tost ac'hale. Goude ar pedennoù evit ar glanded, en deveze-eñ ur bedenn dioutañ e-unan : ma roio Doue dezhañ an nerzh hag ar youl da chom hep evañ diedoù alkoholek ha d'en em virout ouzh ar pec'hed a lontegezh, hag a ra kement a boan da galon karantezus Jezus, dre vezañ evezhiek zoken pa vefe o kemer dourennoù bouedus ken dinoaz hag an te, al limonad, ar bier louzoù-kegin, boeson spoumus ar gingembr hag ar chokolad. »

Met peurliesañ, n'en devez ket ezhomm Brendan Behan eus kement all a c'herioù evit livañ un den : hag-eñ ne welit ket mat e lagad ho spered ar gward-se eus Skol-Bac'h Borstal : « Doare ur Saoz en doa, penn-kil-ha-troad : me ouie e vije pignet war e varc'h m'en dije bet unan da bignat warnañ ». Ha setu bremañ ur vaouez spontet : « Spurmantiñ a reas diouzhtu an daou ac'hanomp hag e laoskas ur youc'hadenn seurt he dije skornet kalon ur bourev, hag e strilhe ar volennad laezh kement gant ar spont ma ribotas anezhi tost. Bez e c'hellen hogos gwelout an amann o sevel war-c'horre ». Ar goapaer-se, avat, a ouie kaout kalon dener : evit ar paotr, e Borstal, « hag a leñvas a-hed an deiz peogwir e oa e hini kozh da vezañ krouget ar mintin war-lerc'h »,

evit an den eeunik a oa e vignon eno ivez, 428 Jones, evit an hailhevod a varvas er brezel e bourzh ur vag, evit an holl re a zo bet keneiled e yaouankiz.

Ma c'hell Brendan Behan diskouez kalz a denerded-kalon, e c'hell ivez diskouez kalz a fouge. Ne gomzan ket eus ar brabañserezh a oa un tu heverk eus e demz-spered. Met eus ar fouge en doa en e varregezh hag e barregezh e dud war al labour-dorn : souezhus a-walc'h a-berzh ur paotr na seblant ket bezañ labourer kemend-all goude holl. « Ma, tremenet em eus arnodenn Keoded ha Breuriezhoù-Micher Londrez war al Labour-Livañ — e Skol Deskarded Dulenn evel just — hag en arnodenn-se ez eus an tresañ-lizherennoù ; va zad a zo un treser-lizherennoù eus ar gwellañ seurt ha va eotr eus tu va mamm koulz ha va mamm-gozh a engrave, e lizherennoù alaouret, an anvioù war gein al levrioù lezenn, e Temple Bar... » (*Bostal Boy*, p. 278). « Ar mintin war-lerc'h, e lakais dilhad-labour evit diskouez da François penaos amailhañ an dorioù, da lavarout eo penaos lakaat un takad liv ha diouzhtu un takad liv all dres dindan an hini kentañ ha penaos o stagañ an eil ouzh egile kent n'he defe sec'het bevonn an hini kentañ. Ha ret e vez labourat buan a-walc'h evit echuiñ ur roudennad hep teurel liv a-stlabez, rak neuze, ma lakait re, e tiver, ha n'eus ket mui tu da livañ diouzh linennoù ar c'hoad » (*Confessions of an Irish Rebel*, p. 216). Plijusoc'h e vez al lorc'h a gemer en e vicher eget e fougaserezh — met fentusoc'h honnezh e gwirionez — diwar-benn micherioù ar floderezh, ar skrivañ-levrioù-lous, an evezhiañ-merc'hed-a-vuhez-fall a zo bet graet holl gantañ, mare pe vare.

Stumm displegañ Brendan Behan a zo pell a vezañ eun. Er rakskrid d'e levr diwezhañ, e verk an It. Rae Jeffs nag a boan he deveze, en derou, da heuliañ kaoz Brendan Behan en e holl zisplegadurioù hag addisplegadurioù. Keñveriañ a rin a-walc'h e zoare da gontañ ouzh doare beaj an Itron Murphy hag a oa da vezañ kaset d'an « Ospital evit Ar Re a zo o vont da Vervel ». O kuitaat he zi da zek eur mintin, en hanternoz Dulenn, ne erruas en ospital, e kreisteiz kêr, nemet da eizh eur noz, goude bezañ chomet a-sav e nouspet ostaleri ; evel-se emañ Brendan Behan gant e *gofesadurioù* : met ken plijus eo deomp an ehanoù a-hed hent an displegañ, ha ma oa d'an Itron Murphy an ehanoù douret-mat war an

a reas Brendan Behan d'an 20 a viz Meurzh 1964. Ganet e oa bet e 1923, n'en doa eta nemet 41 bloaz. Yaouank-flamm ! Aet eo kuit, ha paouroc'h omp eus e ijin hag eus e c'hoarzh. Met lezet en deus deomp, eus tud paour e gêr c'henidik, ur skeudenn hag a zo, hep mar, divarvel.

Nécrologie

PER TREPOS, professeur de celtique et écrivain breton, est tragiquement décédé, au début du mois de Janvier, à l'âge de 53 ans. Excellent pédagogue, ses cours étaient très suivis à la Faculté des Lettres de Rennes, puis au Collège Universitaire de Brest, à la réalisation duquel il avait beaucoup travaillé. Sa thèse sur le pluriel breton est très importante et il avait, avec l'aide de ses étudiants, relevé le vocabulaire breton de la ferme. Sa mort est une perte pour les études bretonnes.

YEUN AR GOW, l'écrivain breton, s'est éteint à son domicile, à Gouezec, à la fin du mois de Février, à l'âge de 69 ans. Connaisseur à la perfection la langue de son terroir, Yeun ar Gow s'était fait une réputation amplement méritée comme auteur de nouvelles, de contes et de souvenirs. Patriote convaincu, il avait animé, avant la guerre, l'Association Breuriez ar Brezhoneg er Skolioù, qui organisait « un certificat d'études » en langue bretonne dans la région de Gouezec, Châteauneuf-du-Faou et Pleyben. Arrêté en 1944, il avait passé plusieurs mois en prison.

Dans de prochains numéros, nous rappellerons plus longuement le souvenir de ces deux Bretons disparus.

Doae d' o fardono.

On nous écrit...

■ LIGUE CELTIQUE.

« La réunion annuelle de la Ligue Celtique aura lieu les Samedi et Dimanche de Pâques, dans les locaux de la Ligue Gaélique, 6 Harcourt Street, Dublin. Des discussions sont prévues sur des problèmes internationaux concernant les Celtes, en particulier sur le Fédéralisme Européen (quelle solution nous conviendrait le mieux) ; sur les conclusions du Rapport publié par l'O.N.U. sur la Conférence de Ljubljana (L'Etat multi-national).

Nous invitons tous les membres de la Ligue Celtique à ces réunions en les priant de nous informer immédiatement de leur intention de participer, afin que des précisions leur soient fournies en temps utile. »

*Le Secrétaire Général de la Ligue Celtique,
9 Br Cnoc Sion, Droimchonrach,
Ath Cliath 9, Eire*

7-2-66.

■ ACTION.

« Je tiens à vous remercier d'avoir bien voulu insérer dans le N° 33 d'Ar Vro, un extrait d'une des lettres que je vous ai envoyées.

Je viens de prendre connaissance du "Peuple Breton" de décembre 1965 et de "L'Avenir de la Bretagne" du 2-12-1965. Leurs prises de positions politiques, dans la compétition électorale française sont attristantes, tant elles reflètent un état d'esprit néfaste à la cause bretonne, tant elles soulignent la *soumission* politique du Mouvement breton à la politique de main-mise française.

J'ai pris connaissance, également, du numéro de la revue "La Vie Bretonne". Le texte de sa couverture m'a décidé à écrire les quelques réflexions suivantes à Ar Vro qui me semble être la revue la plus « engagée », donc la plus sérieuse, du Mouvement breton.

Car c'est bien d'« engagement » qu'il s'agit !

Les événements obligent bien souvent les hommes à l'« engagement », soit par convictions morales, religieuses ou politiques ; soit par un mouvement quasi-spontané qui fait que

les hommes ne peuvent plus accepter les conditions imposées à leurs simples existences. L'engagement de l'écrivain ou de l'artiste peut être différent, dans son application, de celui du prêtre, de l'homme politique, du paysan ou du technicien.

L'engagement, qu'il soit dû à des causes morales, spirituelles, économiques, sociales, politiques ou esthétiques, sera toujours, quel que soit le terrain de lutte, une action d'auto-défense naturelle contre ce qui menace la liberté de l'homme, et bien souvent sa vie. Mais s'il y a de nombreuses applications possibles dans cette lutte d'auto-défense (autant qu'il y a d'individus), il n'en est pas moins vrai que l'on peut réunir tout ce faisceau de volontés individuelles en une seule ligne directrice dont la qualité principale est l'action.

L'action menée isolément par chaque individu peut se transformer en action commune, si les causes qui occasionnent ces multiples engagements sont les mêmes pour chacun. Dans ce cas, nous verrons se former une action commune groupant des gens dont les réactions devant le problème général apparaissent, au départ, souvent divergentes ou sans liens cohérents.

Le problème général qui se pose en Bretagne, et dont les causes sont dues à la main-mise du pouvoir français sur cette Nation qui fut libre et au marasme qui suivit la perte de sa liberté, contient en lui-même *tous* les motifs d'inquiétudes, *toutes* les conditions propices à des actions individuelles d'auto-défense. Le développement de ces actions individuelles ne peut aboutir que dans une action commune.

Les braves gens le savent tout autant que les intellectuels avertis. Cependant, nous pouvons constater que cette action commune n'est pas encore faite en Bretagne et que chacun s'en va, l'un tirant à hue, l'autre tirant à dia, en toute honnêteté d'esprit ; chacun espérant attirer vers lui ces braves gens groupés dans un même désir : être moins pauvres et plus libres.

Mais lequel voulez-vous qu'ils choisissent, ces braves gens qui sont le peuple de Breizh ? Doivent-ils choisir le M. O. B. et M. Lecanuet ou bien l'U. D. B. et M. Mitterand ?

S'ils avaient été Corses, au lieu d'être Bretons, leurs Mouvements de défense leur auraient conseillé de s'abstenir de prendre part à un vote destiné à élire un chef d'état d'un pays étranger ! Et en cela, leurs Mouvements de défense eussent été logiques avec eux et envers eux-mêmes : si nous sommes Français, nous devons avoir la patience d'attendre des jours meilleurs, car si Paris ne fait rien c'est qu'il ne peut rien faire ! Mais si nous ne considérons pas notre Pays comme devant être sacrifié à un Pays voisin, alors nous ne sommes

plus des Français, et les problèmes des Français ne nous intéressent pas, non plus que nos problèmes les regardent : il faut savoir choisir SA liberté.

Mais le peuple de Breizh n'a pas eu la chance d'avoir des défenseurs aussi tenaces que le sont les défenseurs des Corses. C'est pour cela que les braves gens de Breizh s'en sont allés voter : pour l'un ou pour l'autre, pour la « droite » ou pour la « gauche », pour le « curé » ou pour la « communale », pour le « grand Charles » ou contre lui ; *de toutes façons pour la politique française*, que le diable emporte ! Qui lui jettera la pierre, à celui de chez nous qui a fait ce qu'il a cru être « son devoir » de citoyen anonyme ? Qui lui jettera la pierre, dites, alors que « ceux qui sont engagés » pour le combat breton, se sont accrochés au char-à-banc des politiciens, aux jeux politiques français ! Parce qu'enfin, que ferait un homme politique *quel qu'il soit*, mandaté pour gouverner la France, sinon que poursuivre la politique des intérêts français ? N'est-ce pas logique et juste ? Et si cet homme acceptait certaines conditions favorables aux intérêts bretons, même si cet homme se nommait Pleven (et un jour cela fut), la politique des intérêts français n'étant pas la même que celle exigée par les intérêts bretons, le chef du Pouvoir français (dans l'accomplissement honnête de son mandat) se trouverait bien vite obligé de ne pas tenir les promesses électorales qu'il avait faites aux Bretons « engagés ».

Combien faudra-t-il de temps et d'expériences infructueuses pour que les défenseurs du Peuple de Breizh s'aperçoivent de cette vérité élémentaire ?

Peut-être faudra-t-il attendre encore pour voir les militants bretons se décider à défendre le peuple breton ailleurs que dans l'arène politique française et réunir ainsi le faisceau entier de toutes les volontés bretonnes engagées dans une action commune.

Souhaitons ne plus voir les Mouvements de défense des Bretons s'enliser dans la boue des politiciens français, et y précipiter en même temps tout un peuple qui n'a pas besoin de cette épreuve d'usure morale qui *désagrège si bien* l'ossature de la société française. Puissent les responsables bretons y penser très souvent !

Souhaiter l'Europe des Ethnies, en parler, œuvrer pour sa réalisation, c'est bien, c'est juste. Militer dans ce sens, convaincre les hésitants, exposer publiquement cette position politique, la publier, demande un engagement total de celui qui n'hésite pas à mener cette bataille sans compromission, *sans cacher sa nationalité bretonne, sans nier l'existence de sa Patrie* (unique ou pas) : Breizh. Comment pourrait-il se pro-

clamer partisan de l'Europe des Ethnies, ou encore d'un système fédéraliste (hexagonal ou non), s'il reniait lui-même l'ethnie à laquelle il appartient, s'il reniait le territoire où vit son ethnie ? Dans ce cas, son action s'apparenterait-elle à celle d'un dilettante ou à celle d'un imposteur ?

Ce sont les questions que je me posais, en examinant la couverture de " La Vie Bretonne " (N° 91, octobre 1965).

Que lit-on sur cette couverture ? On lit en titre-choc : « L'Ouest sacrifié à la Ruhr parisienne ? ».

Au diable ! Que l'on me dise ce que c'est l' « ouest » ! S'agit-il de la bordure atlantique située à l'ouest des territoires français ? S'agit-il de l'ouest de l'Europe ? L' « ouest » de quoi et d'où ? Bien sûr, et parce que cette revue nous y a habitués, nous savons qu'il s'agit là d'un territoire vaguement plus étendu que celui de Breizh, et dans lequel notre Pays s' « incorpore ».

Ce jargon « ouestien » est celui de ceux qui renient leur Patrie, le langage des honteux, de ceux qui, sous couvert de ne rien brusquer et sous l'excuse de conserver le sens d'une certaine mesure, cachent, sous cette engeance, le nom de notre Nation bretonne ; le langage de ceux qui ont honte d'être Bretons, mais qui dissertent sur la vie bretonne !

Si je traduis la phrase « ouestienne » en langage clair, je lis : « La Bretagne sacrifiée à la Ruhr parisienne ? ».

Quelle question ! Qui ne sait déjà, parmi nos intellectuels engagés, que la Bretagne est sacrifiée par le gouvernement de Paris ? Voyez-vous l'affaire ! « Serions-nous sacrifiés ? si cela continuait, nous serions amenés à le penser ».

Ma foi, dans ces conditions, ne serait-il pas bon, pour le savoir, de créer quelque commission chargée d'étudier « si nous serions amenés à penser, le cas échéant, s'il est bien vrai que nous avons été et sommes encore sacrifiés aux intérêts parisiens, et quelle attitude prendre dans l'affirmative » ? A moins qu'avant la fin de cette étude passionnante et l'aboutissement pratique des conclusions de cette commission, l'Etat français « fasse le bon geste » ? Parce que, voyez-vous, ON attend un « bon geste ».

Des impatients disent que l'espoir de ce bon geste est une douce illusion parfaitement inoffensive qui occupe les veillées ou les conversations de salon, et qui place le théoricien de cette politique aimable dans la situation du Monsieur-qui-a-des-idées-nobles-et-originales.

Convenons, avec ces impatients, que cette position politique est confortable et qu'elle ne risque pas de faire jeter ses apôtres en prison, ainsi qu'il arrive souvent d'être à de nombreux militants Basques, Corses, Catalans et à bien d'autres

défenseurs authentiques de la liberté de leurs peuples. *On en fait toujours à la mesure de son courage, n'est-ce pas ?*

Et la photo, me dites-vous, que représentait-elle ? Elle représentait une vue du Port de Commerce de Brest : une grue transbordait dans un cargo un chargement de sacs. Tout donnait l'impression d'une activité commerciale dont le port de Brest avait bien besoin. Félicitations au photographe pour son cadrage et pour la chance qu'il a eue de trouver un navire de commerce dans le port (s'il y en avait 1, il méritait d'être photographié). Je n'ai pas eu cette chance, lors de ma dernière visite à Brest, fin juillet, car le port était VIDE. Totalement VIDE, à l'exception des 2 vedettes qui font le circuit touristique de la Rade. Il y avait, devant ce port abandonné, une photo à prendre qui eut mieux illustré la réalité et la légende : « La mer, chance de la Bretagne ».

Mais pour qu'une publication n'hésite pas à présenter une couverture d'un réalisme aussi déplaisant, il faut que les intellectuels « engagés » qui la composent ne craignent pas les risques de la vérité et fassent preuve de moins de « prudence ».

Au fait, savez-vous quel nom est donné à la « prudence », lorsqu'elle n'en finit plus d'être prudente ?

Si vous pensez que cette lettre est publiable, vous êtes tout autorisé à le faire. Je vous prie de croire, Monsieur et cher compatriote, à mes sentiments très dévoués à notre Patrie. »

G. R., 16-12-65.

■ CAMP DE JEUNESSE EN FRISE.

Pendant la première quinzaine de juillet, un Camp flamand de jeunesse est organisé en Frise, près de Ljouwert. Nos camarades flamands aimeraient recevoir deux ou trois jeunes Bretons (entre 15 et 20 ans). Les jeunes qui aimeraient prendre part à ce camp sont priés d'écrire à Pol Van Caeneghem, 2 Delhayeplein, Ronse (Oost-Vlenderen).

■ STAGE EUROPEEN EN BRETAGNE.

« L'U.F.C.E. (Union Fédéraliste des Communautés Européennes) organise, du 31 mars au 5 avril 1966, un stage pour l'ensemble des Jeunesses Européennes.

Il serait souhaitable qu'il y ait une assez nombreuse participation des jeunes des organisations bretonnes.

Les frais d'inscription au stage sont de 50 F mais il est toutefois précisé que pour les jeunes qui le désireront l'héber-

gement et les repas seront gratuits pendant toute la durée du stage ainsi que tous les voyages et excursions.

Les personnes intéressées pourront s'inscrire directement à l'Union Fédéraliste des Communautés Européennes : Rolighed, Rungsted Kyst (Danemark), ou au Comité d'Action Régionale correspondant de l'U.F.C.E. : 9, rue Kergariou à Quimper.

Nous pensons qu'il est indispensable d'avoir des participants de Bretagne pour accompagner les jeunes d'une quinzaine de pays qui seront présents à Quimper pour ce stage. »

■ LUNDI DE PAQUES A SCRIGNAC.

Comme chaque année, le pèlerinage de Pâques se déroulera à Scrignac le lundi 11 avril, en souvenir de tous ceux qui sont morts pour la Bretagne et en communion de pensée avec les Celtes de tous pays qui célébreront à Dublin, ce même Lundi de Pâques, le 50^e anniversaire de la rébellion de 1916 qui fut le point de départ de la libération irlandaise.

À 11 heures le matin, cérémonie près du lieu-dit LA CROIX ROUGE, à l'endroit même où l'Abbé Perrot est tombé le 12 décembre 1943 ; à 15 heures, cérémonie à la chapelle de Koad-Keo, où son corps repose.

Repas à midi à Scrignac.

Le lieu-dit La Croix Rouge se trouve à l'intersection de la Départementale 114 (Huelgoat-Bolazec) et de la Départementale 54. La croix a été élevée à environ 300 mètres de cette intersection, sur le chemin vicinal qui va de ladite intersection au bourg de Scrignac.

La chapelle de Koad-Keo (Coat-Quéau sur les panonceaux) est indiquée, à gauche, sur la D. 114.

Le pèlerinage est, comme toujours, organisé par l'Unvaniezh Koad Kev.

EMGLEV AN TIEGEZHIOU

UNION DES FAMILLES BRETONNANTES :

camps, sorties, concours, etc

Centre de Saint-Brieuc : Y. Souffez Despré, 23, rue du Trégor

Centre de Rennes : Alan al Louarn, 30, place des Lices

Chronique des Nations

CELTIE

PAYS DE GALLES.

• Progrès et réorganisations du Parti Gallois (*Plaid Cymru*).

Les émissions faites à la radio et à la télévision par les dirigeants nationalistes gallois n'ont pas été inutiles ; cette concession pourtant dérisoire (cinq minutes par an, cf. "Ar Vro", n° 34) a provoqué un grand intérêt dans la population ; des centaines de lettres ont été adressées au siège du Parti dans les jours qui ont suivi les émissions, et le Parti a recruté ainsi mille nouveaux adhérents en deux mois (il fallait douze mois pour atteindre ce chiffre ces dernières années) ; le Parti a reçu pendant la même période des dons s'élevant à plus de 1.000 livres sterling. Le Parti a actuellement 16.000 adhérents (à l'échelle de la population française ce chiffre correspondrait à plus de 300.000 adhérents).

Le Comité Exécutif a décidé de réorganiser le Parti, tâche qui était préparée depuis deux ans ; les progrès du Parti exigent en effet une augmentation du nombre des permanents. Le Comité Exécutif, qui avait soixante membres, sera remplacé par un Comité plus restreint mais qui se réunira plus souvent et disposera de plus larges responsabilités ; les Comités de branches et de districts seraient réorganisés également et reliés plus étroitement au Centre.

D'autre part, le Parti Gallois s'est inspiré de l'exemple du Parti National Ecossais pour créer trois directeurs, nommés par le Conseil Général du Parti et responsables devant lui, mais qui auront une entière liberté d'action. Le Département de l'organisation a été confié à Mr. Glyn Johnes (lui-même ingénieur-chef du service de planification dans une grande entreprise), le Département de la recherche politique à Mr. Chris Rees, celui des élections locales et parlementaires à Miss Lili Thomas ; le Comité financier a été élargi et sera géré par une équipe.

Les dirigeants du Parti sont encouragés par le succès des émissions à la radio et à la T. V., par les progrès récents du

Parti National Ecosais (cf. " *Ar Vro* ", n° 34) et par le fait qu'un certain nombre de Gallois perdent confiance dans le Parti Travailliste.

La politique du Parti Travailliste a déçu ; le gouvernement Wilson n'avait aucun plan pour le Pays de Galles et les mesures qu'il a prises ont frappé les principales activités économiques du Pays de Galles ; malgré les promesses des députés travaillistes, la réduction des lignes de chemin de fer a été poursuivie, l'industrie de l'acier a vu son activité réduite et la plupart des mines de charbon vont être fermées, sans que le reclassement des mineurs ait été prévu.

Le Parti Libéral, qui a ses principaux bastions en Ecosse, Galles et Cornouailles, voit s'éloigner aussi certains de ses partisans. Un certain nombre de personnalités libérales du Comité de Carmarthen ont annoncé leur décision de soutenir le candidat nationaliste gallois aux prochaines élections. Le Parti Libéral est, il est vrai, favorable à une certaine autonomie de l'Ecosse et du Pays de Galles, mais lorsqu'il était au pouvoir il ne fit rien pour satisfaire les revendications galloises.

• *Le combat pour la langue.*

Une majorité de la population galloise demande que soit accordé à la langue du pays un statut de langue officielle. Des commissions ont été nommées pour étudier la question, ont remis des rapports, mais le « statut » se fait attendre. C'est ce qui a incité la courageuse organisation nationaliste de Défense de la Langue Galloise à renforcer son action. La langue galloise n'a pas encore de statut officiel dans l'administration des postes : pour protester contre ce fait, de jeunes nationalistes ont occupé, pendant une journée, deux bureaux de postes : celui de Lanbedr Pont Steffan et celui de Dolgellau, interdisant l'utilisation de ces bureaux à tout autre qu'à eux-mêmes, qui se servaient uniquement de la langue galloise. Quatre membres de la même association se sont livrés à un jeûne de la faim de quatre jours, à Merthyr Tydfil : ce sont Emyr Llewellyn Jones, 24 ans, John Daniel, 27 ans, Geraint Jones, 24 ans, et Gareth Miles, 27 ans. John Davies, secrétaire de l'association, qui compte de nombreux amis en Bretagne, a déclaré que ce jeûne devait être considéré comme la preuve que l'association est déterminée à mettre fin à la situation d'infériorité dans laquelle se trouve la langue galloise.

Ce qui a frappé les observateurs c'est la jeunesse et la volonté de vaincre des manifestants « pour la langue ». Ils comptent parmi les propagandistes les plus engagés du Pays de Galles.

Mrs. Delyth Davies a refusé de payer une amende infligée pour stationnement interdit parce que cette amende ne lui était pas demandée en gallois. On lui a fait parvenir un document dans la langue du pays.

• *Tryweryn.*

Des incidents violents ont eu lieu lors de l'inauguration du barrage de Tryweryn, barrage édifié par la ville de Liverpool, en territoire gallois, et dont le résultat a été de détruire une vieille communauté de langue galloise. Plusieurs centaines de manifestants ont empêché le Lord Maire de Liverpool de prononcer son discours et l'inauguration s'est faite au milieu de protestations véhémentes. A la suite de ces incidents, le Lord Maire de Liverpool a accepté une rencontre avec M. Gwynfor Evans, président du Parti National Gallois, au cours de laquelle ont été discutés les moyens de dédommager la nation galloise pour les pertes subies.

• *Cilmeri.*

Le premier numéro d'une nouvelle revue, " *Cilmeri* ", organe du groupe d'études et d'action New Nation, est récemment sorti des presses. Il contient des articles de Harri Webb, Ray Smith, président du nouveau groupe, et Emrys Roberts, ancien secrétaire général du Parti Gallois. Le directeur de la revue est John Legonna. Adresse : " *Cilmeri* ", Garth Newydd, Merthyr Tydfil, Glam. Cymru.

• *Elections.*

Aux prochaines élections générales en Grande-Bretagne, le Parti Gallois présente des candidats dans la plupart des circonscriptions.

EUROPE

FLANDRE.

- *Exemple irlandais.*

En janvier, le film irlandais MISE EIRE, qui retrace le combat irlandais pour la liberté, a été projeté à Antwerpen, Gent, Brussel et Mechelen, par les soins de l'organisation des Educateurs nationalistes flamands Were Di.

EUZKADI.

- *Activité accrue de la Résistance Basque.*

Les diverses organisations basques continuent leurs efforts de propagande, malgré la clandestinité et malgré la répression : distribution de tracts, inscriptions en basque ou en espagnol sur les murs ou sur les rochers, drapeaux basques (parfois de grande dimension) fixés sur les pylônes à haute tension ou sur les montagnes.

Les commandos de E.T.A. (mouvement nationaliste de gauche) et ceux de Euzko-Gaztedi (organisation de résistance du Parti Nationaliste Basque) rivalisent dans ces actions de propagande ; il leur arrive de participer à des actions communes, comme le 17 octobre pour la Journée du Gudari (Soldat Basque) dans certaines localités.

Ces actions ont été particulièrement nombreuses le 18 juillet 1965, jour où les officiels commémorent l'anniversaire du soulèvement franquiste ; par exemple, dans la vallée d'Arriata, tous les monuments publics avaient été recouverts d'inscriptions, des pancartes et des drapeaux basques fixés en divers endroits.

Les symboles de l'Espagne et du régime franquiste sont arrachés en divers endroits (le joug et les flèches, insignes de la Phalange, les plaques ou inscriptions commémorant la « croisade » franquiste, les drapeaux espagnols).

Le 14 juillet, dans le pays Basque Nord, des inscriptions avaient été peintes au cours de la nuit dans la plupart des localités ; on voyait fréquemment le slogan patriotique $7 = 1$ ou $3 + 4 = 1$ (sur sept provinces basques, quatre ont été annexées à l'Espagne et trois à la France). Dans le Nord comme dans le Sud, des tracts rédigés en plusieurs langues

européennes ont été distribués aux touristes pour leur signaler l'existence du problème basque.

Ces actions de propagande ont été particulièrement nombreuses au cours des fêtes profanes ou religieuses de l'été, et elles ont permis de constater qu'une grande partie de la population manifestait ouvertement sa sympathie envers le nationalisme basque.

Le 5 octobre 1965 la fête traditionnelle des montagnards à Urbia a été l'occasion d'une de ces manifestations ; les membres d'Euzko-Gaztedi (E. G. I.) avaient distribué des tracts rédigés en basque et en espagnol invitant tous les participants à se réunir face au refuge d'Urbia pour « manifester leurs sentiments ».

Plus de la moitié des participants répondirent à l'appel et trois milles personnes entamèrent l'hymne national basque (interdit par les autorités franquistes) tandis qu'un ancien soldat de l'armée basque brandissait un drapeau au-dessus de la foule... C'est la première fois depuis la fin de la guerre civile qu'une manifestation de ce genre avait lieu en plein jour (les rassemblements de Vergara et Guernica ont été silencieux).

Les fêtes traditionnelles ont été l'occasion pour les organisations de résistance d'actions de propagande et les jeunes y trouvent l'occasion de se rassembler pour entonner, malgré les interdictions, les chants patriotiques basques.

L'exécutif de E.T.A. a publié en août 1965 un communiqué au peuple basque annonçant : « En raison des nécessités inhérentes à l'étape actuelle, nous commencerons à effectuer, dans certaines circonstances, et indépendamment de l'aide populaire, la réquisition de moyens nécessaires à la lutte révolutionnaire. Ces mesures seront prises avec la plus extrême prudence et dans aucun cas il ne sera touché aux biens matériels des personnes qui en ont besoin pour vivre avec dignité ».

E.T.A. suit donc la voie de la plupart des organisations de résistance ; le Parti Nationaliste Basque n'a pas annoncé de mesures analogues, sans doute dispose-t-il de ressources plus élevées.

- *Gudari Eguna (le Jour du Soldat) 17 octobre 1965.*

« Le 15 octobre 1937 douze Gudaris représentant les « diverses tendances politiques basques étaient fusillés à « Santaña. De nombreux soldats basques sont tombés au

« combat ou ont été fusillés avant cette date et aussi par la suite. A leur mémoire, en l'honneur de ceux qui ont combattu, pour soutenir ceux qui continuent la lutte et afin que ceux qui ne l'ont pas encore fait participent à cette lutte, le Gouvernement d'Euzkadi a institué le jour du *Gudari* le dimanche qui suit cet anniversaire, qui est, en 1965, le 17 octobre » (1).

Des tracts portant ce texte ont été distribués dans tout le pays basque au début d'octobre, et le poste clandestin Radio-Euzkadi a diffusé la même consigne.

La police et la garde civile firent tout leur possible pour empêcher les commémorations, par des arrestations préventives, des amendes, des interventions auprès du clergé pour éviter la célébration des messes commémoratives.

Il serait évidemment impossible de relater toutes les cérémonies et les rassemblements qui ont eu lieu en Euzkadi le 17 octobre ; de nombreuses messes ont été célébrées, mais dans certaines localités elles furent interdites par les vicaires généraux ; des rassemblements ont eu lieu dans les montagnes. Dans certains cas, la garde civile est intervenue et a procédé à des arrestations mais s'est souvent bornée à exiger les papiers et à noter les noms.

• *La répression policière et les procès.*

Les diverses polices ont été particulièrement actives au cours de l'été ; elles ont multiplié les arrestations et les amendes afin de décourager les manifestations ; de nombreux « mouchards » ont été recrutés, mais vite repérés.

L'effet recherché est parfois obtenu, car « Zutik » signale que certains, après avoir passé quelques jours en prison,

(1) Nous tenons à rappeler à cette occasion que si les exécutions sommaires et même les massacres ont été nombreux pendant la guerre civile et cela aussi bien du côté franquiste que du côté républicain, c'est à l'honneur du Gouvernement basque d'avoir tout fait pour empêcher et réprimer de tels actes ; des milliers de vies humaines ont été sauvées grâce à l'action de la police basque et à l'intervention personnelle des ministres basques, l'ordre a été maintenu en Euzkadi jusqu'à la défaite et les prisonniers politiques mis en liberté ; les franquistes ne paraissent pas y avoir été sensibles car les cours martiales (où siégèrent des gens qui devaient la vie aux autorités basques) prononcèrent plusieurs milliers de condamnations à mort ; les « croisés » fusillèrent dix-huit prêtres basques, parmi lesquels le R. P. Ariztumua, le plus grand écrivain de langue basque, et des aumôniers de l'armée basque.

abandonnent toute activité politique et se réfugient dans le folklore, affirmant « qu'il n'y a rien à faire pour le moment ». (« Zutik », n° 31, Juillet 1965.)

Les amendes ont été distribuées avec générosité ; beaucoup ont été condamnés pour avoir organisé des fêtes basques et même pour avoir joué du *txistu* sans autorisation. Les prêtres qui manifestèrent des sentiments basques ont été aussi particulièrement visés : en juin dernier, trois prêtres ont été condamnés par le gouverneur de Biscaye à une amende de 25.000 pesetas (environ 2.000 francs chacun) ; deux d'entre eux pour avoir assisté à une manifestation organisée pour protester contre l'interdiction d'une fête folklorique prévue par la Jeunesse de l'Action Catholique Rurale ; le troisième, aumônier de ce mouvement de jeunesse, était accusé de recueillir des fonds pour aider le R. P. Gabigacogeoasoa à payer une amende de 10.000 pesetas (cf. « *Ar Vro* », n° 31).

Il semble pourtant que tous les membres de la police, et même ceux de la garde civile, ne manifestent pas toujours la même ardeur. « Zutik » rapporte un fait significatif : le 18 juillet une patrouille de la garde civile est tombée sur un groupe de militants d'E. T. A. qui fixaient des drapeaux basques : au lieu de tirer sans avertissement, comme ils en ont l'ordre, les gardes civils firent demi-tour.

• *Procès et arrestations au Pays Basque.*

Onze Basques, accusés d'être membres du Parti Nationaliste Basque, ont été jugés le 23 octobre 1965 par le Tribunal d'Ordre Public de Madrid et condamnés chacun à un an de prison et 10.000 pesetas d'amende (830 F) ; l'un d'eux a été acquitté.

Quatre syndicalistes membres de E. L. A. (Solidarité des Travailleurs Basques, syndicat basque chrétien qui s'est constitué dans la clandestinité) ont été arrêtés en juin 1965 et mis en liberté provisoire trois mois plus tard. Ils ont déclaré avoir été frappés et torturés par la garde civile. Deux membres d'E. L. A. avaient déjà été condamnés le 8 mai 1965.

Le 11 décembre, trois Basques accusés d'appartenir à E. T. A. (Mouvement nationaliste de gauche) ont été jugés par le Tribunal d'Ordre Public de Madrid ; le procès a été reporté, des contestations ayant surgi au sujet de la traduction de lettres rédigées en basque.

Le 15 novembre, un étudiant habitant le Pays Basque Nord

a été arrêté par la garde civile ; des exemplaires du journal " Enbata " étaient trouvés dans sa voiture, ainsi qu'une lettre où était mentionné " Zutik " (publication clandestine d'E. T. A.). Le jeune homme, Patxi Noblia, a été soumis pendant trois jours à des interrogatoires presque ininterrompus, mais les policiers de la brigade politico-sociale n'ont rien pu lui faire avouer et Noblia a été relâché après avoir payé une amende de 5.000 pesetas pour transport de propagande illégale. Un policier a déclaré qu'il ne voulait pas faire un autre martyr, comme Christiane Etchalus. Celle-ci a été transférée depuis plusieurs mois, ainsi que plusieurs militants basques, à la prison de Carabanchel, à Madrid. Arrêtée en février 1965, elle n'a pas encore été jugée.

• *Jose Luis Zalbide.*

Ce jeune patriote de 26 ans, élève ingénieur, a été arrêté à la suite d'un accident d'automobile le 24 septembre 1965 ; grièvement blessé, il a été transféré à l'Hôpital militaire de Donostia (Saint-Sébastien), puis mis au secret à la prison provinciale.

Arrêté une première fois en décembre 1963 pour ses activités parmi les étudiants de Bilbao, il avait été mis en liberté provisoire six mois plus tard, puis avait décidé de passer dans la clandestinité où il dirigeait un commando d'E. T. A. Le 24 septembre 1965, appliquant les nouvelles consignes de l'organisation (cf. supra), les membres du commando enlevaient à Vergara un encaisseur de la Banque de Saint-Sébastien afin de se procurer des fonds. C'est à la suite de cette attaque que Zalbide fut arrêté fortuitement, car on avait trouvé sur lui un revolver et de faux papiers.

Le 6 janvier Zalbide a commencé une grève de la faim car on lui refuse le statut de prisonnier politique.

Le 14 janvier E. T. A. a organisé à Saint-Sébastien une manifestation silencieuse en faveur de Jose Luis Zalbide ; la police a dispersé les manifestants, procédé à onze arrestations dont trois ont été maintenues.

■

Les arrestations de militants basques et les procès engagés contre eux ont été particulièrement nombreux en 1965 (nous en avons signalé les principaux dans " *Ar Vro* ") ; ils ont frappé surtout les militants d'E. T. A. mais aussi ceux du Parti

Nationaliste Basque et d'Enbata, les syndicalistes de la Solidarité des Travailleurs Basques (E. L. A.), des prêtres. Le nombre d'arrestations est bien supérieur à celui des arrestations effectuées dans toute l'Espagne ; nulle part, semble-t-il, la résistance n'est aussi active ni aussi organisée qu'en Euzkadi, mais la répression y est aussi particulièrement intense. Le gouvernement franquiste a toujours manifesté une hostilité particulière envers les nationalistes basques ; le fait que la majorité d'entre eux soit catholique est encore un facteur supplémentaire d'hostilité à leur égard.

• *Procès au Pays Basque-Nord.*

La Cour d'Appel de Paris a confirmé le jugement du Tribunal de Bayonne qui avait condamné nos amis Jacques Abeberry (dont " *Ar Vro* " vient de publier un article ; cf. n° 34) et Simon Haran, membres du Comité Directeur d'Enbata, respectivement à un mois et quinze jours de prison et à 1.000 francs d'amende pour violences et injures envers la force publique le 5 septembre dernier, alors qu'ils distribuaient avec un groupe de militants des exemplaires du journal " Enbata ", où un article attaquait le gouvernement espagnol à propos de la détention de Christiane Etchalus (cf. " *Ar Vro* ", n° 33) ; le préfet des Basses-Pyrénées a interdit la diffusion des numéros d' " Enbata " qui traitaient du cas Etchalus. (Le gouvernement français a sans doute des motifs de ne pas faire de peine au gouvernement espagnol.)

La police avait arrêté une vingtaine de nationalistes basques qui opposaient une résistance passive en se couchant sur le sol. (A ce propos, nous nous demandons pourquoi les journaux de Paris — " *Le Monde* " y compris — utilisent les guillemets lorsqu'ils parlent de « nationalistes basques » au Nord des Pyrénées et suppriment les guillemets lorsqu'ils se trouvent au Sud. Les guillemets paraissent réservés aux « nationalistes » et « autonomistes » se trouvant à l'intérieur de l'hexagone. Est-ce une façon de dire : « sauf votre respect » comme certains habitants de « l'Ouest » quand ils mentionnent certains animaux ?)

• *Ce n'est pas seulement à Rennes...*

L'évêque de Bilbao refuse une messe basque demandée par les étudiants.

Un groupe d'étudiants de la Faculté de Sciences Econo-

miques de Bilbao avait présenté une requête à Mgr Gulpide pour demander l'autorisation de célébrer une messe en basque une fois par semaine dans la chapelle de la Faculté.

La pétition a été présentée à l'évêque par le vice-doyen et un professeur le 26 octobre ; quelques semaines plus tard, Mgr Gulpide recevait une délégation d'étudiants et leur signifiait un refus formel.

Mgr Gulpide s'est signalé en 1965 par l'appui qu'il a donné aux autorités franquistes. Il a autorisé le procès intenté contre le R. P. Gabigacogascoa, il a destitué plusieurs aumôniers de l'Action Catholique Ouvrière et déplacé plusieurs professeurs du séminaire.

Il faut dire que les prêtres basques, pas plus que les prêtres catalans, ne paraissent pas se laisser impressionner : cent cinquante d'entre eux étaient venus à Madrid à l'occasion du procès de leur confrère, le 13 mai 1965 ; près de deux cents s'étaient groupés devant le Palais de Justice de Bilbao le 29 mai et avaient fait circuler un texte ronéotypé expliquant les motifs religieux de leur solidarité avec le R. P. Gabigacogascoa.

• *Rafle à Bilbao parmi les groupes folkloriques.*

L'aspect patriotique basque que prennent de plus en plus les fêtes folkloriques inquiète les autorités espagnoles qui ont décidé des mesures de répression et ont procédé à une véritable rafle « dans le style Gestapo » : les 10 et 11 janvier un certain nombre de personnes n'ont pas reparu à leur domicile. La police et le gouvernement civil de Bilbao affirmaient tout ignorer.

« Gudari » (organe clandestin de Euzko-Gaztedi) fournit, dans son premier numéro de 1966, le nom de dix personnes arrêtées, parmi lesquelles un joueur de *txistu* et des dirigeants de six groupes folkloriques de Biscaye. Tous les détenus ont été torturés par la police sous la direction du policier Escobar, spécialiste de la répression anti-basque ; un seul a échappé aux tortures, car il est citoyen irlandais.

Le transfert des prisonniers à la prison de Larrinaga a été l'occasion d'une manifestation en leur faveur.

• *Radio-Bilbao diffuse des cours de basque.*

Le 24 janvier, Radio-Bilbao a commencé une série d'émissions consacrées à la langue basque. Un manuel, qui corres-

pond aux leçons diffusées par la radio, a été édité et plusieurs millions d'exemplaires ont été vendus en quelques jours.

Il semble donc que le régime franquiste, qui avait procédé à une véritable persécution de la langue basque pendant près de vingt ans, ait décidé une politique de libération culturelle ; les autorités ont pourtant fermé, en mai 1965, une école privée bilingue à Lequiro.

FRISE.

• *Décision historique du Parlement Frison.*

Les Etats de Frise (c'est-à-dire le Parlement Régional) ont décidé, à l'unanimité moins une voix, le 22 décembre, de consacrer la somme de 30.000 guilders à promouvoir l'emploi de la langue frisonne. Cette décision est importante car jusqu'à une époque récente l'immense majorité des députés était hostile ou indifférente ; ils considéraient avec suspicion les activités du Mouvement Frison, et les Etats avaient même interdit l'emploi du frison au cours des débats ; or, le 22 décembre, les députés ont entonné spontanément, après leur vote, l'hymne national frison, considéré autrefois comme subversif.

La subvention de 30.000 guilders que le budget provincial va consacrer en 1966 à l'offensive en faveur de la langue est considérée comme insuffisante par les auteurs mêmes de la proposition, et les Etats ont envisagé une augmentation éventuelle de cette subvention.

Le Conseil du Mouvement Frison a estimé les crédits nécessaires à 180.000 guilders si l'on veut introduire l'emploi du frison dans l'Administration, élargir sa place dans l'enseignement, à la radio et à la télévision ; mais le Conseil considère que la Frise ne devrait pas être seule à fournir ces crédits, auxquels devrait participer le gouvernement central des Pays-Bas ; le frison est une langue des Pays-Bas tout autant que le néerlandais.

La déclaration du Conseil insiste surtout sur l'utilisation du frison dans l'Administration et les *mass-media*. Le vote des Etats de Frise correspond à l'intérêt croissant manifesté par les partis politiques envers la cause frisonne ; l'approche des élections et la création d'un parti politique frison n'y sont peut-être pas étrangers (cf. « *Ar Vro* », n° 34). Ainsi le Parti

Travailleiste vient de publier un programme rédigé en frison dans lequel il se prononce en faveur de l'utilisation du frison dans la vie publique et propose la création d'un poste de délégué aux affaires linguistiques.

• *Elections.*

Au mois de mars prochain se dérouleront dans les Pays-Bas des élections pour les Conseils Provinciaux. Le F.N.P. (Frysk Nasionale Parti = Parti National Frison) présentera des listes en Frise.

Le parti vient de publier un manifeste, dans lequel sont résumés les principaux points d'action du parti :

- entière reconnaissance du frison dans l'enseignement et l'administration ;
- autonomie plus large pour les conseils provinciaux ;
- réorganisation fédéraliste des Pays-Bas dans une Europe elle aussi fédéralisée.

Sur le plan économique :

- les gisements de gaz découverts en Frise doivent profiter à la communauté frisonne ;
- équipement du port d'Harnz qui est d'importance primordiale pour la Frise ;
- politique de promotion sociale pour toutes les couches de la population et spécialement pour l'agriculture menacée.

Le parti se prononce aussi en faveur de la conservation du paysage frison.

A noter que le C. H. U. (Christelijke Historische Unie = un petit parti protestant) laisse à ses sections le choix de mener leur campagne en néerlandais ou en frison.

AFRIQUE

LA SITUATION DES TERRITOIRES PORTUGAIS D'AFRIQUE EN 1965.

*Angola cada vez maior
Angola cada vez melhor
Angola cada vez mais portuguesa.*

Angola toujours plus grand
Angola toujours meilleur
Angola toujours plus portugais.

(Slogan porté sur les affiches apposées par les autorités portugaises.)

La situation dans les territoires portugais est mal connue ; les insurrections déclenchées en Guinée, en Angola et plus récemment au Mozambique ont amené les autorités portugaises à effectuer un effort militaire important et en même temps à accélérer le développement économique de ces pays tout en affirmant leur volonté de créer une nation multiraciale. Il est incontestable que l'armée portugaise a obtenu des succès importants, réussissant en Angola surtout à refouler les maquis nationalistes vers les zones frontalières.

Les mouvements nationalistes sont d'ailleurs affaiblis par leurs dissensions internes et les contre-offensives portugaises n'ont pas renforcé l'unité. Il existe pourtant dans chaque territoire africain un mouvement plus important que les autres et qui se trouve être pratiquement le seul à diriger la lutte armée : c'est le Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et des Iles du Cap Vert (P.A.I.G.C.), le Front National pour la Libération de l'Angola (F.N.L.A.) et le Front de Libération du Mozambique (F.R.E.L.I.M.O.). Le P.A.I.G.C. et un autre parti angolais, le M.P.L.A., ont été à l'origine de la création, en 1961, de la Conférence des Organisations Nationalistes des colonies portugaises, à laquelle ont adhéré le F.R.E.L.I.M.O. et le Comité de Libération de Saint-Thomas et Principe (deux îles portugaises du Golfe de Guinée), mais les autres partis n'y adhèrent pas et en particulier le principal parti angolais, le F.N.L.A., qui a constitué un gouvernement provisoire.

Les rivalités personnelles, les tendances idéologiques, les influences étrangères sont à l'origine de ces oppositions. Les quatre partis nationalistes précités ont tenu, en octobre 1965,

à Dar Es Salaam (Tanzanie) une conférence destinée à coordonner leur stratégie politique et militaire.

La situation militaire paraît en effet plus favorable au Portugal, sauf en Guinée, et le Portugal peut continuer à maintenir l'effort actuel pendant longtemps.

Les pertes humaines paraissent limitées. Le ministère portugais à la défense évaluait les pertes subies, pour 1964, à 180 morts au combat et 85 tués au cours d'accidents ; pour les sept premiers mois de 1965, à 118 hommes tombés au combat et 102 tués au cours d'accidents. Certains commentateurs sont parvenus à des chiffres plus élevés à partir des communiqués portugais (333 morts en 1964 et 241 morts pendant les sept premiers mois de 1965, selon l'Associated Press) mais les organisations nationalistes indiquent évidemment des chiffres plus élevés.

Par contre le coût financier des opérations militaires est lourd à supporter pour un pays pauvre. Les dépenses militaires ont été estimées à 40 % du budget en 1965 et elles augmentent chaque année. Le gouvernement portugais a dû contracter des emprunts à l'étranger et la dette publique s'est accrue de 50 % entre 1961 et 1965. Le service militaire a été porté à quatre ans.

Cependant les territoires portugais d'Afrique ont l'avantage de fournir des quantités importantes de devises grâce aux exportations de produits agricoles et de minerais métalliques. Les insurrections nationalistes n'ont pas jusqu'ici entravé les progrès de la production et seule l'économie guinéenne a été sévèrement affectée, mais la Guinée est le territoire le plus exigu et le moins riche.

Il ne semble pas que le gouvernement portugais réduise son effort ni qu'il se décide à modifier sa politique ; seul un changement de régime, suivi de pressions extérieures, pourrait entraîner une modification de cette politique ; mais il est également impossible que l'armée portugaise puisse éliminer complètement les maquis nationalistes, tant que ceux-ci conservent leurs bases sur le territoire des États voisins.

GUINEE.

Les nationalistes guinéens ont réussi à faire échec aux contre-offensives portugaises ; les forces du P.A.I.G.C. contrôlaient, suivant les porte-parole de ce parti, 40 % du

territoire (15 % seulement selon la déclaration d'un ministre portugais en juillet 1963).

Les origines et les progrès de l'insurrection, la situation politique en Guinée ont été analysés dans la « Chronique des Nations » (« *Ar Vro* » n° 26, p. 68-70). Le P.A.I.G.C. est surtout puissant dans le sud du pays, mais depuis deux ans des maquis nationalistes se sont infiltrés dans le nord, près de la frontière sénégalaise, où existent aussi quelques maquis organisés par le Front de Libération pour l'indépendance nationale de la Guinée dite portugaise (F.L.I.N.C.) dont le quartier général est à Dakar ; ce mouvement, qui groupe des éléments politiquement plus modérés, est soutenu par le gouvernement sénégalais, tandis que le P.A.I.G.C. a l'appui du gouvernement de la Guinée ex-française. Le gouvernement sénégalais a cependant ouvert des négociations avec Amílcar Cabral, Secrétaire Général du P.A.I.G.C., car la situation aux frontières s'est aggravée depuis l'intensification de la guérilla ; près de 40.000 personnes se sont réfugiées en territoire sénégalais, et les autorités sénégalaises ont quelques difficultés à assurer la sécurité aux frontières, que traversent les maquis nationalistes et les commandos portugais utilisant le « droit de suite ».

Les troupes portugaises n'ont pas réussi à réoccuper le terrain conquis par les nationalistes ; l'absence de réseau routier dans l'intérieur représente un obstacle aux opérations militaires. Les forces nationalistes multiplient d'ailleurs les raids contre les postes portugais ; le 25 août 1965, les maquis ont réussi à pénétrer dans la ville d'Obassato et à incendier les casernes portugaises.

L'étendue des territoires contrôlés par les maquis, l'insécurité générale ont été défavorables à l'économie guinéenne et les exportations ont baissé.

ANGOLA.

L'insurrection angolaise a commencé, comme l'insurrection guinéenne, en 1961, mais après des succès initiaux (cf. « *Ar Vro* » n° 26, pp. 70 à 72 ; n° 27, p. 69) a connu des revers importants devant les progrès de la contre-offensive portugaise. Les guérillas n'ont pu se maintenir que dans quelques régions du nord, près de la frontière congolaise ; l'armée et la

police portugaises ont réussi à confiner l'insurrection dans cette zone.

Le nationalisme angolais continue à être affaibli, non seulement par le conflit entre le M. P. L. A. et le Gouvernement Provisoire dirigé par Holden Roberto, mais aussi par des dissidences à l'intérieur des deux groupements, dissidences soutenues par certains Etats étrangers et peut-être même financées par des « escudos » portugais. C'est ainsi qu'on peut expliquer le simulacre de putsch dirigé, le 25 juin 1965, contre Holden Roberto par l'un de ses ministres ; les bureaux du Gouvernement Provisoire ont été mis à sac, mais la police congolaise a arrêté les putschistes.

Les efforts de certains dirigeants africains pour trouver un compromis entre le M. P. L. A. et le Gouvernement Provisoire ont échoué ; le Gouvernement Révolutionnaire provisoire de l'Angola en exil (G. R. A. E.) a en effet été reconnu par la plupart des Etats africains et il dirige la quasi totalité des maquis angolais ; les combattants sont formés en territoire congolais, au camp d'entraînement de Kikuzu, mais la plupart des membres de l'armée de libération appartiennent aux ethnies du Nord ; ce sont surtout des Bakongos.

Les maquis luttent depuis deux ans dans des conditions très difficiles et ne s'éloignent guère de la zone frontrière. Le M. P. L. A. a réussi à créer quelques maquis dans l'enclave de Cabinda située entre les deux républiques congolaises. Il a l'appui du gouvernement de Brazzaville.

La police portugaise est très active en Angola et les activités clandestines des mouvements politiques angolais sont sévèrement réprimés ; aussi le 2 octobre 1965 sept Portugais originaires d'Angola ont été traduits devant le Tribunal portugais des affaires politiques sous l'accusation d'être membres d'une organisation qui a pour but l'indépendance de l'Angola.

MOZAMBIQUE.

La lutte armée a été déclenchée beaucoup plus tardivement au Mozambique. C'est le Front de Libération du Mozambique (F.R.E.L.I.M.O.), constitué en juin 1962 par la fusion de trois organisations politiques, qui a donné le signal de la lutte armée le 25 septembre 1964 (cf. " *Ar Vro* ", n° 28, p. 79).

Un certain nombre de maquis ont pu être implantés dans le nord du territoire à partir de la frontière tanzanienne. Le

F.R.E.L.I.M.O. a son quartier général à Dar es Salaam et bénéficie du soutien actif du gouvernement tanzanien, de même que le P.A.I.G.C. a l'appui de la Guinée et le gouvernement provisoire angolais celui du Congo. Le Malawi et la Zambie par contre ont refusé d'autoriser le F.R.E.L.I.M.O. à installer des camps militaires sur leur territoire. Les mouvements nationalistes rivaux du F.R.E.L.I.M.O., qui ont fusionné en juin 1965 pour fonder le Comité Révolutionnaire du Mozambique, ont cependant fixé le siège de ce nouvel organisme à Lusaka, capitale de la Zambie. La Zambie, et surtout le Malawi, doivent demeurer prudents car une grande partie de leur commerce extérieur se fait par les ports du Mozambique.

Les autorités portugaises cherchent à obtenir le même résultat qu'en Angola : contenir les maquis à faible distance de la frontière, car il est impossible d'en empêcher le franchissement ; aussi les Portugais ont-ils délimité une zone de 500 km² le long de la frontière divisée en secteurs de 65 km², lesquels sont patrouillés par des commandos chargés de signaler les mouvements de maquis ; les forces concentrées dans les villes interviennent dès qu'une infiltration est signalée.

Malgré ces mesures, des guérillas ont pu s'implanter dans les régions montagneuses et aux frontières des deux districts frontaliers de Nyassa et de Gabo Delgado ; des infiltrations ont eu lieu plus au sud dans une région proche de la frontière du Malawi. Des combats ont eu lieu dans deux régions au cours de l'année 1965. Les autorités portugaises et le F.R.E.L.I.M.O. publient périodiquement des communiqués, évidemment contradictoires. En novembre 1965 l'armée portugaise a entrepris des opérations de nettoyage dans la région peuplée par les Makondé, et des opérations importantes ont été lancées en janvier 1966 à la suite desquelles les autorités portugaises ont annoncé des succès importants contre les maquis nationalistes, qui auraient perdu cent quatre-vingt morts au cours de la deuxième semaine de Janvier.

Les autorités portugaises affirment d'ailleurs que les activités militaires des nationalistes sont en régression depuis quelques mois. Un ministre tanzanien, M. Oscar Kambona, affirmait au contraire, le 31 janvier 1966, devant le Comité de Libération de l'Organisation de l'Unité Africaine, que le Portugal avait subi de sévères défaites au cours des opérations de guérillas menées depuis un an au Mozambique.

Il est certain en tout cas que les combats ont provoqué l'exode d'une partie des populations de la frontière ; des milliers de personnes ont gagné le Malawi et la Zambie.

Les actions menées par les guérillas ont entraîné les forces portugaises dans l'engrenage de la répression, mais les zones touchées par l'insurrection restent encore assez limitées et constituent moins du dixième de la superficie du territoire ; l'économie du pays a été peu affectée jusqu'ici.

Selon certaines informations, les évêques du Mozambique venus à Rome pour prendre part au Concile auraient pris position en faveur de l'autodétermination dans une lettre pastorale destinée aux Catholiques mozambiquains, lettre pastorale qui n'a pu être diffusée.

ASIE

KURDISTAN.

- *Echec de l'offensive irakienne et contre-attaques victorieuses de l'armée kurde de libération.*

Le gouvernement irakien avait annoncé avoir remporté des victoires décisives en octobre et novembre 1965 (cf. " *Ar Vro* ", n° 34). Or, les informations fournies par la presse iranienne au cours du mois de janvier révèlent au contraire que la grande offensive d'automne, après quelques succès initiaux, a échoué et que les partisans kurdes ont contre-attaqué avec succès.

Les conditions atmosphériques étaient pourtant favorables cette année à une offensive tardive, car au début de janvier 1966 il n'avait pas encore neigé sur les montagnes du Kurdistan.

L'armée irakienne avait réussi à percer jusqu'à proximité de la frontière iranienne et avait implanté une garnison dans la localité fortifiée de Pendjwin : les partisans kurdes réussissaient à encercler Pendjwin vers la fin du mois de décembre, la garnison était désormais ravitaillée par avion ; le fort a été emporté le 2 janvier par les troupes kurdes du colonel Akraoui, après une violente bataille au cours de laquelle les Irakiens auraient laissé sur le terrain quarante-quatre morts dont un général.

Les combats ont été nombreux et violents autour de la ville et dans la région ; plusieurs avions irakiens ont été abattus

près de Khanakin ; une importante unité de la milice irakienne, qui avait pour objectif la liaison avec Pendjwin, est tombée dans une embuscade et a dû se replier, abandonnant deux cents morts, une dizaine de chars et une vingtaine de camions.

Le ministre irakien de la défense a démenti la prise de Pendjwin, affirmant que « la route est maintenant ouverte au trafic normal », mais il a reconnu que « les rebelles ont lancé contre ce centre des attaques de grande envergure » (déclaration publiée par le journal " *Al Manar* ", le 17 janvier 1966).

Le ministre a affirmé également que les troupes irakiennes poursuivent « leurs opérations de nettoyage » et « avancent de plus en plus » dans la région du Nord (voici plusieurs années qu'elles avancent et, en novembre dernier, le gouvernement irakien annonçait la fin prochaine de l'insurrection).

Il semble au contraire que les contre-attaques kurdes se soient étendues ; une formation kurde a coupé la route Bagdad-Téhéran près de Khanakin et une autre est arrivée à proximité du centre pétrolier de Kirkouk, détruisant un certain nombre de véhicules de l'armée irakienne.

Il est peu probable que les Kurdes cherchent à occuper les villes, car ils n'ont pas les moyens de s'y maintenir ; ils manquent en effet d'armes lourdes, bien qu'ils disposent maintenant d'un certain nombre de mitrailleuses, de mortiers et de bazookas achetés à l'étranger et même de voitures blindées et de pièces d'artillerie de campagne prises aux Irakiens.

S'ils en avaient davantage, l'armée irakienne se serait trouvée dans une situation très difficile. Une personnalité iranienne a affirmé que si les Kurdes avaient des blindés, ils pouvaient entrer facilement à Bagdad.

Les troupes irakiennes engagées dans le Nord seraient gagnées par la démoralisation. Malgré le matériel moderne dont elle dispose, cette armée n'est plus que l'ombre de l'armée organisée par les Britanniques ; la majeure partie des soldats kurdes — qui en constituaient les meilleurs éléments — ont fini par désertir, bien que les autorités irakiennes aient pu constituer aussi une milice kurde « Les chevaliers de Saladin ». Les recrues originaires des tribus arabes du Sud sont mal adaptées au climat rigoureux des montagnes.

Mais le gouvernement irakien ne paraît pas encore avoir décidé de modifier sa politique ni tirer les leçons d'une guerre qui dure depuis plus de quatre ans. Le 3 janvier, le ministre irakien de la défense déclarait encore : « Notre slogan actuel

est : plus d'amnistie ni de négociation avec les rebelles. À partir de maintenant l'armée est capable à elle seule de mettre un terme à leurs activités ».

• *La guerre du Kurdistan provoque une tension entre l'Iran et l'Irak.*

Les autorités irakiennes accusaient depuis plusieurs mois le gouvernement iranien de favoriser l'insurrection kurde et avaient entrepris une campagne diplomatique pour persuader les Iraniens de fermer leur frontière (cf. " *Ar Vro* ", n° 34). Ces accusations ont été faites pour la première fois officiellement ; le 4 janvier, le ministre irakien des affaires étrangères a remis au chargé d'affaires iranien une note protestant contre « l'appui matériel et moral » accordé par les autorités iraniennes aux rebelles kurdes ; cette note affirme que les Kurdes utilisent le territoire iranien pour bombarder les positions de l'armée irakienne et que le gouvernement iranien leur fournit un important matériel de guerre comprenant des mortiers, des canons, des mines anti-chars et des grenades ; la note irakienne demande que cette aide cesse afin que les relations de bon voisinage entre les deux pays ne soient pas mises en danger.

Le ministre irakien a convoqué le même jour les ambassadeurs des États-Unis, d'U.R.S.S., de France et de Grande-Bretagne pour leur exposer son point de vue, tandis que le ministre de la défense accusait à la radio « certaines puissances étrangères d'encourager la révolte kurde pour créer l'équivalent d'Israël dans le nord de l'Irak en employant la même tactique que celle utilisée en Palestine en 1948 ».

Le général Aref, frère du Chef de l'État irakien, a même accusé le premier ministre iranien d'avoir rencontré le général Barzani et d'avoir tramé avec lui un complot contre l'Irak.

Le gouvernement iranien de son côté repousse ces accusations et proteste contre les actes inamicaux et les violations de sa souveraineté : incursions de troupes irakiennes, bombardements de localités frontalières (plusieurs ressortissants iraniens ont été tués). Le premier ministre iranien a déclaré qu'il souhaitait rétablir de bonnes relations avec l'Irak mais que « le peuple iranien ne peut plus ignorer les provocations irakiennes ». Le gouvernement de Téhéran a d'ailleurs averti les Irakiens que toute violation de son espace aérien entraînerait une riposte armée (cette menace a favorisé les Kurdes qui ont installé leur quartier général à proximité de la frontière).

Des troupes iraniennes ont été envoyées à la frontière, la flotte et l'aviation ont été mises en état d'alerte et pendant quelques semaines il a semblé que tout incident de frontière pouvait dégénérer en conflit armé. Il semble que le gouvernement irakien veuille rejeter la responsabilité de son échec militaire sur le gouvernement iranien, et celui-ci poursuit peut-être le but de favoriser un changement de régime à Bagdad ; les dirigeants iraniens seraient favorables à un régime où l'influence des Sunnites (qui dirigent actuellement l'État) serait affaiblie au profit des Chiites (leurs coreligionnaires, en général pro-iraniens) et des Kurdes ; ils craignent en effet la réalisation effective de l'union entre l'Égypte et l'Irak.

CEYLAN.

• *Le problème Tamoul et l'agitation linguistique.*

Ceylan est peuplée en majorité de Cinghalais, mais il existe dans le nord-est de l'île une importante minorité tamoule ; le tamoul (ou tamil) est une langue dravidienne qui est aussi la langue officielle de l'État de Madras, dans l'Union Indienne.

Les deux langues ont été reconnues comme langues officielles après l'indépendance du pays, l'anglais étant progressivement éliminé de l'Administration et même de l'Université. Mais sous la pression d'une partie de l'opinion, le cinghalais fut proclamé seule langue officielle en 1958. Les Tamouls ont manifesté leur opposition à cette décision et des troubles ont éclaté à plusieurs reprises dans la région Nord-Est. Le gouvernement de Mme Bandaranaike a cherché à réduire l'importance de la minorité tamoule (qui constitue le quart de la population) en concluant avec le gouvernement indien un accord portant sur le rapatriement de cinq cent mille Tamouls ; une partie des Tamouls a immigré il y a un siècle à l'époque où les plantations se sont développées à Ceylan, et ce sont les descendants de ces immigrants que le gouvernement Bandaranaike voulait expulser.

Les élections législatives ont provoqué un changement de majorité au Parlement Cinghalais ; la coalition des partis de gauche dirigée par Mme Bandaranaike a été devancée par le Parti de l'Unité Nationale ; mais ce parti ne disposant pas de la majorité absolue a dû rechercher l'appui du Parti Fédéral.

représentant les Tamouls, qui, avec ses quinze députés, était l'arbitre de la situation.

Dudley Senanayake, le nouveau premier ministre, a aussi fait entrer, pour la première fois depuis 1956, un député tamoul au gouvernement : il a promis de donner un statut officiel à la langue tamoule, sans mettre en cause le statut privilégié du cinghalais. Le gouvernement a tenu sa promesse en déposant, en janvier dernier, un projet de loi autorisant l'usage de la langue tamoule pour les affaires officielles dans les provinces du Nord et de l'Est.

Le dépôt de ce projet a provoqué une violente réaction des trois partis d'opposition : le Parti de la Liberté de Mme Bandaranaïke, le Parti communiste et le Parti trotskyste ; ces partis veulent maintenir la loi de 1958 qui faisait du cinghalais la seule langue officielle.

Avec l'appui des bonzes bouddhistes, les partis de gauche ont organisé des manifestations anti-gouvernementales, au cours desquelles un bonze a été tué et plusieurs dizaines de personnes blessées.

Le gouvernement a décrété l'état d'urgence le 9 janvier 1966 et le premier ministre est décidé à maintenir son projet et à le faire approuver par le Parlement, où les votes des députés tamouls lui sont indispensables.

KENDALC'H KELTIEK ETREVROADEL

11-16 a viz Ebrel 1966

DULENN

Pour apprendre le breton

une seule adresse :

SKOL OBER

M. GOURLAOUEN

30, rue Victor-Hugo

DOUARNENEZ

SKOL OBER prépare aussi l'examen du *Trec'h Kentañ*
Cours gratuits 30 ans d'expérience

Vient de paraître

YANN BREKILIEN

HISTOIRE EUROPÉENNE DE L'EUROPE

30 F. — Frais d'expédition 3,20 F

in-8 raisin — 384 pages

Librairie du Journal des Notaires et des Avocats
6, rue de Mézières, Paris 6^e - C.C.P. Paris 155-82

Pour aider la langue bretonne...

Pour aider les éditions bretonnes...

KUZUL AR BREZHONEG

Envoyez vos oboles à son secrétaire

Lili MORVEZEN, 6, avenue de la Gare,

Concarneau — C. C. P. 1316-63 Nantes

"Editions La Baule" - Dépôt légal : 1^{er} Trimestre 1966
N^o inscription C. P. P. 36.528 - Le Directeur Gérant : P. DENIS

SOMMAIRE

ALAIN LE BANNER et ALAIN GUEL : <i>Entretien sur l'avenir de Breizh</i>	1
IRLANDE : <i>Notes sur l'Histoire de l'Irlande (suite)</i>	19
<i>Parmi nos revues</i>	38
SKOURR BREIZH	41
NOUS AVONS LU POUR VOUS :	
Xavier de LANGLAIS : <i>Le Roman du Roi Arthur</i>	43
PER DENEZ : <i>Brendan Behan</i>	45
ON NOUS ECRIT	61
<i>Chronique des Nations</i>	67